



Bonjour, l'euro !

- Naissance de la monnaie unique le 1^{er} janvier 1999 à zéro heure
- Un entretien avec le président de la Banque centrale européenne
- « L'euro dopera le bien-être général », déclare au « Monde » Wim Duisenberg



Un cahier spécial de seize pages pour découvrir les points de vue des « pour » et des « contre », et mieux cerner les enjeux et les non-dits de la nouvelle monnaie européenne. En prime, un dictionnaire historique des onze monnaies nationales.

L'EURO est là. Pour la dernière fois, mercredi 30 décembre, dans les onze pays de l'Eurozone, les cotations se faisaient en monnaie nationale. Ensuite, sur les mêmes Bourses et marchés financiers, viendra le temps de l'euro. Jeudi, vers 12 h 30, les ministres des finances des Onze, réunis à Bruxelles pour saluer cette étape historique de la construction européenne, fixeront les taux de conversion des monnaies nationales en euros et le taux de change de la monnaie unique en dollars.

L'euro est là, et c'est « incontestablement historique », commente Wim Duisenberg, le président de la Banque centrale européenne (BCE), dans un entretien accordé au Monde. « C'est la première fois dans l'histoire que onze États décident d'abandonner leur monnaie nationale et leur souveraineté au profit d'une autorité fédérale », remarque-t-il.

relativement favorable au lancement de la monnaie unique : « Pour 1999, nous prévoyons une croissance dans l'Eurozone comprise entre 2,25 % et 2,5 % », puis « un redressement » à la fin de l'année et « une accélération en l'an 2000 ». Mais Wim Duisenberg répond aussi par un « non » catégorique et sans appel quand on lui demande s'il entend quitter son poste avant terme, d'ici quatre ans, pour céder sa place à Jean-Claude Trichet, gouverneur de la Banque de France, comme Jacques Chirac l'a assuré lors de la nomination du néerlandais à la tête de la BCE.

L'euro est là et une ville tient sa revanche : Francfort. Cité de tolérance et de culture, patrie de Goethe, elle avait échoué - battue par Bonn - à devenir capitale provisoire de la République fédérale. Abritant le siège de la BCE, elle va devenir un des lieux-clés de l'Union européenne, le centre financier de l'Eurozone.

L'euro est là

Nouveau départ

EH BIEN, nous y sommes ! Même si rien n'a changé, ou presque, dans notre vie quotidienne, même si nous avons toujours au fond de nos poches ce bon vieux franc français, sursitaire pour encore trois ans, tout change à compter du 1^{er} janvier 1999, tout a déjà changé : la naissance de l'euro modifie nos perspectives, et nous permet de passer à une autre étape de notre Histoire. Cette révolution est, faut-il le rappeler, une victoire de la volonté sur les marchés, de la détermination de quelques-uns sur les forces économiques.

J.-M. C.

Lire pages 2, 3 et 12

Lire la suite page 11

A la Bourse de Paris, c'était la dernière séance du franc

FIN de l'histoire à la Bourse de Paris : vers 17 h 10, mercredi 30 décembre, pour la dernière fois, les cotations devaient s'afficher en francs. Dès lundi 4 janvier, les cours des actions et des obligations seront libellés en euros. Au Palais Brongniart, nul n'a versé une larme... ou saigné le champagne. Et pour cause : depuis bien longtemps, les opérateurs ont déserté la place de la Bourse. Les cotations des actions à la cote ont cessé depuis 1991. Le 6 novembre 1998, les voix des négociateurs sur les marchés à terme se sont tuées. Il n'y avait guère qu'une demi-douzaine d'intermédiaires qui continuaient, chaque jour, à se réunir pendant quelques minutes, vers midi, pour fixer le cours de l'or.

Au Palais Brongniart, transformé en musée de la Bourse, seules quelques banderoles aux couleurs de l'euro flottent sur les façades. Dans une certaine indifférence : les passants sont davantage impressionnés par les illuminations de Noël des vitrines des grands magasins. Chez les professionnels, aucune émotion. « Il ne s'agit que de cours qui s'inscrivent sur des écrans. L'unité monétaire nous importe peu lorsque nous

établissons nos ratios financiers », raconte froidement un analyste. « Nous avons l'habitude de jongler avec une multitude de devises. Une de plus, cela ne change pas grand chose », renchérit le gérant de fonds investis en obligations internationales. « La plupart de mes portefeuilles étaient libellés en euros, le passage à l'euro ne me pose aucune difficulté », s'amuse un spécialiste des actions européennes.

Tout de même, il a fallu se préparer attentivement. De nombreux galops d'essai ont rassuré les banquiers et boursiers sur le pied de guerre depuis trois ans. Ce basculement est trop stratégique, il a provoqué trop de dépenses (20 milliards de francs pour les banques) pour que les professionnels l'abandonnent dans une totale sérénité. Une mobilisation générale a été décrétée sur la place parisienne. Plus de 10 000 personnes ont été réquisitionnées. Elles passeront trois jours, dont le réveillon du Nouvel An, devant leurs écrans informatiques.

Pour l'occasion, la législation du travail a été contournée. Les salariés ont accepté de travail-

ler pendant les jours fériés. Des « Monsieur » ou « Madame » euro ont été désignés dans chaque établissement. Des chambres d'hôtels ont été réservées non loin des banques pour le repos des cadres ainsi réquisitionnés. Les services des meilleurs traiteurs parisiens ont été sollicités. Mais pas une goutte d'alcool ne sera versée dans leurs gobelets. Il faut garder la tête froide.

Pas moins de trois postes de commandement, dont un à la Banque de France et un autre au siège de la Sicovam, l'organisme chargé d'aiguiller les ordres de Bourse, devraient surveiller le bon déroulement des programmes informatiques conçus pour permettre la conversion de toutes les opérations. Plus de 1 200 seuils informatiques, jugés stratégiques, ont été recensés. Tout devra être prêt au plus tard lundi à 5 heures, lorsque les premiers échanges avec les dix autres places de la zone euro commenceront. Alors, peut-être, les boursiers céderont-ils aux sirènes du champagne.

Joël Morio

Public-privé : l'argent de l'école

UN ARRÊT du Conseil d'Etat provoque l'indignation des défenseurs de l'enseignement public. Cette décision a cassé un jugement du tribunal administratif de Paris en autorisant cinq lycées privés d'Ile-de-France, qui disposent de filières techniques, à bénéficier de financements non plafonnés de la part des collectivités territoriales. Le Comité national d'action laïque (CNAL) dénonce une « décision qui conduit à un détournement de la loi Falloux ». Cette loi limite les subventions publiques à 10 % des dépenses des établissements privés. Selon le SNES-FSU, « le lobby de l'enseignement privé obtient du juge ce qu'il n'avait pu obtenir du législateur ».

Lire page 8

Le dopage aux Etats-Unis



MARK MCGWIRE

ÉLU sportif de l'année, héros national pour avoir réalisé la meilleure performance au nombre des home-runs, le joueur de base-ball américain Mark McGwire avoue consommer de l'androsterone (substance aux effets identiques à ceux des stéroïdes anabolisants). Un exemple du laxisme qui existe aux Etats-Unis en matière de dopage.

Lire page 15

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

au sommaire du numéro de janvier

L'an 1 de l'euro

La grande aventure de l'Union monétaire commence pour onze des quinze pays de l'Union européenne.

L'Italie du changement

Romano Prodi qualifie l'Italie pour l'euro mais échoue sur la réforme des institutions. L'ex-communiste Massimo D'Alema a pris le relais.

Plus : Les Clés de l'Info
4 pages pour décoder l'actualité

Les navigateurs ne sont pas des trompe-la-mort

EN VOILE, le risque fait partie de la course. Le drame qui a endeuillé la classique australienne Sydney-Hobart, où une tempête a fait six morts, le rappelle. La polémique qui enfle déjà est hypocrite. Les voix qui s'élèvent pour crier au scandale sont sûrement parmi celles venues samedi 26 décembre, à Sydney, avec des dizaines de milliers de personnes, saluer les 115 embarcations engagées dans une course considérée comme l'un des événements de l'île-continent et qui rapporte chaque année plus de 30 millions de francs à l'économie tasmannienne. Le continent austral, qui pleure aujourd'hui, s'appuie à accueillir en héros les concurrents d'Around Alone, course du monde en solitaire avec escales, dont le premier, Giovanni Soldini, est attendu dans la nuit du 30 au 31 décembre à Auckland après un voyage éprouvé par les grains des quarantièmes rugissants.

Aux griefs des « terriens », les marins répondent volontiers qu'il s'agit de leur vie, de leur choix. « Le Vendée Globe a été créé pour les marins qui veulent aller au bout d'eux-mêmes », affirme l'article premier du règlement de cette course quadriennale. « Il s'agit plus

d'une philosophie du respect de la mer que de considérer les océans comme un terrain de sport », explique Philippe Jeantot, son organisateur. Le risque est essentiel au rêve qui anime ses navigateurs, même si certains « spectateurs » affectionnent les drames. L'image de Peter Goss tendant la main et la vie à Raphaël Dinelli sur le Vendée Globe 1997 a fait le tour du monde. Isabelle Autissier doit non seulement sa stature à ses qualités de marin, mais aussi aux mésaventures dont elle a été la protagoniste.

Le 28 décembre 1994, elle a déclenché ses balises de détresse, mettant ainsi fin à son aventure dans le Boc Challenge, course à la voile en solitaire et avec escales, aujourd'hui appelée Around Alone, où elle concourt à nouveau. Au cours de la deuxième étape, entre Le Cap et Auckland, la navigatrice venait de démanteler une deuxième fois : le grément de fortune monté aux îles Kerguelen, après le premier démantèlement d'Ecurieil-Poitou-Charente, n'avait pas résisté à un nouveau grain.

Bénédicte Mathieu

Lire la suite page 11

Deux Khmers rouges « très désolés »

A Phnom Penh, où ils ont rencontré le premier ministre Hun Sen après leur reddition du 25 décembre, Khieu Samphan et Nuon Chea se sont dus « très désolés » du génocide cambodgien et ont réclamé « l'oubli » du passé. Washington souhaite qu'ils soient traduits en justice.

p. 4 et notre éditorial p. 11

Chômage en baisse

Le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 0,2 % en novembre, soit 4 700 personnes de moins qu'en octobre.

p. 6

Un Algérien dans la tourmente

Itinéraire d'Ali Bensaad, réfugié en France, condamné à mort par les islamistes et par un tribunal de son pays pour avoir dénoncé l'affairisme du pouvoir.

p. 10



Fin de siècle à Nantes

Deux cent cinquante artistes, musiciens, danseurs, acteurs, plasticiens, représentant l'art non officiel new-yorkais, sont les invités du festival nantais.

p. 18 et 19

La mort de Robert Guillaud

Notre ancien collaborateur Robert Guillaud est décédé le 29 décembre à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Il avait notamment couvert les dernières semaines de la Longue Marche de Mao en Chine et représenté Le Monde au Japon jusqu'en 1976.

p. 9

Viniculture et culture en Aquitaine

De l'Hôtel Saint-James à Bouliac, construit par Jean Nouvel, au musée de Philippe de Rothschild, le nœud paysagiste du Bordelais marie art et grands crus : margaux, latite, latour et autre moulin.

p. 16

Graines de rosiers

Des sachets de graines de rosiers sont proposés par plusieurs marques. Passé les trois premières années durant lesquelles l'arbrisseau, chéri, voire franchement moche, peine à faire deux fleurettes, les jardiniers patients seront récompensés par une vingtaine de rosiers... pour une vingtaine de francs.

p. 17

International	2	Tableau de bord	13
France	6	Aujourd'hui	15
Société	8	Météorologie, jeun.	17
Carnet	9	Culture	18
Horizons	10	Cadex culturel	20
Entreprises	12	Radio-Télévision	21

M 0147 - 1231 - 7,50 F



20 Le Monde 7 Télévision 13 Radio 7 Multimédia Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1998

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 31 DÉCEMBRE 1998

EUROPE L'euro va devenir la monnaie de onze pays européens vendredi 1^{er} janvier à 0 heure. Cette union monétaire avait été décidée, il y a huit ans, à Maastricht. Depuis,

les membres de l'Union ont dû s'appliquer à réduire leur déficits budgétaires et leur inflation, afin de faire converger leurs cycles économiques. ● LES TRANSACTIONS se-

ront gênées jusqu'au 4 janvier au matin. Les parités de conversions auront été fixées jeudi 31 décembre par les ministres des finances à Bruxelles. ● WIM DUISENBERG, pré-

sident de la Banque centrale européenne qui entre en fonction, explique dans un entretien exclusif au Monde que le succès de l'euro et son acceptation par les populations

viendront de la stabilité des prix dans l'Euroland. ● QUATRE PAYS restent à l'écart : la Grande-Bretagne, le Danemark, la Suède et la Grèce. (Lire aussi page 12.)

Avec l'euro, onze pays mettent en commun leur souveraineté monétaire

Le compte à rebours est lancé : toutes les transactions financières sont gelées dans l'attente des parités. Wim Duisenberg, président de la Banque centrale européenne, explique au « Monde », que la monnaie unique servira de « catalyseur » pour harmoniser les politiques des pays membres

Conformément au rendez-vous pris à Maastricht, il y a huit ans, en 1991, par les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze, l'Union européenne aura vendredi 1^{er} janvier sa monnaie unique, l'euro. Une monnaie qui sera dans un premier temps celle de onze des quinze pays membres de l'Union, les autres ayant décidé de ne s'y joindre qu'ultérieurement.

Au moment où dans les villes d'Europe, dans les familles, on s'apprête à passer tranquillement dans la nouvelle année, la dernière du millénaire, des milliers de personnes seront occupées au siège des banques à boucler les programmes d'ordinateurs, à vérifier une dernière fois les derniers détails techniques pour que le « basculement » des circuits financiers

des monnaies nationales en euro puisse s'opérer sans encombre à l'ouverture des marchés, le 4 janvier, après le long week-end de la Saint-Sylvestre.

Jeudi 31 décembre 0 heure, toutes les opérations financières seront gelées dans les onze pays de la zone. En milieu de journée, le Conseil des ministres des finances des Quinze se réunira dans le bâtiment du Conseil à Bruxelles pour annoncer officiellement, sur proposition des banques centrales européennes et de la Commission, la valeur de chacune des onze monnaies nationales concernées en euro. Pré-cédée symboliquement d'un lâcher de ballons, la séance sera publique.

Vendredi 1^{er} janvier à 0 heure, l'euro a cours. Il n'y aura pas de suspens sur la valeur des onze monnaies. La parité retenue ne devra pas différer sensiblement des cours pivot de chacune des monnaies par rapport à l'écu. Ceux-ci sont restés très stables depuis le

sommet de Bruxelles, qui a arrêté en mai 1998 la liste des pays participants. La nouvelle parité sera fixe et irrévocable. Même si elles continueront d'avoir cours jusqu'en 2002, date du changement des billets et des pièces, les monnaies nationales de la zone ne seront plus

qu'une subdivision de l'euro. L'euro succède juridiquement à l'écu (European Currency Unit), créé en 1976 comme « monnaie papier » pour servir de référence dans le système monétaire européen. La Banque centrale européenne, installée depuis le 1^{er} juin à Francfort,

prend officiellement ses fonctions à la tête du système européen de banques centrales (SEBC), constitué du réseau des banques centrales nationales.

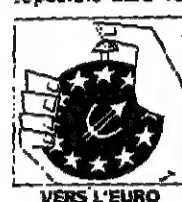
A partir du lundi 4 janvier, l'euro sera la seule monnaie dans toutes les transactions interbancaires. C'est en euros que seront libellés la dette et les encours des états des pays membres. Les ministres des finances lui attribueront au cours de leur réunion de jeudi une valeur de change, qui correspondra à la valeur de l'écu, par rapport aux autres grandes monnaies internationales. Au dollar, mais aussi par rapport aux quatre monnaies de l'Union européenne qui restent pour le moment en dehors de la zone.

L'annonce de la parité des monnaies permettra aux établissements financiers de se mettre au travail pour introduire ces valeurs dans leurs ordinateurs et opérer les conversions nécessaires pour le dé-

marage des opérations de Bourse à l'issue du week-end. Officiellement, le système Target de refinancement des banques, mis en œuvre par le système européen de banques centrales (SEBC), sous la responsabilité de la Banque centrale européenne, commencera à fonctionner lundi 4 janvier à 5 heures du matin.

Les salles de marché commenceront à opérer en euros au fur et à mesure de leurs ouvertures à la sortie du week-end. Les premières cotations auront lieu en Asie, compte tenu du décalage horaire. Du côté des administrations, c'est à ce moment que la dette publique basculera dans la nouvelle monnaie, que les prestataires adjudications d'emprunt d'Etat seront réalisées en euros. A partir de là, pour monnaie-tout-le-monde, commence une longue période de transition de trois ans, jusqu'au 1^{er} janvier 2002.

H. de B.



VERS L'EURO

Un long et savant calcul pour fixer les taux de conversion

C'EST JEUDI 31 décembre, vers 12 h 30, que seront connus les taux de conversion des monnaies nationales en euros. C'est à ce moment que sera dévoilée, par exemple, la valeur exacte et définitive de l'euro face au franc. Celle-ci sera diffusée par la Commission européenne sur internet et sur les principaux serveurs financiers, mais aussi sur un grand tableau lumineux à l'occasion d'une cérémonie - retransmise à la télévision - réunissant à Bruxelles les ministres de l'économie et des finances chargés d'entériner officiellement ces parités historiques.

Après, à 11 heures 30, se sera tenue une téléconférence entre banques centrales nationales, au cours de laquelle auront été collectées les données constatées sur les marchés de changes, et notamment les cours en dollars des différentes monnaies de l'Euroland. Parallèlement, les instituts d'émission se seront assurés que les cours constatés entre les onze monnaies de la zone euro

(deutschemark, franc français, florin néerlandais, franc belgo-luxembourgeois, lire italienne, peseta espagnole, livre irlandaise, escudo portugais, schilling autrichien et markka finlandais) correspondent bien à leurs taux pivots au sein du mécanisme de change européen, choisis comme référence, lors du sommet de Bruxelles, début mai, pour déterminer les parités bilatérales.

Dès la fin de cette téléconférence, la Commission calculera les taux de conversion en euros des différentes devises. Pour ce faire, elle établira le taux de l'écu, donc de l'euro, vis-à-vis du dollar. Celui-ci sera obtenu par l'addition du cours en dollar des différentes devises européennes, pondéré par le poids de chacune dans le panier de monnaies que constitue l'écu (dans lequel le mark représentait 30 %, le franc 19 %, etc.). Ainsi sera établi le premier taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar. Dès lors que seront connus, par exemple, le taux de change du franc français face au dollar et celui de

l'euro face au dollar, la combinaison des deux permettra de calculer très simplement le taux de conversion du franc français en euros. Il en sera de même pour les autres devises de l'Euroland.

A 15 heures, le règlement sur les taux de conversion, adopté préalablement par le Conseil éconfin, sera publié au Journal officiel des Communautés européennes et il entrera en vigueur à minuit.

Les parités des monnaies nationales vis-à-vis de l'euro seront très proches de leurs cours actuels par rapport à l'écu, puisqu'il a été décidé, pour des raisons juridiques et pour assurer la continuité des contrats financiers, que l'euro succèdera à l'écu sur la base de 1 pour 1. Mercredi matin 30 décembre, 1 écu valait 1,93628 deutschemark et 6,58000 francs. Le taux de conversion de l'écu de l'euro comportera six chiffres (en comptant ceux avant et après la virgule).

P.-A. D.

Mode d'emploi

Personne ne pourra dire qu'il a été pris au hasard. Le passage des anciens aux nouveaux francs, qui avait été très mal préparé en termes de communication, d'autres expériences, comme le ralliement des Britanniques à un système monétaire décentralisé, ont été étudiés à la loupe pour faciliter au maximum le passage à l'euro pour toutes les catégories d'usagers. Des centaines de milliers de brochures en tout genre ont été distribuées ou sont à la disposition de ceux qui le veulent, chaque foyer a été destinataire d'une notice du ministère des finances.

● La valeur de l'euro. Il devrait être rapidement difficile d'ignorer la valeur de l'euro, qui sera fixée définitivement jeudi, à quatre décimales près. Elle sera à peu près celle de l'écu, valeur de référence jusqu'à aujourd'hui dans le système monétaire européen, qui était mercredi 30 décembre de 6,58 francs.

● Double étiquetage. Le passage à l'euro a son coût pour les entreprises, qui doivent adapter leurs systèmes informatiques ou au moins leurs comptabilités.

Mais c'est aussi, pour celles qui sauront en profiter, une occasion de capter de nouveaux clients. L'arrivée de l'euro, à partir de janvier, se traduira pour le consommateur normal d'abord en termes de marketing. Quelques-unes des plus grandes chaînes de distribution grand public se sont ainsi préparées à fournir à leur clientèle, dès le 4 janvier, un double étiquetage complet de leurs étalages.

Dans le domaine des services, beaucoup n'avaient pas attendu cette date fatidique pour proposer leurs conseils ou leurs services. Depuis plusieurs mois déjà, la facturation dans certains commerces indique le montant en euros en dessous du montant en francs. Les banques, qui doivent prendre garde à la concurrence, ont fait des efforts particuliers à leurs guichets.

● Paiement en euros. Sauf pour les boursicoteurs avertis, qui pourront tenter leur chance avec les nouveaux index des places financières, l'euro ne va pas bouleverser la vie quotidienne. Tout a d'ailleurs été fait pour cela. Pas d'ajustement. La période de transition prévue jusqu'en 2002 doit permettre à

chacun de s'adapter selon son rythme. Ceux qui voudront utiliser les euros pourront demander des chèques spéciaux ou utiliser leurs cartes de crédit. Mais il faudra s'informer des règles d'utilisation, notamment en dehors de son territoire national. Payer en Espagne avec un chèque français en euros devrait continuer à être facturé, au moins dans un premier temps, par les banques.

Les commerçants pourront jouer le jeu, s'ils le veulent, en acceptant des paiements en euros. Ils n'y seront pas plus tenus que d'accepter aujourd'hui des chèques, c'est affaire d'intérêt. La comme ailleurs, la règle d'or, jusqu'à la disparition des monnaies nationales, est « ni interdiction ni obligation ».

Elle sera appliquée dès le 4 janvier par les administrations. Ceux qui voudront payer leurs impôts en euros pourront le faire, les perceptions sont équipées pour. Mais les salaires, sur les fiches de paie, devront continuer à figurer en francs, ce qui n'interdit pas de faire figurer en face des montants l'équivalent euro.

Cette union avait été décidée il y a huit ans à Maastricht

« A SEMAINE du grand saut », révolution historique : les superlatifs ne manquent pas pour saluer l'avènement de la nouvelle monnaie qui voit le jour le 1^{er} janvier 1999 dans 11 des 15 pays de l'Union européenne. Honni par ceux qui y voient le fossé de la Nation, symbole d'espoir pour tous ceux qui comptent sur l'Union pour redonner à l'Europe la voix qu'elle a perdue en ce siècle de conflits territoriaux où elle a perdu son âme, l'euro est l'un des événements majeurs de cette fin de millénaire.

Les coups de chapeau qui saluent son arrivée de par le monde - et singulièrement aux Etats-Unis où l'on a tardé à prendre la volonté des Européens au sérieux - permettront peut-être à ces derniers de prendre eux-mêmes la mesure du pas qu'ils sont en train de franchir. Hormis dans les pays du sud, où l'euro vaut reconnaissance de faire partie de l'élite, la nouvelle monnaie est plus souvent accueillie comme un mal nécessaire que comme un événement libérateur.

Les Britanniques ne se sont toujours pas résolus à l'abandon de la livre sterling, monnaie d'empire. Les Allemands n'acceptent pas non plus de gâcher de leur cœur de voir disparaître un mark qui représente leur puissance retrouvée. Et si les Français ne semblent pas trop regretter leur franc, qui au gré des dévaluations d'après-guerre a perdu quelque peu de ses contours, ils se demandent encore dans leur majorité si tous ces chambardements

valent la peine des complications qu'ils s'attendent à subir dans leur quotidien.

Malgré le matraquage médiatique de ces dernières semaines - qui est à la hauteur d'une échéance historique - la conscience de l'euro, qui ne sera vraiment palpable en bons et vrais billets qu'en 2002, reste diffuse. Comme l'est la conscience que l'Europe passe ainsi à un autre stade. Quarante et un ans après le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, cinq ans après le baptême de l'Union européenne (1^{er} novembre 1993), les Européens disposent désormais, avec l'euro et le drapeau bleu étoilé, des deux grands symboles autour desquels les peuples traditionnellement se rassemblent lorsqu'ils ont le sentiment d'appartenir à un même destin, à une même collectivité territoriale.

Quel chemin parcouru depuis que les pères fondateurs, au premier rang desquels le français Jean Monnet, eurent l'idée de fonder la réconciliation, la reconstruction de l'Europe sur l'établissement progressif d'une zone de coopération économique où les Européens - Français et Allemands au premier rang - apprendraient peu à peu à vivre ensemble. « L'Europe ne se fera pas d'un seul coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait », avait prédit Maurice Schumann, dans sa fameuse proclamation du 9 mai

1950, où il proposait la mise en commun des productions de charbon et d'acier.

La CECA naissait un an plus tard, avec l'Allemagne et la France, les trois pays du Benelux et l'Italie. L'échec quelques années plus tard de la communauté européenne de défense, par refus du Parlement français de ratifier l'accord, montrait la justesse du point de vue. Malgré leurs différences de langues, de traditions, les sociétés européennes ont lentement dû prendre conscience, dans un monde dominé par les deux super-puissances de la guerre froide, que leurs intérêts, le maintien de leurs modes de vie concouraient inévitablement à se rapprocher, à s'entraider. Sociologues, historiens, géographes constatent aujourd'hui l'émergence d'un modèle spécifique de société européenne, basé sur un mélange de liberté d'entreprise et de protection de l'individu, auquel personne n'était prêt à renoncer. Dans un intéressant ouvrage sur les « voisins du Rhin », le professeur Hartmut Kaelble, de l'université de Berlin, signalait dès la fin des années 80 que la coopération franco-allemande était portée par le rapide rapprochement des structures sociales des deux sociétés depuis la guerre.

Cette réalité, les premiers à la reconnaître sur le terrain ont été les entrepreneurs, à la recherche d'un marché suffisamment vaste pour résister à leurs concurrents américains et japonais. Les changements de parité monétaire, les contrôles

de change, qui n'ont été abolis définitivement en France qu'en janvier 1990, étaient beaucoup trop rigides pour les nouvelles conditions du système de commerce mondial. Dès 1970, mandaté par ses partenaires, le premier ministre et ministre des finances luxembourgeois, Pierre Werner, avait reconnu dans un rapport les avantages d'une union monétaire. Mais les conditions étaient loin d'être mûres.

Une avancée politique décisive

Après le « serpent » de 1972, la création du système monétaire européen, en 1979, pour instaurer un peu d'ordre dans le flottement des parités monétaires européennes, a représenté la première réponse coordonnée à une situation de crise imposée aux Européens de l'extérieur : l'effondrement du système monétaire international de Bretton Woods, en 1971, avec son corollaire, l'envol des prix du pétrole qui fait prendre conscience aux Européens de la vulnérabilité de leurs économies.

Huit ans plus tard, les Européens, par l'Acte unique de 1986, jetaient les bases d'une zone commerciale homogène, le « marché unique », qui les obligeait à un grand

chambardement pour harmoniser les règles de concurrence. La suppression des contrôles douaniers aux frontières internes de l'Union européenne, le 1^{er} janvier 1993, était le premier signe hautement symbolique du changement psychologique en train de s'opérer. L'Europe devenait capable, au nom d'un intérêt supérieur, de faire accepter par ses membres la mise en commun d'attributs de souveraineté aussi essentiels que les droits de douane.

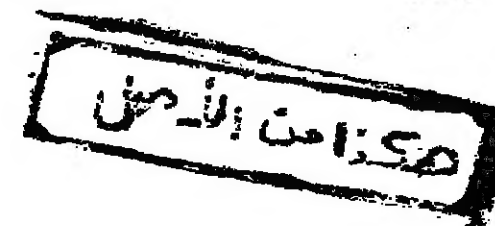
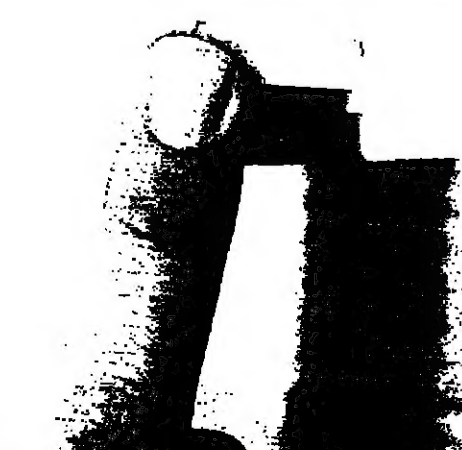
La relance de l'idée de monnaie unique apparaît dès lors dans la logique des choses. Ce grand marché sans frontières ne peut se concevoir à la longue avec les distorsions de concurrence que les ajustements monétaires ou fiscaux des gouvernements provoquent. La crise monétaire des années 1992/1993, lorsque les effets de la spéculation et de politiques mal ajustées menacent de faire exploser l'ensemble du système monétaire, est là pour en témoigner. Même si en définitive les grands équilibres ne sont pas affectés, la dévaluation des monnaies du sud et de la livre sterling provoque d'importantes perturbations avec des répercussions sociales et politiques. On dénonce les « dévaluations compétitives ».

Cette crise, qui a fait tanguer l'union monétaire, en a aussi confirmé le caractère inéluctable. Après la chute du mur de Berlin, il était de toute façon difficile de faire marche arrière. Les Quinze s'étaient résolus à l'unification allemande à une condition : qu'elle aille de pair avec

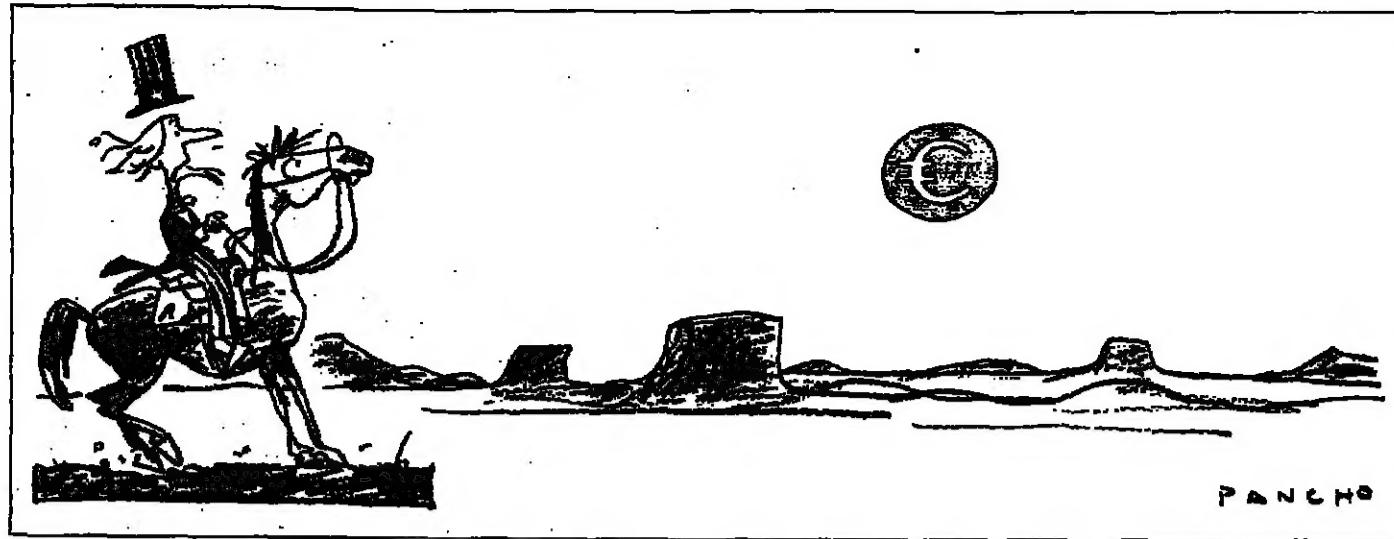
un nouvel approfondissement de la construction européenne. Dès la fin de 1991, le sommet de Maastricht avait transformé la CEE en « Union européenne ». Dans le nouveau traité, celle-ci se voit charger « de promouvoir un progrès économique et social équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une Union économique et monétaire comportant, à terme, une monnaie unique ».

La ratification de Maastricht ne sera pas chose aisée, comme en témoigne le référendum de 1992 en France où il est approuvé de justesse. En dépit des polémiques et des batailles, la mise en œuvre de l'euro suivra pourtant le calendrier fixé. Les gouvernements se sont ralliés les uns après les autres à la discipline de fer imposée par le traité et par l'Allemagne pour parvenir à la convergence nécessaire de leurs économies. C'est en cela que l'euro représente une avancée politique décisive. Le maintien de cette convergence oblige aujourd'hui les Onze à approfondir la coordination de leurs politiques, allant toujours plus loin dans l'intégration. Seuls quatre pays ne sont pas sentés prêts à sauter ce pas : la Grèce pour des raisons économiques, les trois autres (Grande-Bretagne, Danemark, Suède) parce qu'ils hésitent encore.

Henri de Bresson



souveraineté monétaire



Wim Duisenberg, président de la Banque centrale européenne

« La confiance ne tombe pas du ciel, il faut la gagner »

FRANCFORT
de nos envoyés spéciaux
« L'euro devient réalité le 1^{er} janvier. Dans quelle mesure ce jour est-il historique ? »
« C'est difficile à quantifier, mais c'est incontestablement un jour historique. C'est la première fois dans l'histoire que onze Etats souverains décident d'abandonner leur monnaie nationale et leur souveraineté au profit d'une autorité fédérale, fût-elle limitée au domaine monétaire. Dans le processus d'intégration européenne, c'est le pas le plus remarquable et le plus significatif. »

Quels sont les principaux avantages de l'euro ?
« En tant qu'économiste, j'estime que le principal avantage sera d'avoir des prix totalement transparents qui pourront être comparés dans un marché de 300 millions d'habitants. Ensuite, les taux de change vont disparaître dans la zone euro. Ce changement concerne les gens dans leur vie de tous les jours. Mais il fait également disparaître un des obstacles au commerce international : les variations de changes faisant partie des incertitudes qui gênent les industriels et les commerçants. Leur suppression va faciliter le commerce, des biens et des services et, comme nous l'a enseigné l'économiste Ricardo, plus de commerce signifie plus de bien-être pour tout le monde. L'euro dopera la croissance économique et le bien-être général. »

Est-ce à dire que l'euro va créer des emplois ?
« Oui, dans la mesure où il contribuera à la croissance. »

Quels sont les risques négatifs de l'euro ?
« Je n'en vois pas. Le processus d'union monétaire a été préparé pendant quatre ans, tant au niveau national qu'au niveau européen, de manière très précise et très bonne. Nous avons essayé d'exclure tous les risques. Les risques qui peuvent subsister sont d'ordre psychologique. Pour certains pays, il est difficile de dire adieu à sa monnaie nationale, celle-ci étant devenue symbole de l'identité nationale. C'est particulièrement vrai pour l'Allemagne. »

Que convient-il de faire pour faire accepter l'euro par les Européens ? Pour qu'ils s'identifient à cette nouvelle monnaie ?
« Il faut créer une stabilité des prix de telle sorte que les gens aient confiance dans l'euro et ainsi dans la monnaie de leur avenir. Cette confiance ne tombe pas du ciel, il faut la gagner. La Banque centrale européenne (BCE) la gagnera par son succès. Pour obtenir ce succès, il nous faut être compris et pour être compris, il faut nous expliquer et être transparent. C'est ce que nous allons faire inlassablement. »

Vous ne poussez pas la transparence jusqu'à publier les débats de vos délibérations comme c'est le cas au Royaume-Uni ?
« C'est la seule chose que nous ne ferons pas. Publier les débats internes du conseil des gouverneurs et les opinions de ses différents membres conduirait les opérateurs des marchés à anticiper. Comment va voter tel membre la semaine prochaine, sachant comment et pourquoi il a voté le mois dernier ? Ces prophéties peuvent s'auto-alimenter et même s'auto-réaliser, comme cela est souvent le cas sur les marchés financiers. Au lieu de créer des certitudes, cette politique crée de l'incertitude et elle augmente la volatilité sur les marchés. En outre, elle peut provoquer des pressions sur les

membres du conseil. Les politiques, les Parlements, devant lesquels les membres du conseil sont aussi responsables, pourraient être tentés d'influencer tel ou tel membre, en lui disant : vous avez voté ainsi la dernière fois, votez différemment la prochaine fois. La publication des débats pourrait être une menace sur l'indépendance de la Banque centrale. »

Mais nous allons expliquer nos décisions plus encore que ce qui est requis par le traité de Maastricht. Nous allons publier un rapport mensuel et non pas trimestriel, exposant le point de vue du conseil sur la situation économique.



WIM DUISENBERG

unique en Europe et sur tous types de sujets. Nous serons auditionnés quatre fois par an par le Parlement européen.

Les fonctionnaires de Bruxelles ont mauvaise réputation. Ne risquez-vous pas d'être vus comme des super-technocrates mal aimés ?

« Je ne veux pas être aimé. Je veux que l'euro inspire confiance. Un banquier central ne doit pas rechercher à être aimé. De temps en temps, on dit que nous devrions nous soucier plus du chômage. Mais nous nous en soucions ! Nous sommes convaincus que la meilleure contribution que nous puissions faire à la lutte contre le chômage est de créer un climat de stabilité et de confiance dans le futur. Et nous avons comme instru-

ment avec le ministre des finances. C'était un dialogue qui était nécessaire mais nous ne sommes jamais considérés l'un et l'autre comme des contre-pouvoirs. Très souvent, le ministre des finances a ses contre-pouvoirs au sein du conseil des ministres. C'est celui qui dit non aux projets des autres ministres, et il trouve dans le banquier central un allié, qui appuie son action budgétaire. Nous ne cessons de redire, en public par exemple, qu'il est nécessaire d'avoir à moyen terme un budget à l'équilibre, voire en léger excédent, comme l'exige le pacte de croissance et de stabilité accepté par les gouvernements eux-mêmes. »

Vous avez dit n'être pas satisfait de l'évolution budgétaire actuelle ?

« De 1993 à 1997, les déficits publics se sont réduits dans l'Euro-land de 1 % par an en moyenne pour atteindre 2,5 % du PIB. En 1999, nous aurons une baisse supplémentaire de 0,4 %, ce qui est significativement moins que les années précédentes. Selon les prévisions de la Commission, la réduction devrait tomber en l'an 2000 à 0,2 %. Cette réduction des déficits ne va pas assez vite dans la direction de l'équilibre, d'autant qu'elle intervient dans une période où la croissance, même si elle est plus modérée que prévu, reste soutenue. »

Quelles sont vos prévisions de croissance ?

« Nous attendons un léger ralentissement de la croissance, mais pas considérable. Pour 1999, nous prévoyons une croissance dans l'Euro-land comprise entre 2,25 % et 2,5 %. Nous tablons sur un redressement fin 1999 et une accélération en l'an 2000. »

D'aucuns disent qu'une union monétaire n'est pas viable sans union politique ?

« De mon point de vue personnel, je suis favorable à une plus

bonne idée. En tant que banquier central, je dois rappeler la règle : les salaires ne doivent pas croître plus vite que la productivité. Or la productivité peut progresser de manière très différente selon les pays, les régions, les secteurs, les entreprises. Un mouvement général de hausse des salaires risquerait de ne pas refléter ces différences. »

« Une croissance dans l'Euro-land entre 2,25 % et 2,5 % » en 1999

Quelle est la valeur optimale du dollar vis-à-vis de l'euro ?

« Le taux de change en tant que tel n'est pas notre objectif premier. Je ne veux donc pas m'exprimer sur des changes précis. En revanche, ce qui nous intéresse beaucoup, c'est d'avoir une relation stable entre le dollar et l'euro. Plus que le niveau des changes, c'est la volatilité qui est un problème. »

Y a-t-il au début un risque d'afflux excessif de demande de capitaux en euros ?

« Si l'euro est une réussite, c'est-à-dire à une stabilité interne, je suis sûr qu'il sera aussi une monnaie internationale attirante sur le plan international. A terme, je pense qu'il deviendra une monnaie de réserve comme le dollar et le mark, qui représentent aujourd'hui 60 % des réserves mondiales de devises. Dans certains cas, l'euro va remplacer immédiatement en partie le dollar : il ne faut pas oublier par exemple qu'un tiers du commerce intra-européen est libellé en dollars. Ce commerce aura lieu mécaniquement en euros à partir du 1^{er} janvier avec la disparition des monnaies nationales. »

Quitterez-vous votre poste au bout de quatre ans comme les Français l'ont dit lors de votre nomination ?

« J'aurais espéré que vous ne me poseriez pas la question. La réponse est non. »

Propos recueillis par
Eric Le Boucher
Arnaud Leparmentier
et Philippe Ricard

La fin du diktat monétaire allemand

AVEC la naissance de l'euro, les hommes politiques français, toutes tendances confondues, devront renoncer à une de leurs distractions préférées : critiquer la politique mo-

ANALYSE
La mise en place de la zone euro est une consécration pour les petits pays

ne que la France ou l'Allemagne, en raison du système « un homme une voix » en vigueur à la BCE, n'ont pas plus de poids que la Finlande ou les Pays-Bas. Ou encore celle faisant que les trois grands pays de l'Euro-land - France, Allemagne et Italie, qui représentent à eux seuls les trois quarts de la richesse de la zone -, se retrouvent nettement minoritaires au sein du conseil, avec seulement six voix sur dix-sept.

NOUVELLE PENSÉE ÉCONOMIQUE

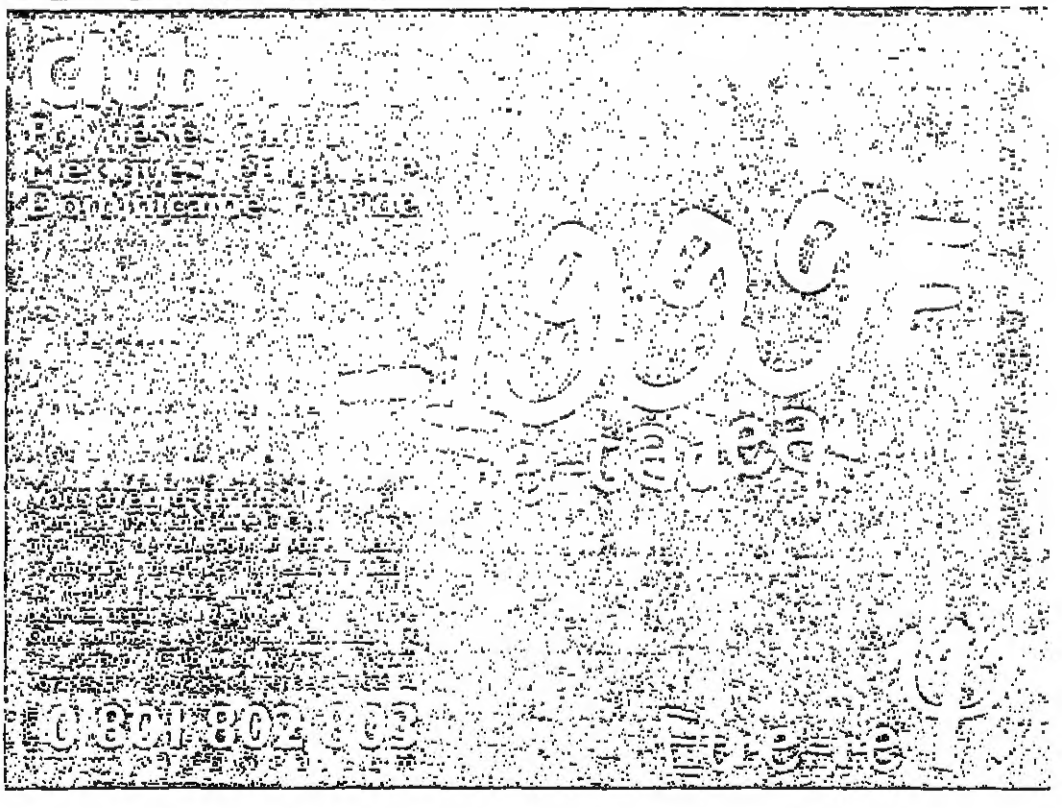
A cet égard, la création de l'euro apparaît surtout comme une consécration pour les petits pays, ce qui n'est d'ailleurs pas sans inquiéter certains experts. Ceux de l'OCDE jugent « préoccupant le risque de voir des considérations d'ordre régional exercer une influence injustifiée sur la politique monétaire ». Il n'est pas certain, malgré les professions de foi des banquiers centraux, que les réflexes - ou les égoïsmes - monétaires nationaux disparaissent rapidement. Le gouverneur de la banque centrale autrichienne, par exemple, votera-t-il volontiers pour une hausse des taux alors que ce geste, si adapté soit-il à l'échelle de l'Euro-land, va à l'encontre des intérêts de son propre pays ? Et comment réagiront les élus français, qui ne décolleraient déjà pas lorsque l'Allemagne agissait sans tenir compte de la situation économique en France, si la BCE prend une décision sous l'impulsion des représentants du Portugal et du Luxembourg ? L'euro sera d'abord, pour tous les citoyens européens, un exercice d'altruisme et de solidarité monétaires, exercice qui s'annonce, pour la France, compte tenu des mauvaises habitudes prises, plus délicat qu'ailleurs.

BIZARRERIE

Mais l'Union monétaire aurait-elle été possible si la France avait décidé de décrocher le franc du mark ? Les Allemands auraient-ils accepté de troquer leur monnaie contre l'euro si la France n'avait pas affirmé sa détermination à faire du franc une devise aussi forte que le deutschemark ? De fait, la classe politique française apparaît bien mal placée pour critiquer la stratégie monétaire suivie en France : depuis dix ans, les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, ont tous choisi de suivre la même voie, celle de l'arrimage du franc à la monnaie allemande. La prime de taux d'intérêt payée par la France n'a été que la conséquence d'une décision sur la parité de change éminemment politique, prise au plus haut niveau de l'Etat.

Il reste qu'à partir du 1^{er} janvier 1999 les bouffées d'orgueil national n'auront plus lieu d'être puisque la politique monétaire française sera définie, de la façon la plus officielle qui soit, à Francfort, par le conseil des gouverneurs de la BCE. La France y aura deux représentants : le vice-président du directoire, Christian Noyer, et le gouverneur de la banque centrale nationale, Jean-Claude Trichet. Certains verront là une formidable conquête pour un pays jusqu'alors privé de tout pouvoir monétaire et qui, du jour au lendemain, aura le même degré d'influence qu'une Allemagne qui, en revanche, aura, avec l'euro, volontairement renoncé à sa toute-puissance. D'autres déploieront au contraire la bizarrerie consistant à

Pierre-Antoine Delhommais



Khieu Samphan et Nuon Chea « désolés » du génocide cambodgien

Les deux anciens lieutenants du défunt chef khmer rouge Pol Pot réclament l'oubli pour le passé sanglant de leur dictature au nom de la « réconciliation nationale ». Washington souhaite qu'ils soient traduits en justice

Les deux derniers principaux dirigeants khmers rouges, Khieu Samphan et Nuon Chea, se sont dits, mardi 29 décembre, « désolés » pour le drame qu'a subi le Cambodge du temps où ils étaient au pouvoir en compa-

gnie de Pol Pot, de 1975 à janvier 1979. Lors d'une conférence de presse à Phnom Penh, où ils ont rencontré le premier ministre Hun Sen après leur reddition du 25 décembre, ils ont toutefois refusé d'admettre une respon-

sabilité personnelle dans le génocide cambodgien et ont réclaté « l'oubli » du passé. M. Hun Sen a exclu qu'un procès pour « crimes contre l'humanité » puisse être organisé dans l'immédiat. Le département

d'Etat américain a pour sa part réclaté un tel procès en soulignant que les relations de Washington avec le Cambodge en dépendraient. Paris tardait, mercredi, à faire connaître sa position (lire aussi notre éditorial page 11).

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

« Very sorry... » Très désolé. Khieu Samphan l'a dit trois fois, mardi 29 décembre, présentant ainsi les premières excuses d'un dirigeant khmer rouge à la suite d'une gestion du Cambodge qui a fait, de 1975 à 1978, près de deux millions de victimes, soit le cinquième de la population. A la demande d'un journaliste cambodgien, il l'a répété en khmer. Nuon Chea, ancien bras droit de Pol Pot, ne s'est exprimé qu'une seule fois au cours de la conférence de presse, pour ajouter : « Nous sommes très désolés non seulement pour les vies humaines, mais aussi pour les vies animales perdues pendant la guerre. » Ni l'un ni l'autre n'ont explicitement admis une responsabilité personnelle.

Ainsi donc, après avoir été accueillis par le premier ministre Hun Sen et avant d'être reçus par le prince Norodom Ranariddh, président de l'Assemblée nationale, les deux dirigeants khmers rouges, qui se sont rendus le 25 décembre, ont du subir, visiblement mal à l'aise et parfois crispés, l'épreuve d'une conférence de presse dans un luxueux hôtel de Phnom Penh.

Quels sont les responsables des massacres pendant le règne khmer rouge ? « Si nous devons dire qui a raison et qui a tort, nous ne pouvons pas avoir de réconciliation nationale », a répondu Khieu Samphan. « C'est une vieille histoire, je ne peux pas la clarifier ».

s'est défendu Nuon Chea. Les questions devenant incisives, la séance a été levée au bout d'une demi-heure. Les journalistes cambodgiens sont repartis frustrés. « Je voudrais savoir qui est le vrai responsable de la mort de mes parents », a dit l'un d'entre eux.

PAS DE PARDON ROYAL. Le personnel de l'hôtel, propriété thaïlandaise, a été médusé par la présence de ces deux vieillards dont l'un, Khieu Samphan, était au départ méconnaissable sous ses cheveux teints en noir, et l'autre, Nuon Chea, marchait à l'aide d'une canne tout en s'appuyant sur un garde du corps. Accompagnés de dix-sept proches, ils étaient arrivés à bord de deux minibus précédés par une voiture au

bord de laquelle se trouvait Ieng Sary, l'ancien beau-frère de Pol Pot. « Laissez le peuple cambodgien résoudre ce problème », a encore dit Khieu Samphan à propos d'un procès international concernant des « crimes contre l'humanité ». Il a ainsi fait écho à Hun Sen, lequel avait déclaré lundi « ne pas voir ce qu'un procès pourrait réaliser ». Dont acte : la « réconciliation nationale » l'emporte, pour l'instant, sur tout autre considération. Mais la possibilité de réunir un tribunal n'en est pas pour autant entièrement écartée.

En effet, Norodom Siهانouk, qui avait accordé un pardon royal à Ieng Sary en 1996 à la demande du gouvernement de l'époque, a exclu mercredi de « renouveler » l'octroi de sa grâce « aux grands criminels khmers rouges ».

Le monarque, qui séjourne à Pékin jusqu'à la mi-janvier, a ajouté qu'« un tribunal international a parfaitement le droit de saisir de cette affaire de génocide au Cambodge, puisqu'il s'agit de crimes contre l'humanité ». « Cela relève, a-t-il déclaré, de la conscience de la communauté des peuples du monde. » Le roi Siهانouk a laissé à Hun Sen « toute la responsabilité » de la gestion de « cette malheureuse et dramatique affaire de pardon à accorder aux Khmers rouges ».

HORS LA LOI

Le premier ministre, de son côté, fait valoir que l'arrestation des criminels pourrait déboucher sur la rébellion de deux zones autonomes, celles de Fallin dans l'extrême Ouest et d'Angkor Veng dans l'extrême Nord, où des mil-

liers de Khmers rouges ont conservé leurs armes. En outre, Hun Sen n'a ni le pouvoir de pardon ni celui d'amnistie et il n'a pas évoqué de requête en faveur d'une grâce royale. A l'exception de Ieng Sary, tous les dirigeants khmers rouges encore en vie demeurent donc sous le coup d'un vote unanime de l'Assemblée nationale qui les a placés, en juillet 1994, « hors la loi ».

Exclue pour le moment, l'hypothèse d'un procès n'est que reportée. Le roi Siهانouk, pour sa part, a relevé le « très grand et indéfinissable mécontentement de la majorité du peuple khmer » à l'égard de la clique qui l'a asservi voilà vingt ans. Le débat n'est pas fermé et Hun Sen est loin de l'ignorer.

Jean-Claude Pomonti

L'assassin qui aspirait à la retraite

« LE PREMIER MINISTRE Pol Pot et moi-même, je vous l'assure, sommes profondément imbus de

PORTAIT
Khieu Samphan n'a jamais donné le moindre signe d'être plus « modéré » que son chef Pol Pot

l'esprit français, du Siècle des Lumières, de Rousseau, Montesquieu... » Ainsi parlait, voici

presque vingt ans, Khieu Samphan. Impossible alors de déterminer si l'homme maniait un humour particulièrement noir ou parlait dans une inconscience totale de la tragédie dont il venait de se rendre coresponsable.

Il s'exprimait alors, devant une carte militaire, dans un repaire de jungle à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, près de la chaîne des Cardamomes. C'est dans ce massif montagneux du sud-ouest du Cambodge que les Khmers rouges, fraîchement évacués de Phnom Penh par les troupes vietnamiennes, s'efforçaient de recomposer leurs forces avec l'aide des gouvernements occidentaux, de la Chine et des Nations du Sud-Est asiatique ligés contre l'alliance soviéto-vietnamienne en Indochine.

Khieu Samphan, serviteur fidèle de Pol Pot, fut l'homme de cette caricature union de *realpolitik*. Personnage inquiet et mystérieux. Il parle d'une voix très douce, légèrement éralée, dans des termes choisis. En vingt ans de confrontations régulières avec la presse, on ne l'a jamais vu s'énerver à l'évocation des crimes du régime khmer rouge. Que ce soit sous les bananiers de la forêt vierge ou dans les salons de quelque hôtel de luxe, il ne s'est jamais, au fil de dizaines de rencontres, départi de ce ton monocorde, presque halluciné.

Pourfois, il s'interrompt au milieu d'une phrase, s'enferme dans un long silence, les yeux rivés sur un coin de table. Puis reprend, comme si de rien n'était. Cherche-t-il des mots pour convaincre de l'impossible « amnésie » frappant, dans son langage public, le génocide khmer ? Partage-t-il plutôt le vertige qu'inspirent les conséquences de ses naïves pensées de jeunesse ? L'homme n'est pas du genre à se confier longtemps. Ses mentors chinois, ses parrains thaïlandais, et aujourd'hui encore Hun Sen, qui le tient en son pouvoir, ont su restreindre au maximum l'accès aux dirigeants khmers rouges.

HOMME DE DOSSIERS

Pol Pot, mort en avril, représentait, de l'avis des rares qui l'ont approché, une réincarnation relativement charismatique d'un mal khmer très ancien. Khieu Samphan, lui, dans sa frêle silhouette vaguement occidentalisée, n'a rien d'un meneur d'hommes. Il serait plutôt homme de dossiers, pour autant qu'on puisse en juger. C'est que, plus encore que ses compagnons d'armes, Khieu Samphan est un « produit » certifié de l'Université française, étalon du « savoir » dans le Cambodge de la décolonisation des années 50.

Il est né en 1931 dans la province de Svay Rieng, le « Bec de canard » du territoire cambodgien plongeant dans la région sud-vietnamienne du delta du Mékong. C'est un territoire où est particulièrement vif l'antagonisme des deux peuples, depuis que les rois d'Angkor ont dû abandonner aux « Yuons » hais le « khmer krom »,

accès direct, de terre fertile, à la mer de Chine du sud. Elève brillant, dit-on, du meilleur lycée de Phnom Penh, il est envoyé en France poursuivre des études qui l'amènent à entrer en contact avec le cercle des étudiants marxistes cambodgiens qu'anime Saloth Sâr, plus tard connu sous le nom de Pol Pot.

Les futurs activistes se réunissent au Quartier latin et à la Cité universitaire, sous la houlette d'un Parti communiste français en quête d'émules pour mener, sur le terrain, une lutte de décolonisation. Le parti de Maurice Thorez est, alors, le père spirituel du mouvement khmer rouge, bien avant que le marxisme chinois ne se mêle de la partie en Indochine.

À la différence de Pol Pot, Khieu Samphan envisage l'action légale. Sa thèse de doctorat en économie préconise un repli de son pays sur son territoire rural : certains verront dans ce texte l'esquisse des énergiques méthodes de gouvernement des Khmers rouges une fois le pouvoir conquis, en 1975, à la faveur de la guerre américaine d'Indochine.

« L'Humanité »

et les Khmers rouges

« Verra-t-on un jour au banc des accusés les anciens cadres de Pol Pot ? », demandait, le 28 décembre, l'éditorialiste de *L'Humanité* sous le titre « Il faut juger les assassins du Cambodge ». « Nombreux, poursuivait l'organe du Parti communiste français, sont ceux qui traînent les pieds à cette seule image. Peut-on oublier aussi facilement que les capitales occidentales, mais aussi Pékin et Bangkok, ont joué la carte khmère rouge jusqu'à l'usure en livrant aux « dirigeants » du Cambodge les armes, la formation militaire, l'argent et la complicité diplomatique, et en leur laissant la jouissance du siège du Cambodge à l'ONU bien après leur éviction du pouvoir ? Qui oubliera le sourire de Khieu Samphan lors des accords de Paris en 1991 ? (...) Pour imaginer l'avenir, les Cambodgiens doivent affronter leur mémoire, leur passé, pour retrouver leur identité évanouie du jour au lendemain », concluait l'éditorialiste.

« Le sobriquet est de Siهانouk » en avril 1975 : Norodom Siهانouk, leur allié, quitte son exil pékinois, rentre au Cambodge, tient brièvement le rôle de chef d'Etat, puis doit abandonner toute fonction. Khieu Samphan devient chef de l'Etat du « Kampuchea démocratique », mais il n'aura pas l'occasion de voyager à l'étranger. La révolution commence à manger ses enfants, les purges se multiplient : l'« expérience » bascule dans le tragique. Khieu Samphan, durant cette période, ne donne aucun signe d'être en quel que ce soit plus « modéré » que Pol Pot, « Frère numéro un » de ce pouvoir radicalement extrémiste.

DÉCOMPOSITION

C'est pourtant cette étiquette de « pragmatique » qui lui est cruellement accolée quand le régime s'effondre devant les armées vietnamiennes en janvier 1979 et que les Khmers rouges, leurs forces en décomposition, se retrouvent sur la frontière thaïlandaise. Rapidement, Khieu Samphan devient le porte-parole le plus en vue de la guérilla, tandis que Pol Pot est progressivement escamoté. Khieu se pose en chef-représentant d'un gouvernement « légal » du Cambodge reconnu aux Nations unies, sous l'autorité morale plus politique de Norodom Siهانouk, chef de la résistance antiviétnamienne au sein du « Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique ». On le voit, dès lors, dans les chancelleries occidentales, à Pékin, à New York, faire la leçon à la communauté internationale contre l'occupation de son pays par les « Vietnamiens envahisseurs de terre khmère ».

Il représente son mouvement à la conclusion des accords de Paris en 1991, mettant fin à une guerre interne tout au long de laquelle il s'est toujours refusé à répondre aux questions sur le sort de Pol Pot, autrement que par une formule inlassablement répétée : « Pol Pot est dans la jungle où il continue le combat ». C'en était devenu un code pour dire que les Khmers rouges refusaient de reconnaître leur passé. A l'occasion, Khieu Samphan affirme que la plupart des actions criminelles imputées aux Khmers rouges résultaient en fait de manipulations vietnamiennes ou relevaient de la propagande de Hanoi.

Depuis la décomposition de la direction khmère rouge, courant 1998, conséquence des revers qu'ils ont subis au cours des dernières années, on ignore le sort exact de Khieu Samphan et de l'homme dont il semble être devenu inséparable, Nuon Chea, ancien chef de la sécurité et idéologue du régime de Pol Pot. On sait maintenant que ces deux hommes cherchent à finir leurs jours paisiblement dans la forêt, aux côtés d'un troisième dirigeant de cette Angkor désormais presque démantelée, Ieng Sary. Et il se pourrait bien qu'ils y parviennent.

Francis Deron

Prise d'otages meurtrière du Djihad islamique yéménite

UN assaut rapide et sanglant lancé par les forces de sécurité yéménites a scellé tragiquement, mardi 29 décembre, la prise d'otages de seize touristes occidentaux par un groupe intégriste, le Djihad islamique. Quatre touristes auraient été tués : trois Britanniques et un Australien, ainsi que deux ravisseurs. Les touristes anglo-saxons, arrivés le 20 décembre, avaient été enlevés la veille à Abyane, à quelques kilomètres d'Aden, l'ancienne capitale du Yémen du Sud.

L'enlèvement d'étrangers est une pratique courante au Yémen qui compte parmi les plus pauvres pays du monde. Les tribus, puissamment armées, ont pris l'habitude d'y recourir pour obtenir, en échange de leur libération, des subsides ou des infrastructures. Depuis 1993, plus de 150 touristes ou expatriés ont été kidnappés et libérés sains et saufs. Un groupe de quatre Allemands, enlevés le 6 décembre, est toujours retenu par la tribu des Banl Dhabiane, multi-réclamateur en la matière.

L'enlèvement de lundi n'avait pourtant rien à voir avec les raptus précédents. Les ravisseurs se sont en effet réclamés du Djihad islamique et ont avancé des revendications purement politiques : la libération d'un de leurs chefs emprisonnés, Saleh Haydar Al-wani, et la levée de l'embargo pétrolier imposé à l'Irak par les Nations unies depuis la guerre du Golfe. Le gouvernement a réagi en frappant vite et fort. Alors que les enlèvements durent souvent plusieurs semaines, certains cheikhs locaux proposant leurs bons offices entre les ravisseurs et les autorités, les forces de sécurité ont immédiatement donné l'assaut. Les autorités de Sanaa ont affirmé que les touristes tués avaient été abattus par leurs ravisseurs.

« AFGHANS »

Construit au début des années 80, le Djihad islamique yéménite est un groupuscule intégriste composé d'environ deux cents membres. Ces derniers, de différentes nationalités, sont pour l'essentiel des anciens « Afghans », ces militants islamistes formés au combat dans les maquis de l'Afghanistan. Le Djihad islamique yéménite a entretenu tout d'abord de bonnes relations avec le pouvoir central. Il a notamment combattu aux côtés des troupes du président, Ali Abdallah Saleh, lors de la tentative infructueuse de sécession du Sud, en 1994.

A l'époque, le président Saleh s'appuyait également sur le puissant Parti islamique de la réforme, l'Islah, dans sa lutte contre les anciens socialistes du Sud. Après les élections de 1997, qui lui ont assuré la majorité absolue, le président yéménite a pris ses distances avec la formation islamiste qui comptait parmi ses responsables Abdel Majid Zandani, tenu pour l'un des organisateurs des filières « afghanes » et proche du Soudanais, Hassan Tourabi. Le Yémen, qui a engagé un programme de réforme économique sous l'égide de la Banque mondiale, a été aussi invité par ses soutiens financiers occidentaux, dont les Etats-Unis, à se débarrasser des groupes de moudjahidines pour qui il constitue une discrète base arrière.

En février, les forces de sécurité ont procédé à plusieurs arrestations. Plusieurs attentats à la bombe ont ensuite été imputés au groupuscule qui a transféré en novembre son quartier général de Abyane à Chadwa. Les membres du Djihad, qui s'efforcent d'obtenir des soutiens tribaux par le mariage, peuvent jouer d'une corde sensible au Yémen : le sentiment anti-américain. Car la coopération de Sanaa avec Washington n'est pas qu'économique : sept officiers américains de haut rang se sont rendus au Yémen au cours de l'année, dont le général Anthony Zinni, en décembre. Trois exercices militaires américano-yéménites ont également été organisés au cours de l'année.

Gilles Paris

PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc
92584 LA DEFENSE Cedex
Tel : 01.49.04.01.41 - Fax : 01.43.33.51.36

COUR D'APPEL D'AIN-EN-PROVENCE
EXTRAIT DES MINUTES
SECRETARIAT-GREFFE

Par arrêt définitif du 1^{er} Octobre 1998, la 5^{ème} Chambre Correctionnelle de la Cour d'Appel d'Ain-en-Provence, a déclaré :

Hervé BENITAH, né le 27 Avril 1950 à ESSAOUIRA-MOGADOR (MAROC), demeurant 16, rue Parmentier, 13001 NICE.

« Coupable de fraudes fiscales, infractions prévues par les articles 1741 AL.1 2, 1743 AL.1 du Code Général des Impôts et les articles 8, 9 du Code de Commerce.

La condamné à 2 ans d'emprisonnement dont 1 an avec sursis.

La Cour a en outre ordonné :

1) La publication de cet arrêt par extrait dans les journaux : Le Journal Officiel de la République Française, Nice Matin, Le Figaro, Le Monde.

2) L'affichage de cet arrêt par extrait, pendant 1 mois à la Mairie du domicile.

Pour extrait conforme, délivré à Monsieur le Procureur Général, sur sa requête.

Pour Le Procureur Général,
Pour Le GREFFIER EN CHEF,

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
DE VERSAILLES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 5^{ème} Chambre Correctionnelle - le 12 Octobre 1998.

Opposition en date du 1^{er} Juin 1998 au jugement du 17 Février 1997, 5^{ème} Chambre Correctionnelle.

Yves CANNARELLA, né le 16 Septembre 1950 à Sfax (TUNISIE), de nationalité française, demeurant : C Mme PICHARD Vienne, 45, rue Paul Cavaire, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS.

Actuellement sans domicile connu.

Placé sous contrôle judiciaire, a été condamné à un emprisonnement délictuel de 18 mois avec sursis, 1 amende (s) délictuelle (s) de 200 000 F., la Publication de la décision au Journal Officiel, Le Monde, Le Figaro et l'affichage de la décision pendant 3 mois à la Mairie du domicile.

Pour soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt : dissimulation de sommes, fraude fiscale, courant 1990 et 1991, Adelinville, ART. 1741 AL.1, AL.3, AL.4, ART. 1750, AL.1 C.G.I.

Pour extrait conforme, n'y ayant appel.

LE GREFFIER EN CHEF.

Interlocuteur unique
des Sociétés, Cabinets

d'Avocats et Officiers Ministériels

Office Spécial de Publicité

Tél : 01.49.04.01.77

Fax : 01.43.33.51.36

سكرا من الزماني

Le Parlement basque a élu José Ibarretxe à la tête du gouvernement autonome

Le nouveau « lehendakari » a reçu le soutien des indépendantistes

Le président de la région autonome du Pays basque a été élu, mardi 29 décembre, avec les voix des séparatistes radicaux, bras politique de

l'organisation armée ETA, pour la première fois depuis le retour de la démocratie en Espagne il y a vingt ans. Juan José Ibarretxe, candidat du

Parti nationaliste basque (PNV, modéré), a largement devancé son rival, le candidat conservateur Carlos Iturrigaray.

MADRID

Par une majorité de 40 voix, le Parlement basque a désigné, mardi 29 décembre, son nouveau lehendakari, le chef du gouvernement autonome. Il s'agit de Juan José Ibarretxe, du Parti nationaliste basque, quarante et un ans, vice-président du gouvernement sortant, qui était soutenu par sa propre formation, les nationalistes d'Euzko Alkartasuna (EA), et l'appui - une grande première - des radicaux indépendantistes de Herri Batasuna-Euzkai Herriarrak, la « vitrine politique » de l'organisation terroriste ETA. Face à lui, le candidat du Parti populaire, Carlos Iturrigaray, n'a obtenu que 18 voix, socialistes et communistes avaient préféré voter blanc.

Juan José Ibarretxe devient donc

le premier lehendakari de l'histoire de la démocratie, élu avec l'appui déterminant (14 voix) de HB-EH, le seul parti basque qui n'a jamais condamné la violence, le seul aussi qui se propose ouvertement, dans les mois qui viennent, de créer une « assemblée des municipalités basques », comme contre-pouvoir aux institutions autonomes déjà existantes. Autant dire que la cohabitation ne sera pas sans risque pour le PNV, qui a déjà scellé un accord de gouvernement, purement nationaliste, avec Euzko Alkartasuna, samedi dernier, et doit pouvoir compter sur l'appui parlementaire de HB-EH, pour gouverner (Le Monde du 28 décembre).

D'autant que, comme l'a rappelé M. Ibarretxe dans son discours de présentation, la « consolidation du processus de paix », née de la trêve

annoncée par l'ETA le 16 septembre, sera sa priorité. Aussi a-t-il lancé un appel « à la fin des divisions politiques » et « au dialogue sans exclusion, ni condition, mais dans le respect des décisions basques ». De son côté, le porte-parole de HB-EH, Amado Otegi, a justifié l'appui de sa formation au nouveau lehendakari en précisant qu'il ne s'agissait pas de voter « pour un candidat, mais pour un diagnostic et un projet : la souveraineté ». En d'autres termes, HB ne soutiendra que les initiatives qui iront dans son sens.

PROCESSUS DE PAIX

Avec l'élection de M. Ibarretxe et les accords politiques de gouvernement, c'est le cadre même du futur processus de paix qui achève de se mettre en place. Comme pour avoir les mains plus libres et désamorcer

certain points de « tension », le gouvernement espagnol a annoncé la fin du transfert sur le continent de vingt et un prisonniers de l'ETA qui purgeaient leurs peines sur les îles ou les enclaves espagnoles au Maroc. Un premier geste pour rapprocher de leurs familles les condamnés de l'ETA, mais jugé très insuffisant par les partis nationalistes basques et une bonne partie de l'opinion.

Parallèlement, comme pour rendre plus sereines ses relations avec l'opposition socialiste, le gouvernement Aznar avait accordé le 23 décembre une grâce partielle, réduisant de dix à trois ans la peine infligée à l'ex-ministre socialiste de l'Intérieur José Barrionuevo et à son adjoint à la sécurité, Rafael Vera, les principaux condamnés du procès Segundo Marey. Procès du nom de cet entrepreneur français, confondu avec un responsable de l'ETA et enlevé en 1983, dans ce qui devait être le premier acte des GAL, ces commandos antiterroristes de libération, responsables de vingt-huit assassinats dans les années 80, dans les milieux radicaux du sud de la France.

A la suite de cette grâce, le Tribunal constitutionnel a suspendu mardi l'exécution des peines de MM. Barrionuevo et Vera, ainsi que celles de trois autres condamnés dans la même affaire, Miguel Planchuelo (ex-policier de Bilbao), Ricardo García Damborenea (ex-dirigeant socialiste basque) et Julian Sancristobal (ex-gouverneur civil de Biscaye). Ils ont été placés en liberté conditionnelle dans l'attente de l'examen des recours qu'ils avaient déposés.

Marie-Claude Decamps

Le roi de Jordanie a achevé son traitement anticancéreux

AMMAN. Le roi Hussein de Jordanie a quitté la clinique de Rochester où il a subi tout au long de l'automne un traitement anticancéreux, a annoncé, mardi 29 décembre à Amman, le prince héritier Hassan Ibn Talal. Le prince héritier a également lu un message du roi Hussein dans lequel ce dernier affirme que les médecins qui l'ont traité « sont satisfaits des résultats des examens effectués au terme du traitement, qui ont dépassé toutes les attentes ». Le roi Hussein a souligné dans ce message qu'il devrait retourner à la clinique Mayo « en mars » pour des examens de routine. Il a ajouté que, avant de rentrer en Jordanie, il passerait « quelques jours à Washington, avant de se rendre à Londres, puis à Amman », pour « récupérer [ses] forces ». Le roi Hussein, soixante-trois ans, atteint d'un cancer des ganglions lymphatiques, avait été hospitalisé le 14 juillet à la clinique Mayo, à Rochester. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **IRAK** : la Russie a renoncé, mardi 29 décembre, à présenter au Conseil de Sécurité de l'ONU une nouvelle proposition sur le règlement de la crise irakienne. La réunion du Conseil a été dominée par le nouveau bras de fer entre l'Irak et les Etats-Unis à propos des zones d'exclusion aérienne. - (AFP)

■ **CHINE** : la croissance de l'économie a atteint 7,8 % en 1998, soit un peu moins que l'objectif de 8 % que la Chine s'était fixé pour cette année, a-t-on indiqué de source officielle. Le produit intérieur brut (PIB) s'est élevé à 7 570 milliards de yuans (962 milliards de dollars) en 1998, ont précisé des responsables du Bureau national des statistiques lors d'une conférence de presse à Pékin. Il s'agit du taux de croissance le plus faible enregistré par la Chine depuis 1991. L'an dernier, la croissance s'était établie à 8,8 % contre 9,7 % en 1996. - (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS** : le procès du président Bill Clinton pour parjure et entrave à la justice dans le cadre de l'affaire Lewinsky sera bref, moins de deux semaines, et se tiendra au Sénat des Etats-Unis du 11 au 22 janvier, a affirmé mardi 29 décembre la chaîne de télévision américaine CBS. Le traditionnel discours du président Bill Clinton sur « l'état de l'Union », prévu le 19 janvier devant les deux Chambres réunies en séance solennelle, serait en conséquence repoussé à une date ultérieure, toujours selon CBS. - (AFP)

■ **RUSSIE** : le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright se rendra à Moscou pour une visite de travail du 25 au 27 janvier, a confirmé mardi 29 décembre le ministère russe des Affaires étrangères. Le porte-parole n'a donné aucune précision sur le programme de la visite. Les relations entre Washington et Moscou viennent de traverser une phase de vive tension à la suite des frappes anglo-américaines contre l'Irak, dénoncées par la Russie. - (AFP)

■ **POLOGNE** : le bilan des décès dus au froid en Pologne s'est aggravé après les fêtes de Noël et l'on compte 162 morts depuis la mi-novembre, après une nouvelle vague de basses températures de moins 10 degrés centigrades, a annoncé la police lundi 28 décembre. La 162^e victime, une femme de quatre-vingt-six ans, a été découverte dimanche soir dans un champ, morte d'hypothermie, vraisemblablement après s'être évanouie, selon la police. - (AFP)

■ **BRÉSIL** : le président Fernando Henrique Cardoso, qui sera investi vendredi 1^{er} janvier pour un nouveau mandat de quatre ans, devra réaliser l'ajustement budgétaire tout en défendant la stabilité du réal, alors que les perspectives économiques et financières restent sombres au Brésil. « L'ajustement budgétaire sera la priorité du nouveau gouvernement », a déclaré M. Cardoso en annonçant, la semaine dernière, son nouveau cabinet, présenté comme étant de « continuité ». - (AFP)

Chypre renonce à déployer des missiles russes

AU RETOUR d'une visite de 24 heures en Grèce, le président chypriote, Glafcos Cléridès, a annoncé, mardi 29 décembre, avoir renoncé à déployer dans le sud de Chypre les missiles sol-air S-300 achetés à la Russie et contestés par la Turquie qui occupe le nord de l'île. Dans un communiqué de la présidence, M. Cléridès fait état, en revanche, d'un possible déploiement des missiles dans l'île grecque de Crète, évoquée depuis plusieurs semaines par la presse comme une alternative pour désamorcer la crise ouverte par cette affaire.

A Ankara, le ministre turc des affaires étrangères, Ismail Cem, a affirmé mardi soir que « cette his-

toire des S-300 s'est transformée en une tragédie (...) Le non-déploiement de ces armes est le fruit de la détermination de la Turquie ». « Au cas où ces missiles seront déployés en Crète, comment pourra alors la Grèce, membre de l'OTAN, expliquer la présence sur son sol d'armes de fabrication russe ? », a demandé le chef de la diplomatie turque. La Grèce a apporté son « total soutien » à cette décision que Washington a saluée comme « une importante mesure afin de réduire les tensions sur l'île ».

M. Cléridès affirme assumer personnellement la responsabilité de cette décision qui ne fait pas l'unanimité dans la classe politique chypriote. « J'ai sérieusement

pris en considération la position du gouvernement grec », ajoute M. Cléridès. L'achat des missiles S-300 de fabrication russe par les Chypriotes grecs, objet d'un contrat conclu en janvier 1997 pour 420 millions de dollars selon la presse de Nicosie, a provoqué la colère de la Turquie, qui a menacé de les détruire dès leur déploiement. Le gouvernement de Nicosie, composé des seuls Chypriotes grecs et le seul reconnu par la communauté internationale, a été ces derniers mois l'objet de pressions occidentales pour l'empêcher de déployer les missiles, afin d'éviter une crise majeure au sein de l'OTAN, dont font partie la Grèce et la Turquie. - (AFP)

LES MAMMIFERES
ONT SUPPLANTE
LES DINOSAURES PARCE
QU'ILS ETAIENT PLUS RAPIDES,
PETITS ET AGRESSIFS.

(Charles Darwin)



Le train de la photo est un ETR500, construit par le Consortium Trevi.

FERROVIE
DELLO STATO

NOUS ÉVOLUONS POUR ENTRER DANS LA COMPÉTITION EUROPÉENNE.

Ferrovie dello Stato se réorganise pour répondre de manière spécifique aux différentes exigences du client et pour relever le défi de la concurrence dans un marché désormais libéralisé. Même si les demandes du client sont différentes, les clients doivent tous être traités de la même façon bien. Avec la réorganisation des Ferrovie dello Stato, la manière de voyager évolue.

EMPLOI Le nombre des demandeurs d'emploi en novembre a baissé de 0,2 %, soit 4 700 chômeurs de moins. Ce chiffre confirme une lente décélération du chômage qui

concerne toutes les catégories de demandeurs d'emploi. Pour la première fois depuis 1992, le nombre de chômeurs âgés de moins de vingt-cinq ans est repassé en des-

sous de la barre des cinq cent mille. **LES COLLECTIFS** de chômeurs, confrontés à la faible mobilisation de leurs militants, sont contraints de réfléchir à une nouvelle straté-

gie. Face à l'attitude nouvelle du gouvernement, ils devraient également exercer désormais leur pression sur les partenaires sociaux. **LE SECTEUR** des emplois de ser-

vice demeure un gisement à exploiter, affirment deux chercheurs de l'Insee, dans une étude publiée par la revue mensuelle *Economie et statistique*.

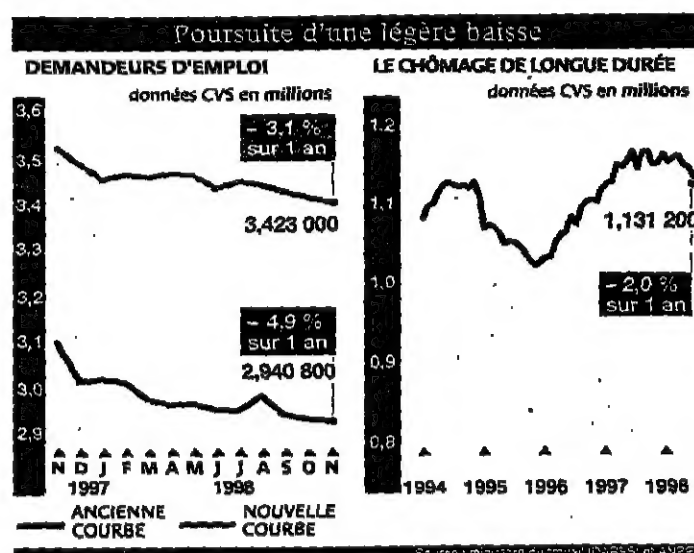
La baisse du chômage se confirme mais se ralentit

Toutes les catégories de demandeurs d'emploi sont concernées. Cette amélioration profite tout particulièrement aux chômeurs de longue durée et aux jeunes âgés de moins de vingt-cinq ans dont le nombre repasse en dessous de la barre des cinq cent mille

LE GOUVERNEMENT peut afficher une satisfaction discrète : si elle est de faible ampleur, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi en novembre touche en revanche toutes les catégories de salariés. Selon les statistiques publiées, mercredi 30 décembre, par le ministère de l'emploi et de la solidarité, la France compte 2 940 800 demandeurs d'emploi, à la fin du mois de novembre, (en données corrigées des variations saisonnières), soit une légère diminution de 4 700 personnes, (-0,2 %), qui vient après une baisse de -0,3 %, au mois d'octobre. Sur un an, la courbe du chômage observe une décroissance de 4,9 %.

Si l'on ajoute les chômeurs ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois, le nombre total de demandeurs d'emploi atteint 3 423 000 chômeurs. Sur un mois, le résultat est même plus satisfaisant, avec une baisse de 0,3 %, soit 10 600 demandeurs d'emploi en moins. En revanche, le bilan est moins favorable sur un an (-3,1 %). Le gouvernement peut aussi se réjouir du repli de 0,1 point du chômage, calculé d'après les critères du Bureau international du travail (BIT), dont le taux s'établit à 11,5 % de la population active, contre 11,6 % le mois précédent et 12,6 % en juin 1997.

Dans les motifs de satisfaction ponctuelle, le gouvernement peut aussi mettre en avant pour le mois de novembre une baisse simulta-



courbe officielle du chômage, et celle qui inclut les demandeurs ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois. Précédemment des évolutions contradictoires avaient été observées entre ces deux courbes, signe de transfert entre les catégories de chômeurs.

Dans la suite des petits signes positifs, le chômage de longue durée affiche une baisse de 0,4 % pour les hommes et de 0,2 % pour les femmes. Il reste toutefois encore 1 131 200 personnes qui sont au chômage depuis plus d'un an. Mais le gouvernement observe avec satisfaction le recul de 2 % sur un an du chômage pour cette catégorie de population - à la

fois très fragilisée, qui a du mal à retrouver un emploi et dont le stock ne fluctue quasiment pas depuis deux ans. Au mois d'octobre, le chômage de longue durée était en dessous de son niveau de 1997 et cette tendance se confirme en novembre.

RECUL PLUS NET

De même, on observe un recul plus net du chômage pour les hommes et les femmes âgées de moins de vingt-cinq ans. 233 000 jeunes hommes sont à la recherche d'un emploi, soit -0,9 %, par rapport au mois précédent et 264 200 jeunes femmes sont dans la même situation, soit -1,3 %.

Pour la première fois depuis 1992, le nombre de jeunes de moins de 25 ans à la recherche d'un emploi repasse en dessous de la barre des 500 000. Sur un mois, seuls les hommes âgés de vingt-cinq à quarante-neuf ans connaissent une augmentation du chômage de 0,3 %.

Sur un an, c'est la situation des plus de cinquante ans qui est la plus préoccupante aux yeux du gouvernement, avec une progression du chômage de 2,3 % pour les hommes et de 5,1 % pour les femmes. C'est la raison pour laquelle Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité a décidé de durcir le dispositif Delalande, en renchérissant le coût pour les employeurs du licenciement des quinquagénaires.

En novembre, 354 000 demandeurs d'emploi sont entrés dans les fichiers de l'ANPE, soit un bond de 3,7 % par rapport à octobre. On observe à la fois une hausse des entrées (de 3,1 %) faisant suite à une fin de contrat à durée déterminée (CDD), ou liées à une fin de mission d'interim (+5,1 %). Les entrées qui suivent un licenciement économique augmentent de 0,5 %, mais sur un an, elles sont encore en recul de 14 % ; celles faisant suite à une première entrée augmentent de 2,8 % et celles classées dans les autres licenciements de 4,3 %. Cette série de mauvais chiffres constitue une première alerte pour le gouvernement. Parallèlement, 337 300 personnes sont sorties de l'ANPE

(+1 %). Les entrées en stage, tout comme les reprises d'emploi connaissent un échauffement par rapport à octobre. 232 000 offres d'emploi (+4,8 %) ont été déposées à l'ANPE.

Pour le gouvernement Jospin, la principale incertitude repose désormais sur l'évolution du taux de

l'économie et des finances, a d'ailleurs reconnu que l'objectif de 2,7 % qui a servi de base à l'élaboration de la loi de finances pour 1999 a peu de chances de se vérifier.

Depuis sa nomination à Matignon, comme premier ministre en juin 1997, M. Jospin peut tirer

Licencier les plus de 50 ans coûtera plus cher

Licencier des quinquagénaires va désormais coûter plus cher aux employeurs. Conformément à ce qu'elle avait annoncé début novembre, la ministre de l'emploi, Martine Aubry, a fixé par un décret publié au *Journal officiel* du 29 décembre un nouveau barème de pénalités. Celui-ci prévoit un quasi-doublement de la contribution dite Delalande, du nom du député RPR qui l'a initiée en 1987, puisqu'il sera désormais réclamé l'équivalent de deux mois de salaire brut aux entreprises renvoyant un salarié âgé de cinquante ans.

Cette pénalité s'accroît, dans un premier temps, avec l'âge du licencié, elle pourra atteindre un an de salaire brut lorsque ce dernier est âgé de cinquante-six et cinquante-sept ans. Elle sera ensuite égale à dix mois de salaire à cinquante-huit ans, puis à huit mois de salaire à cinquante-neuf ans. Ce durcissement épargne toutefois les petites entreprises : celles de moins de vingt salariés demeurent exonérées et le nouveau barème ne s'applique pas à celles employant entre vingt et cinquante personnes.

croissance en 1999 qui permettra soit une poursuite de la décroissance lente du chômage, soit un retournement de tendance, anticipé et redouté. Tant les experts du patronat que les conjoncturistes des instituts indépendants prévoient un ralentissement de la croissance, dans une fourchette située entre 2 % et 2,2 %. Le gouvernement, par la voix de Dominique Strauss-Kahn, ministre de

satisfaction de la baisse de 197 000 demandeurs d'emploi. Mais cette baisse s'est en fait amorcée avant son retour au pouvoir et répond aussi à une logique cyclique. Le gouvernement peut certes estimer que sa politique de soutien à la demande intérieure a permis un accompagnement de la reprise économique.

Philippe Bédier

Les services domestiques restent un gisement d'emplois, selon une étude de l'Insee

FACE aux craintes nourries par un ralentissement de la croissance en 1999 qui entraînerait inévitablement une chute du nombre de créations d'emplois, le gouvernement peut-il puiser à nouveau dans les emplois de proximité ? Une étude publiée dans la revue mensuelle *Economie et statistique* de l'Insee (décembre 1998) par deux chercheurs de cet institut le laisse entendre.

Selon ses conclusions, le recours aux services domestiques d'aide à la personne (entretien général de la maison, ménage, repassage, garde d'enfant à domicile, etc.), qu'ils soient fournis par une employée de maison ou par un salarié d'entreprise de nettoyage ne sont pas « seulement une affaire de revenu, de goût et de préjugés : c'est aussi une question de coût du service ». Dans ces conditions, « une politique visant à faire baisser le prix de revient supporté par les ménages, afin d'augmenter le recours à ces services, et partant de favoriser la création d'emplois dans ce secteur, peut être suivie d'effets », concluent les deux auteurs.

En 1996, plus de quatre millions de ménages ont eu recours à une aide de proximité pour la vie quoti-

dienne qui, pour partie seulement, a été couverte par des emplois familiaux. Leur coût reste cependant dissuasif pour beaucoup de ménages. La mise en place depuis 1991 d'un dispositif de dégrèvement fiscal, complété par une simplification des déclarations administratives, a toutefois permis leur développement.

LES MÉNAGES AISÉS

De 1991 à 1997, les emplois familiaux sont passés de trois cent cinquante mille à quatre cent soixante-dix mille, soit une augmentation de cent vingt mille (+33 %), alors que, sur la même période, l'emploi salarié a stagné, (+0,3 %). Cette évolution est uniquement imputable au développement des emplois de service domestique, car, dans le même temps, les professions du secteur social (aide à domicile, aide ménagère, etc.), qui représentent un peu plus d'un tiers des emplois familiaux en 1997, ont marqué le pas.

Ce sont les ménages aisés qui sont les principaux consommateurs de services domestiques. Plus le revenu du couple est élevé, plus il est enclin à recourir à une aide domestique. Ce type d'aide est aussi une

question de milieu social : les diplômés du supérieur recourent plus volontiers que les autres à une employée de maison. Les couples dont le chef de ménage est cadre constituent 54 % des ménages employeurs, alors qu'ils ne représentent que 18 % des couples. A revenu identique, les couples de cadres ont un employé de maison dans une proportion trois fois plus grande que dans l'ensemble des couples.

Le nombre d'enfants, tout comme l'activité féminine, ne semblent pas influencer le recours à un service domestique. Ces services continuent d'être considérés par une large frange de la population comme un « bien de luxe ». Dans ces conditions, plus le prix sera faible, plus il y aura des ménages qui consommeront des services domestiques, expliquent les auteurs de l'étude. Pour transformer ce type de services en « gisement d'emplois », il faut lever des contraintes qui sont liées aux comportements des ménages. Abaisser le prix des services à domicile apparaît comme la variable décisive, pour assurer leur développement.

A. B.-M.

La nécessaire introspection des collectifs de chômeurs

LE MOUVEMENT des chômeurs, version hiver 1998, est à la recherche d'un second souffle. Si actions et occupations diverses ont démarré plus tôt cette année

ANALYSE

Dans sa majorité, l'opinion s'est montrée moins réceptive

qu'en 1997 et si, en province, les trois journées d'action de décembre ont témoigné de capacités encore réelles de mobilisation des collectifs de sans emploi, le mouvement de l'hiver 1997, peine à dépasser le stade de l'agitation ponctuelle. Le défilé parisien du 10 décembre qui a réuni tout juste deux mille personnes a été un échec. Et les collectifs qui comptaient interpellé la population à la faveur des célébrations du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme n'y sont pas parvenus.

Plusieurs explications peuvent être avancées. Certes, des annonces gouvernementales rapides - telles les revalorisations de 3 % du RMI et de l'allocation spécifique de solidarité, ou le déblocage de fonds pour les situations d'un-

gence - ont pu jouer, mais à la marge. Elles témoignent d'ailleurs d'un changement de ton du premier ministre qui, en 1997, avait été bousculé par un mouvement dont il avait sous-estimé l'impact.

Plus profondément, en cette fin 1998, l'opinion qui, dans sa majorité, a vécu cette année comme une année de reprise, s'est montrée moins réceptive et ne s'est pas laissée détourner de la préparation des fêtes. Par ailleurs, l'effet nouveauté dont sont généralement friands les médias et dont a bénéficié le mouvement des chômeurs en 1997, est évanoui. Les occupations d'Assedic ont d'autant plus fait figure de « remake » que le gouvernement a pris grand soin cette année de ne pas laisser ces actions s'installer. Les antennes, quand elles étaient investies, ont été très vite évacuées. Les initiatives des chômeurs ont ainsi été cantonnées dans une forme de protestation symbolique. La « cristallisation » recherchée a été contrée.

Les collectifs réfléchissent désormais à d'autres stratégies. Ils souhaitent accentuer leur pression afin d'obtenir une réforme de l'indemnisation des sans emplois par le régime d'assurance-chômage. La protestation, centrée jusqu'à

présent sur le gouvernement, pourrait être déviée, en janvier 1999, sur l'Unedif dont le Medef assure la présidence.

A cela s'est ajoutée une autre difficulté : l'attitude de la CGT-chômeurs, face aux associations du type ACI, MINCP et Apels. Bon an, mal an, les comités CGT chômeurs avaient joué la carte de l'unité d'action. Cette année, ils ont davantage fait cavalier seul. Quant à la confédération CGT, en pleine préparation de son congrès de Strasbourg (31 janvier-10 février), elle s'est mise en service minimum. Aucun de ses tenters, à la différence de 1997, ne s'est montré aux manifestations.

De leur côté, les collectifs s'ont pas passé l'année sans débats internes, remises en cause, particulièrement à l'ACI (où des divisions sont apparues). Les lendemains de l'hiver 1997 ont pris parfois les allures de guerre de bois pour militants et chômeurs, qui comptaient maintenir une pression forte et qui ont du se résoudre à l'effacement de leur mouvement au printemps. Plus généralement, le mouvement n'est pas parvenu à surmonter une démission qui lui est inhérente : organiser les chômeurs sur la durée.

Caroline Monnot

Le mégrétiste Serge Martinez trouve porte close au siège du Front national

VERSAILLES

de notre correspondant

Comme il l'avait annoncé au cours d'une conférence de presse, mercredi 23 décembre, Serge Martinez, exclu la semaine dernière du Front national (FN), s'est présenté, mardi 29 décembre en fin de matinée, au siège du parti d'extrême droite à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) pour y déposer les signatures des militants réclamant la tenue d'un congrès extraordinaire.

Mais, dès sa descente de voiture, il a révéélé qu'il avait été prévenu par des membres du personnel que le siège était fermé. Assisté d'un huissier et suivi par quatre jeunes militants portant deux candeliers métalliques renfermant « les photocopies de 15 500 signatures », M. Martinez s'est tout de même rendu au 4, rue Vaugouy, accès habituel des bureaux où il a trouvé le rideau de fer baissé et une affi-

chette qui indiquait que le secrétariat était fermé jusqu'au 4 janvier pour cause de vacances : une occasion pour M. Martinez d'ironiser : « Ils sont tellement persuadés de leur réussite qu'ils se barricadent et qu'ils font le camp. C'est une vacance dans tous les sens du terme. Il y a des vacances cocotiers et vacance du pouvoir », a-t-il indiqué.

LAISSER « NOM ET ADRESSE » À L'ACCUEIL

Puis il s'est dirigé vers l'entrée de service gardée par deux membres du service d'ordre du FN. Là, un responsable de l'accueil a indiqué à l'huissier que seul le secrétaire général, Bruno Gollnisch, était habilité à recevoir les documents et lui a remis une missive. Dans cette lettre, M. Gollnisch lui demandait de laisser à l'accueil ses « nom et adresse afin qu'il puisse entrer en relation avec [lui] dès que possible et convenir des modalités de remise et de vérification contra-

dictaire des documents en question ; dans le cas contraire, en tout état de cause, d'établir un bordereau récapitulatif par département, comportant les noms et adresses des signataires et leur numéro de carte d'adhérent ».

Cette fin de non-recevoir n'a pas ému M. Martinez, qui l'a qualifiée de « manœuvre enfantine ». Devant les caméras, il a exhibé les listes de paraphes qu'il avait reçues en faveur du congrès, dont certaines étaient revêtues d'un cachet d'huissier provenant de la boîte postale de Courbevoie (Hauts-de-Seine) que les fidèles de Jean-Marie Le Pen avaient tenté de bloquer début décembre. « Les quotas sont atteints, toutes les conditions sont réunies pour l'organisation du congrès, il aura lieu avec ou sans l'organisation du FN qui, une fois de plus, se met en tort vis-à-vis de la loi et même vis-à-vis des statuts », a-t-il affirmé. Avant de quitter les abords du « Paquebot »

- nom traditionnellement donné au siège du FN -, M. Martinez a encore indiqué que, contrairement à ce qu'affirmait le journal satirique *Charlie Hebdo* - qui s'était prévalu d'avoir déposé la marque Front national le 18 décembre auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (Le Monde du 25 décembre) -, il avait fait lui-même la démarche huit jours plus tôt. Dénouant « les coquilles » du parti, l'ancien secrétaire aux fédérations a rappelé que « le vrai FN sera celui qui sortira du congrès du 24 janvier » et que « le titulaire du siège sera celui qui sera propriétaire de l'association ».

A défaut d'avoir pu déposer ses candeliers au siège de son ancien parti, M. Martinez s'est résigné à suivre l'huissier et à abandonner ses documents à la mairie de Saint-Cloud où M. Gollnisch pourra les récupérer.

Jean-Claude Pignatelli

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

“Eau et développement durable”

Envoyer 50 F à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 220 F pour l'abonnement annuel (80% d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

هنا من المأوى

مكتبة الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / JEUDI 31 DÉCEMBRE 1998 / 21

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 31 DÉCEMBRE 1998 / 7

is se ralentit

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

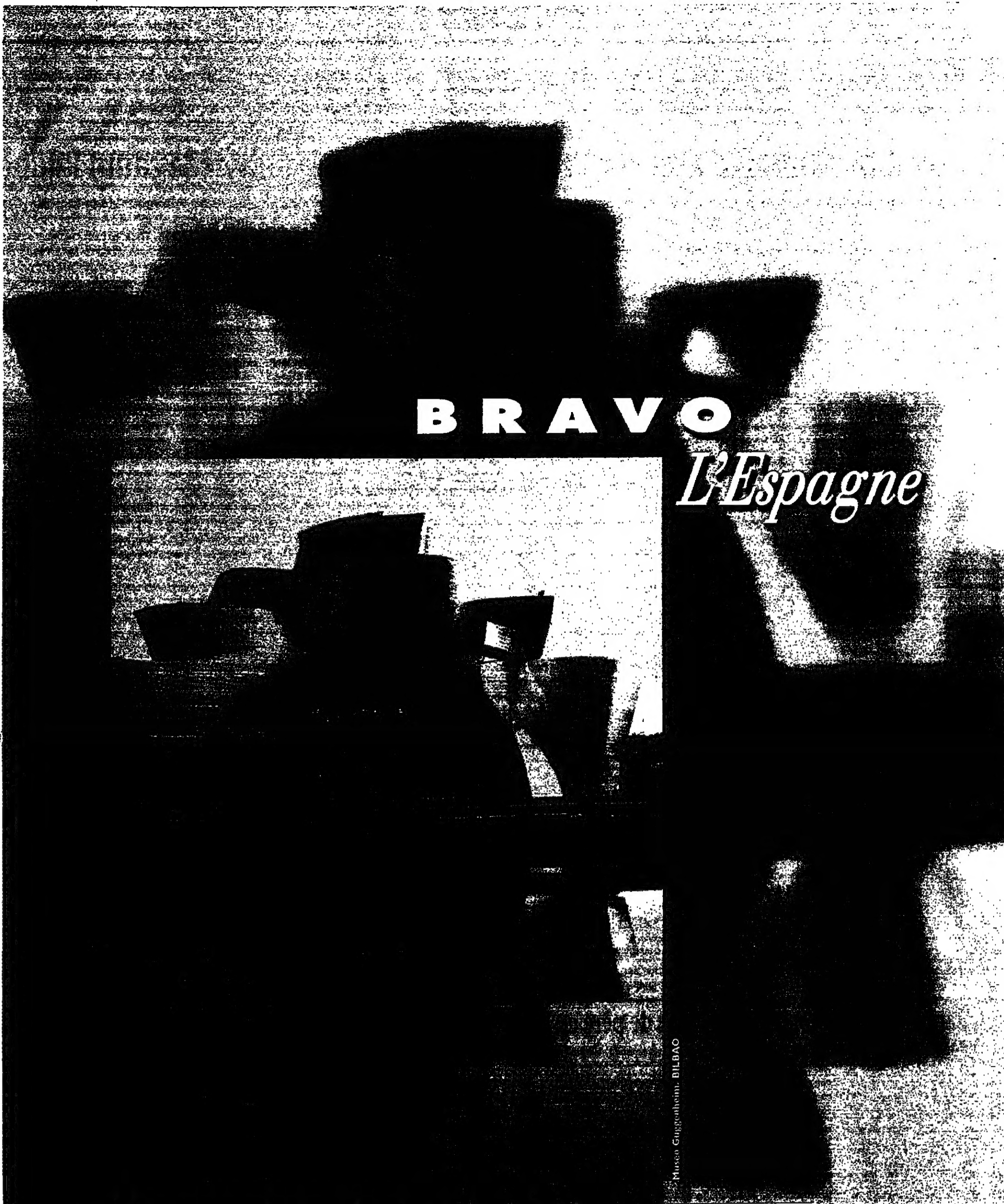
de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de

de la longueur de



BRavo

L'Espagne

Un nouvel an, de nouveaux rêves...

Voici l'année qui s'achève et vos projets sont devenus réalité. Voilà l'aube d'une nouvelle année, et les rêves qui l'accompagnent: venez la célébrer avec nous, venez découvrir un pays ouvert au nouveau millénaire. Venez découvrir l'Espagne.

<http://www.tourspain.es>



OFFICE ESPAGNOL DU TOURISME, 43 Rue Decamps, 75784 PARIS. Cedex - 16. Tél.: (01) 45 03 82 50. Fax: (01) 40 72 52 04. Minitel: 3615 Espagne (1,29F/mn).

ÉDUCATION Un arrêt récent du Conseil d'Etat sème l'émotion parmi les défenseurs de l'école publique. Dans cette décision, rendue le 18 novembre, la haute juridiction cassait

un jugement du tribunal administratif de Paris, en autorisant cinq lycées privés d'Ile-de-France qui disposent de filières techniques à bénéficier de subventions non plafonnées des col-

lectivités territoriales, comme le prévoit la loi Astier de 1919. ● LA LOI FALLOUX de 1850 stipule, elle, que les aides accordées aux établissements scolaires privés sous contrat

ne doivent pas excéder 10 % des dépenses annuelles de l'établissement. ● LES SYNDICATS enseignants craignent que cet arrêt ne légalise les détournements de la loi Falloux

● LE SNES-FSU considère ainsi que « le lobby de l'enseignement privé obtient du juge ce qu'il n'avait pu obtenir du législateur et du Conseil constitutionnel ».

Un arrêt du Conseil d'Etat sur l'enseignement privé indigné le camp laïque

Les syndicats enseignants craignent qu'une décision récente portant sur cinq lycées d'Ile-de-France n'autorise des détournements de la loi Falloux en ouvrant une possibilité de financement illimité des établissements privés par les collectivités territoriales

LE DÉBAT sur le financement des établissements de l'enseignement privé va-t-il resurgir ? Les réactions que suscite un arrêt rendu le 18 novembre par le Conseil d'Etat rappellent inévitablement le combat mené en 1993 et 1994 par les défenseurs de l'école publique contre la révision de la loi Falloux. Tandis que le Comité national d'action laïque (CNAL) - qui regroupe la FEN, la FCPE et la Ligue française de l'enseignement - parle d'une « décision incompréhensible qui conduit à un détournement de la loi Falloux », le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FSU) considère que « le lobby de l'enseignement privé obtient du juge ce qu'il n'avait pu obtenir du législateur, ni même du Conseil constitutionnel ».

Dans l'arrêt contesté, le Conseil d'Etat a annulé une décision du tribunal administratif de Paris de juin 1995 qui jugeait illégales les aides accordées en 1992 par le conseil régional d'Ile-de-France à cinq lycées privés - Saint-Aspasi à Melun (Seine-et-Marne), Sainte-Geneviève à Meaux (Seine-et-Marne), Sainte-Thérèse à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), Notre-Dame-de-la-Compassion à Pontoise (Val-d'Oise) et Beth Yacov. Dans le 30^e arrondissement de Paris - qui souhaitaient créer des places dans des filières technologiques ou professionnelles.

Pour le Conseil d'Etat, le tribunal administratif de Paris a fondé sa décision sur le seul motif que les établissements en cause n'étaient pas des établissements techniques et relevaient donc des dispositions restrictives de la loi Falloux du 15 mai 1850. Ce texte stipule que les aides accordées par les collectivités locales aux établissements scolaires privés sous contrat ne doivent pas excéder 10 % des dépenses annuelles de l'établissement. Suivant les conclusions du commissaire du gouvernement, le Conseil d'Etat a jugé que cette disposition ne s'appliquait pas à ces cinq lycées d'Ile-de-France. Ceux-ci souhaitent en effet ouvrir des classes technologiques ou professionnelles. Pour le Conseil d'Etat, ils peuvent donc bénéficier de la loi Astier de 1919, qui autorise les collectivités locales à verser des subventions d'investissement sans limite à l'enseignement technique privé.

SECTIONS TECHNOLOGIQUES

En prenant cette décision, la plus haute juridiction administrative considère ainsi que la loi Astier ne s'applique plus seulement aux établissements exclusivement identifiés comme des lycées techniques. Dans la mesure où un décret de décembre 1976 dispose que « trois voies de formation sont organisées dans les lycées : générale, technolo-



gique, professionnelle », le Conseil d'Etat estime en effet que les établissements ne comportant que quelques sections technologiques - « que ces dernières existent déjà ou qu'elles soient en cours de création » - peuvent bénéficier du régime de la loi Astier en toute légalité.

Comme l'explique le commissaire du gouvernement dans ses conclusions, « le raisonnement du tribunal administratif [de Paris] qui s'attache à la dénomination des éta-

blissements ne doit pas être repris ». L'organisation des établissements scolaires ayant considérablement changé depuis les lois de 1850 et 1919 (...), il n'est plus possible d'examiner le régime des subventions à l'enseignement privé établissement par établissement mais plutôt par type d'enseignement, précise-t-il. C'est en examinant la voie de formation dont relève chaque classe que la légalité de la subvention doit être appréciée ». Mais, prévient le

commissaire du gouvernement, « cette nécessité de raisonner classe par classe conduit à se montrer exigeant à l'égard des collectivités locales lorsqu'elles attribuent leur subvention et exige d'être à même de déterminer à quelle voie de formation bénéficieront les dépenses subventionnées ». En dépit de ce souhait de contrôles scrupuleux, le Conseil d'Etat précise que le conseil de l'éducation nationale, institué dans chaque pour les aides financières délivrées dans le cadre de la loi Astier.

« QUI IRA CONTRÔLER ? »

« Cette décision est logique », assure Jean Daniel, secrétaire général de l'Enseignement catholique. « On a le droit d'avoir un lycée Falloux et d'avoir un lycée Astier. Les comptabilités étant séparées, il n'y a pas de détournement possible », assure-t-il. Dans l'autre camp, le SNES se demande en revanche « qui ira contrôler et avec quels moyens de preuve ? » la véritable utilisation des subventions. « C'est la fin de la loi Falloux », s'insurge Francis Berguin, secrétaire national du syndicat. « Désormais, il suffira à un lycée privé d'enseignement général d'ouvrir quelques classes techniques pour bénéficier de financements sans limite, y compris pour les classes générales », explique-t-il. Il est par exemple très difficile de s'assurer qu'une nouvelle salle de classe ou qu'un laboratoire de langues ou de sciences financés par une collectivité locale au titre de la loi Astier ne sont pas également utilisés par des élèves des filières générales. Un même établissement scolarisant souvent des élèves de tous niveaux et de toutes filières, les responsables peuvent jouer sur cet ensemble pour imputer les travaux de rénovation de leurs bâtiments sur la partie professionnelle et technique et obtenir des subventions.

Selon le CNAL, le Conseil d'Etat légitime « une conception très laxiste dans le contrôle et l'utilisation des fonds publics qui pénalise le service public d'éducation soumis, lui, aux nécessaires exigences de planification scolaire dans le cadre de crédits définis et limités par un programme prévisionnel d'investissements ». Pour Patrick Gonthier, secrétaire général du CNAL, « cet arrêt du Conseil d'Etat

ouvre la porte à une concurrence accrue entre le public et le privé ». Estimant nécessaire de « clarifier le dispositif législatif, source de confusion soigneusement entretenue par ceux qui souhaitent un démantèlement du service public d'éducation », le CNAL vient de demander à être re-

Les établissements

sous contrat

● Effectifs : 2 222 000 élèves au total soit 16 % des effectifs scolaires en France. Les lycées généraux et technologiques privés accueillent 314 400 élèves (contre 1 175 600 dans les établissements publics) et les lycées professionnels 154 800 élèves (533 600 dans le public). Les lycées généraux et technologiques affichent une moyenne de 25,6 élèves par classe, contre 29,3 dans le public.

● Etablissements : 5 785 écoles primaires, 1 789 collèges, 1 800 lycées dont 655 lycées professionnels.

● Lois : la loi Falloux du 15 juin 1850 régit le financement par les collectivités locales des investissements des établissements privés (pour les constructions et les grosses réparations). L'article 69 limite les subventions versées par les collectivités locales à « un dixième des dépenses annuelles de l'établissement ».

La loi Astier du 25 juillet 1919 crée des cours professionnels obligatoires pour les apprentis qui dépendent du ministère du commerce et de l'industrie. Ces cours sont habilités à recevoir, sans limites, des fonds publics pour leurs dépenses de fonctionnement et d'investissement. Passés sous tutelle de l'éducation nationale après guerre, les établissements techniques privés continueront à bénéficier de cette disposition.

cu par Lionel Jospin. Le SNES sollicite lui aussi le premier ministre ainsi que Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, et l'ensemble des groupes parlementaires de gauche, afin qu'une nouvelle loi étende les principes de la loi Falloux à l'enseignement technique.

Sandrine Blanchard

Un équilibre précaire fondé sur un cadre législatif inadapté

LA DÉCISION du Conseil d'Etat démontre, une nouvelle fois, à quel point le système de financement de l'enseignement privé est complexe et opaque. Mais les réactions qu'elle suscite soulignent aussi combien une réforme de ce système serait délicate à mener. Entre public et privé, les oppositions sont si vives que chaque tentative de gouvernements successifs n'a fait que ranimer la guerre scolaire. Au cours des dernières années, cela a pris la forme de manifestations monstres : le 34 juin 1984, un million de personnes défilait en scandant « l'école libre vivra » ; le 10 janvier 1994, plus de 600 000 laïques descendaient dans la rue pour défendre la loi Falloux. La crainte de rallumer le conflit n'a donc jamais permis de remettre à plat les différentes lois régissant les aides accordées à l'enseignement privé. Cela a pour effet de laisser subsister des incohérences, des anachronismes, qui nourrissent la méfiance rétrograde et finissent par menacer de compromettre l'équilibre entre les deux camps.

Parce que la loi Falloux de 1850 ne connaissait

pas les lycées techniques, parce que la loi Astier de 1919 ne pouvait pas prévoir la création de lycées polyvalents regroupant différentes filières de formation, les cartes se sont ainsi brouillées. Alors que l'organisation de l'enseignement secondaire n'a cessé d'évoluer sous la pression de la massification, le cadre législatif, lui, ne s'est pas adapté.

EFFORT DE CLARIFICATION NÉCESSAIRE

En décembre 1993, dans un rapport consacré au financement des dépenses d'investissement des établissements privés sous contrat, Georges Vedel, ancien membre du Conseil constitutionnel, critique « la multiplicité des textes législatifs d'époques et d'inspiration différentes dont la conciliation est souvent difficile et qui semblent ne répondre à aucune conception d'ensemble précise ». « Un effort de clarification apparaît comme nécessaire », ajoute-t-il. Quant à l'analyse des pratiques utilisées par les collectivités territoriales dans leurs relations avec les établissements d'enseignement privé, « elle conduit, estime Georges Vedel, à

découvrir des situations inattendues et variées qui dépassent les conséquences prévisibles de l'état du droit applicable ». De fait, « l'arrêt du Conseil d'Etat remet en lumière des pratiques courantes de détournement de la loi Falloux par le biais de la loi Astier », explique aujourd'hui Patrick Gonthier, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL). Ces pratiques avaient été plusieurs fois sanctionnées par des tribunaux administratifs. La décision du Conseil d'Etat, en donnant pour la première fois tort à l'un de ces tribunaux administratifs, en l'occurrence celui de Paris, fait évoluer la jurisprudence dans le sens inverse. « Cette fois, ces pratiques sont entérinées », insiste M. Gonthier, qui estime qu'« un débat doit être ouvert ». La portée de la décision du Conseil d'Etat n'a donc pas échappé aux syndicats enseignants qui réclament que le gouvernement et le Parlement réfléchissent à une nouvelle loi. Au risque de rouvrir un débat à haute teneur symbolique.

S. BL

A Saint-Cyr, on n'est plus militaire de père en fils

SAINT-CYR ne serait-il plus Saint-Cyr ? Ou, plus exactement, voilà une école qui se mourait, disait-on, de consanguinité, et qui, aujourd'hui, attire de moins en moins d'enfants de militaires pour, au contraire, recruter de plus en plus dans la société civile. C'est la fin d'une légende, une petite révolution sociologique à sa manière : on n'est plus nécessairement militaire de père en fils. On doit se contenter au groupe de liaison G2S - un « club » de réflexion pour généraux de l'armée de terre - qui vient de consacrer, dans sa Lettre d'information de décembre, une analyse originale à la formation initiale des officiers.

A Guer (Morbihan), deux écoles principales, mais ce ne sont pas les seules, se disputent la lande bretonne de Coëtquidan : l'Ecole spéciale militaire (ESM), dite de recrutement direct, celle de ces saint-cyriens qui portent un shako orné du casque en uniforme de grand appareil, et l'Ecole militaire interarmes (EMIA), celle qui permet, par promotion interne, à des sous-officiers ou à des jeunes officiers de réserve de devenir officiers d'active.

D'un côté, chaque année, quelque 170 à 175 élèves aptes à s'inscrire en troisième cycle universitaire, après leur diplôme obtenu à Saint-Cyr, et, de l'autre, quelque 155 élèves, souvent plus âgés et préparés à se présenter à un exa-

men du niveau d'un DEUG. L'étude sociologique du groupe G2S montre que les jeunes issus de familles non militaires sont de plus en plus nombreux à accéder à ces deux écoles. Sur les cinq dernières années, « l'endorecruitment », « l'endorecruitment », que traduit la proportion de ces enfants de militaires prêts à embrasser la carrière, a été de 20 % à l'ESM (contre 35 % à 40 % il y a quinze ans) et, en 1998, de 10 % à l'EMIA (30 % voici dix ans). C'est donc une tendance assez nette depuis plusieurs années, qui n'a pas attendu la professionnalisation des armées pour devenir manifeste.

QUOTAS DE FÉMINISATION

Au demeurant, l'une et l'autre de ces deux écoles ne manquent pas de candidats : quasiment dix postulants pour une place à Saint-Cyr et quatre pour une à l'ESM, toutes filières confondues, aux concours d'entrée en 1998. Les jeunes femmes admises se comptent encore sur les doigts d'une seule main : en moyenne, par promotion, quatre à Saint-Cyr et deux à l'EMIA. Ce n'est que cette année que l'armée de terre a supprimé les quotas de féminisation - qui, jusque-là, contingentaient l'accès aux deux écoles - en faisant valoir, comme pour les autres années à l'étranger, que la professionnalisation va désormais de pair avec la féminisation.

Pourquoi cette « civilisation » du

recrutement ? Après tout, disent les plus anciens, « l'autorecruitment », en témoignant du fait que le fils n'est pas découragé par le métier de son père, n'est pas forcément l'indice d'une profession sur le déclin ou en marge. Les plus pessimistes avancent l'hypothèse selon laquelle les enfants de militaires, ballottés d'une garnison à l'autre du fait des fréquentes mutations de leur père, vivent d'abord les servitudes du métier, et moins ses grandeurs. Les plus lucides observent que la carrière d'officier est sans doute en passe de se banaliser au point qu'elle se fonde dans le paysage et perd sa spécificité d'autrefois. Le métier des armes tend à devenir une profession comme les autres, même s'il continue de susciter ici ou là des vocations.

Un autre constat du groupe G2S appuie cette explication : il n'existe plus, aujourd'hui, de classes préparatoires spécifiques aux concours de l'ESM dans des lycées civils, ces « corniches militaires » de sinistre réputation. Seuls trois lycées de l'armée de terre subsistent. Grâce à cette ouverture sur des préparations civiles, à la diversité des filières d'intégration et aussi à l'apport des universités, près de 40 % des admis à Saint-Cyr proviennent tout bonnement de l'éducation nationale.

Jacques Isnard

Des énarques au secours du cannabis

LES PARTISANS de la dépénalisation de la consommation de cannabis viennent de recevoir un appui de taille : dans l'un des rapports consacrés à la sécurité sanitaire rédigés pour leur épreuve de sortie, une partie des élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) - promotion 1997-1999 - Cyrano-de-Bergerac - conclut à la nécessité de modifier la loi en vigueur et de réprimer l'usage de cette substance par une simple « contravention ».

Pour ces élèves, futurs préfets, conseillers d'Etat, hauts fonctionnaires de Bercy et, pour certains, responsables politiques, le cannabis « illustre parfaitement la problématique de l'intégration de la sécurité sanitaire dans une politique de santé publique ». Pour tous, le constat est clair : la loi du 31 décembre 1970, qui fait de la consommation du cannabis un délit passible d'une peine maximale d'un an de prison, n'est plus, aujourd'hui, respectée. Compte tenu du nombre des consommateurs réguliers - estimé à plus d'un million de personnes - la stricte application de ce texte législatif réclamerait « un tel renforcement des moyens répressifs » qu'elle est, en pratique, inenvisageable.

Sans doute faut-il ici tenir compte des critères sanitaires. Or, estime-t-on à l'ENA, le critère sanitaire ne peut être prioritaire, « car il faudrait alors interdire le tabac et l'alcool, dont les effets nocifs sont supérieurs à ceux du cannabis, même si ce dernier ne peut être considéré comme totalement inoffensif ». Tout doit être mis en œuvre afin que dans ce domaine le discours soit « clair » et la politique « effectivement applicable ». « Maintenir le système actuel d'une loi sévère mais non appliquée lui ferait perdre sa crédibilité, peut-on lire dans le rapport. Les peines associées au délit d'usage de cannabis ne sont pratiquement pas appliquées, alors que les interpellations qui mobilisent la police judiciaire et le ministère public sont nombreuses. Le droit actuel est donc inefficace et inefficace ».

Dès lors, que doivent faire la puissance publique, le législateur ? Les énarques reconnaissent que la prévention des risques pour autrui (incitation à la consommation, conduite en état d'ivresse canabique...) plaide en faveur du maintien d'une interdiction. Mais, en contrepartie, ils soulignent l'« acceptabilité sociale » du cannabis et notent que le comportement de l'usager de cannabis n'induit pas de troubles à l'ordre public comparables à celui du consommateur de drogues considérées comme dures ou même de l'alcoolisme en état d'ivresse.

SANCTION PROPORTIONNÉE

Aussi, pour les énarques, considérer l'usager de cannabis comme un délinquant au même titre que l'héroïnomanie semble injustifié, et s'il « convient de maintenir un interdit, la sanction doit être proportionnée ». En pratique, pour les élèves de la promotion « Cyrano-de-Bergerac », une solution s'impose : « supprimer le délit d'usage illicite du cannabis et le remplacer par une contravention de la classe maximale [5^e classe, soit 10 000 francs] ». Les auteurs infractions (le trafic, la production, l'incitation à l'usage de cannabis) resteraient dans le champ du délit. Les auteurs de cette analyse trouveront-ils, au cours de leur future carrière professionnelle, les moyens de concrétiser une telle proposition, qui nécessite une loi et un décret en conseil d'Etat ?

Dans l'attente, un autre de leurs souhaits a d'ores et déjà été réalisé : l'augmentation, via la nouvelle loi de finances, des taxes sur tous les produits du tabac. « Mais, ajoute-t-on à l'ENA, le prix du tabac devrait être uniformisé sur tout le territoire. Justifier, comme on le fait aujourd'hui, un prix de vente inférieur d'un tiers en Corse par des impératifs d'aménagement du territoire nous semble très singulier du point de vue de la santé publique ».

Jean-Yves Nau

مكتبة الأمل

DISPARITION

Robert Guillain

L'ancien correspondant du « Monde » au Japon

ROBERT GUILLAIN, qui avait quatre-vingt-dix ans depuis le 4 septembre, n'aura pas seulement été, pour reprendre l'expression consacrée, l'une des « grandes plumes du Monde » : Jean-Claude Guillebaud n'a pas tort de saluer en lui un « prince du journalisme ». Rares sont ceux qui, exerçant ce métier, auront mieux aidé leurs contemporains à comprendre leur temps. Il faut dire qu'il portait un soin extrême aussi bien à la vérification de ses informations et de ses jugements qu'à la clarté et à l'élégance de son écriture. D'une rare modestie, se méfiant du péremptoire, il n'hésitait pas pour autant, quand sa conviction était bien établie, à prendre le contrepied des idées reçues : ainsi de l'article prophétique dans lequel, retour de Dien Bien Phu, il dénonçait le piège où le commandement français avait enfoncé le corps expéditionnaire en Indochine.

Né dans une grande famille de la III^e République — un grand-père ministre, puis président du CNPF, un autre sénateur —, il avait été à vingt-deux ans le plus jeune docteur en droit de France et il avait songé à l'inspection des finances. Mais il lui fallait une vie plus aventureuse. Entré en 1934 à l'agence Havas, l'ancêtre de notre Agence France-Presse, il fut d'abord affecté, avec Maurice Schumann, à son bureau de Londres. En 1937, il est envoyé en Chine pour « couvrir », comme on dit en argot journalistique, la guerre à laquelle la soumettent les militaires nippons. C'est le début d'une passion qui ne le quittera jamais, et qui nous a valu, il y a quelques mois encore, un nouveau livre sur le Japon.

C'est surtout celui-ci, en effet, qui l'attire. Nommé en 1938 chef

du bureau de son agence à Tokyo, il sera mobilisé sur place par l'ambassade et y passera toute la guerre, dont il vivra les derniers mois dans un camp d'internement. Il sera, à ce titre, l'un des premiers à visiter Hiroshima après le bombardement atomique, s'étonnant du peu d'émotion que les Américains éprouvent en traversant cette ville dont on ne peut même pas dire qu'elle est en ruine puisqu'il n'en reste rien, ce qui s'appelle rien. « J'ai eu honte pour l'Occident, pour la science et pour l'homme », confessa-t-il plus tard.

ADMIRATION ET HORREUR

Rentré en France en 1946, il est embauché au Monde par Hubert Benve-Méry, qui lui confie la rubrique Asie, puis la direction du service étranger. Mais il se passe décidément trop de choses dans cet Extrême-Orient dont il a gardé la nostalgie.

Témoin de l'entrée à Shanghai des hommes de Mao, ces « Martiens... des soldats chinois qui savent combattre, qui, après la victoire, ne pillent pas la ville conquise, qui couchent sur le trottoir, au lieu d'envahir les logis et de prendre les filles », il conclut que le désordre et la corruption, que le monde extérieur avait pris pour un état normal de la Chine et des Chinois, avaient engendré en réalité un « besoin passionné de discipline sociale et de propriété ».

Et bientôt il retourne dans son cher Tokyo comme correspondant de notre quotidien, jusqu'à sa retraite, en 1976. Mais il en sortira souvent pour se rendre sur les champs de bataille de Corée et du Vietnam, en Malaisie, à Bandung, ramenant à chaque fois

des reportages saisissants. Quelques années plus tard, il revient en Chine, confessant son mélange d'étonnement, d'admiration et d'horreur au spectacle de l'activité fébrile et sévèrement contrôlée de six cent millions de sujets de Mao devenus autant de « fourmis bleues ».

Ce grand journaliste aura été aussi un remarquable historien, dont les livres se lisent comme des romans, notamment *Orient extrême, une vie en Asie* (Seuil, 1989). Son *J'ai vu brûler Tokyo* (éditions Arléa), réédition complétée de sa *Guerre au Japon*, parue en 1979, est certainement l'un des récits les plus complets de la vie de l'empire du Soleil-Levant de 1939 à 1945.

Il a consacré un autre ouvrage à Richard Sorge, le célèbre espion qui avait annoncé à un Staline incrédule que le Japon s'apprêtait à attaquer non pas l'URSS mais les États-Unis : il l'avait coté par le Japon sans se douter un instant des véritables activités de celui qui n'était alors qu'un journaliste allemand.

Marié à une Japonaise qui lui a donné deux enfants, il connaissait ce pays mieux que personne, parce qu'il avait appris très tôt à l'aimer. Les Japonais le lui rendaient bien qu'il avait fait commandeur de leur ordre du Soleil levant et qui avaient de longue date reconnu un ami en cet homme étonnamment cultivé, délicat, disponible.

André Fontaine

[Robert Guillain a marqué l'histoire de notre journal. C'est en le lisant que notre génération s'est intéressée au Japon et, au-delà, à l'Asie. Le Monde présente à sa famille et à ses proches ses sincères condoléances. — J.-M.C.]

A Dien Bien Phu avant la bataille

C'EST UNE IMMENSE PLAINE de poussière jaune et de terre remuée, et le contraste est saisissant avec le reste du paysage, où tout est d'un vert exubérant. Jusqu'au bord de la cuvette la végétation bouillonne et dégouline tout autour, et soudain elle s'arrête au seuil de l'étrange désert. Naguère cette plaine portait une fourrure presque aussi verte et riche que celle de ces montagnes : on la lui a arrachée, dit-on, comme on arrache une peau de lapin.

En l'occurrence des milliers d'hommes pendant un mois ont travaillé jour et nuit à abattre des milliers de troncs d'arbres et à raser de sa jungle tropicale quelque chose comme l'espace allant du bois de Boulogne au mont Valérien. « Je me suis fabriqué une plaine », dit le colonel de Castries qui commande ici. Et tous les troncs d'arbres sont rentrés sous terre dans les trous où vivent les hommes, comme des fûts de paille que les fourmis ramènent dans le secret de

leurs galeries. A la surface, plus rien n'a poussé, sinon la prolifération d'une ronce de métal : les barbelés. Les barbelés en nappes immenses, en buissons, en haies parallèles, en brises-lames qui rejettent les assaillants vers les espaces ouverts où les couvraient de leur feu, au ras du sol, les tranchées pivotantes des mitrailleuses enterrées.

Le cœur de tout le système est l'aérodrome. Dien Bien Phu n'existe que grâce au pont aérien depuis Hanoi. Parachutages dans la matinée, quand le brouillard ou les nuages ne se sont pas encore dissipés. Atterrissages l'après-midi. A la plus forte « pointe », on a compté plus de deux cents vols de ravitaillement dans la journée. De l'artillerie lourde, des tanks, sont arrivés par avions, en pièces détachées, remontés à terre en deux jours : les Américains n'avaient pas fait cela en Corée. Des caisses d'obus sortent des carlingues, et la salade arrive par la voie des airs.

Robert Guillain
(14-15 février 1954)

Un ami m'a quitté

Ancien journaliste à l'Asahi Shimbun et ami de plus de trente ans de Robert Guillain, dont il a traduit de nombreux articles et un des livres « J'ai vu brûler Tokyo (éditions Arléa) », Chobei Nemoto évoque la figure de l'un des journalistes étrangers qui fut parmi les plus connus des Japonais.

ENTRÉ EN 1961 à l'Asahi avec lequel le correspondant du Monde en Extrême-Orient entretenait des liens étroits, ma première tâche fut de m'occuper de Guillain-san. J'ai ainsi été souvent amené à travailler avec lui lorsqu'il écrivait son feuilleton sur la « ville basse » (les quartiers populaires du vieux Tokyo) ou ses articles sur les affrontements entre la police anti-émeute et les étudiants contestataires de la Zengakuren, engagés dans leur « guerre totale » que nous observions du toit d'un grand magasin, en face de la gare de Kamata, noyé dans les gaz lacrymogènes.

Les petits théâtres semblables à des cabanes des quartiers populaires nous étaient toujours grands ouverts. « Ce soir encore, on est là, mon pote. » Et avec son élégance coutumière, Guillain-san recevait sans façon une vieille boîte de conserve en guise de cendrier et gagnait sa place dans la petite salle.

Une fois, nous sommes allés dans une station thermique au fin fond de la montagne ensevelie sous la neige dans la région de Yamagata. Soudain, Guillain-san dis-

parut. Je le cherchai, quand l'entendis des rires dans la pièce voisine et je le découvris assis sur les tatamis en compagnie de vieilles femmes revêtues de longs kimonos ouatés que ses plaisanteries faisaient pouffer de rire.

Aucun étranger peut-être n'a tant aimé le Japon et les Japonais que Guillain-san. « Son » Japon n'était pas seulement celui que détruit le développement : c'était celui qui lui subsistait, vallée que valait, dans les ruines. Quant aux Japonais qu'il a profondément aimés, c'étaient non pas les artistes renommés ou les écrivains qui fréquentaient les cercles intellectuels, mais ces petites gens des classes populaires que l'on ne connaît guère en France. Aussitôt après la publication dans *Asahi* de son feuilleton sur la ville basse, Guillain-san devint une célébrité à travers le Japon : aucun étranger avant lui n'avait décrit, pour un grand journal, la vie populaire dans ses plus petits détails. Aussi, au lendemain de la guerre, ses lecteurs les plus passionnés furent-ils les habitants de la ville basse !

Lorsque je traduisais ses articles, tout le monde me complimentait : « C'est vif, c'est passionnant ! », me disait-on. J'étais un peu gêné que l'on me témoigne une telle compassion comme si j'avais fait de grands efforts pour rendre sa pensée. En réalité, le vocabulaire de Guillain-san était riche mais exempt de mot compliqué. Le style était léger, imagé, facile à comprendre : je n'avais qu'à me

laisser porter par le texte. Ses articles sur le Vietnam, le Cambodge ou le Laos m'émerveillaient toujours par la profusion d'images. Je me souviens particulièrement avoir lu d'un seul trait un reportage sur la minorité meo au Vietnam qui commençait par une extraordinaire description d'un plateau embrasé par les fleurs de pavot.

Dans *J'ai vu brûler Tokyo*, la description du « génocide » que furent les raids aériens sur Tokyo enseveli sous la neige, le 10 mars 1945, est d'un terrifiant réalisme. Je me souviens avoir été au bord des larmes en traduisant ces phrases mélodieuses qui chantaient la beauté de cette ville en flammes tandis que tombaient les flocons. Elles me remémorèrent mes fuites à travers la ville avec mon père sous le ciel parsemé de bombes incendiaires.

Pour un grand nombre de lecteurs japonais, Guillain-san fut un « écrivain-ami » parce qu'il avait su décrire leur vie et leur pays. Les ouvrages qu'ils nous a laissés resteront comme des chefs-d'œuvre d'une « histoire vue de l'intérieur » de l'Asie et du Japon écrits par un Européen. Une certaine insouciance et un côté un peu « coquin » faisaient le charme de Guillain-san. Mais, en dépit des longues années passées en Asie, il était resté très Français et, plus d'une fois, je l'ai senti « cartésien ».

Chobei Nemoto

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Juliette et Bernard MISCHLER, Jean-Lou et Line BOURNAUD, Mireille et Jean-Michel ZUCKER ont le joie d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants.

Nicolas et Arthur,

le 17 décembre 1998.

chez Isabelle et Jean-Daniel ZUCKER.

6, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75115 Paris.

Fiançailles

Le 27 décembre 1998.

Tout le Monde sait que

Karen BOTBOL et Yael COHEN-SALMON

ont relevé le défi de se fiancer.

Cathy, Nelly, Valérie, Curo, Julien, Lolo, Léo, Manu et Vincent sont fiers d'avoir participé à cette aventure.

Vœux

En attendant l'an 2000.

Chaton et Champion

s'associent pour souhaiter avec leur maîtrise une bonne et très heureuse année 1999 à

Philippe.

Décès

Patrick, Emmanuel, Bertrand, Pascal, Dominique et Jean Michel, ses enfants, leurs épouses, Frédéric, Antoine, Adrien, Benjamin, Nicolas, Emilie, Mélanie, Florent, Camille et Louise, ses petits-enfants.

Sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

Bernard BEAU,

survenu le 28 décembre 1998, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 31 décembre, à 10 heures, en l'église de Perrusson (Indre-et-Loire).

Ses amis sont conviés à la messe qui sera dite le samedi 9 janvier, 1999, à 10 heures, en l'église Saint-Martin des Champs, 36, rue Albert-Thomas, Paris-10^e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

58, boulevard Magenta, 75010 Paris.

— Sa famille.

Ses amis.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé ont la douleur de faire part du décès de

André DEQUELDRE,

rappelé à Dieu le soir de Noël, entouré de son épouse et de sa fille Dominique.

Il était âgé de quatre-vingt-huit ans. Il avait été docteur en droit, administrateur d'immobiliers, lieutenant-colonel de l'armée de l'air (C.T.), commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palmes, médaille de la Résistance.

Il était avant tout un homme juste et bon.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Acon (Eure), le 28 décembre 1998, dans la ferveur et l'amour des siens.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

30, cours Albert-I^{er}, 75008 Paris.

38-40, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

— Le conseil d'administration, Le personnel, Et les amis de l'O.S.E.

ont la tristesse de faire part du décès de

Anneliese EISENSTADT,

survenue le 28 décembre 1998, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 31 décembre, à 15 heures, au cimetière communal de Villejuif.

— Jeanine Harburger, son épouse, Sylvie Harburger et ses filles Sabine et Raphaëlle, Francis Nordmann et sa fille Myriam.

Sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Francis HARBURGER,

artiste peintre.

survenue le 27 décembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Henri Goudal, Jean-Yves Goudal et Madeleine Poudroux, Gérard et Dominique Goudal, Emmanuel Goudal et Christine Corbel, ses enfants, Noémie, Etienne, Anais, Marie et Louise, ses petits-enfants, M. et M^{me} Daniel Trihoudeau et leurs enfants, M^{me} France Plainfosé et ses enfants, M. et M^{me} Jean-François Goyard et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Andrée GOUDAL-MURAT,

docteur en médecine.

survenue le 29 décembre 1998, à l'âge de soixante-quinze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 31 décembre 1998, à 9 h 30, en l'église Saint-Severin, à Paris-5^e.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 15 h 30, au cimetière marin du Rosaire, à Saint-Malo.

— Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, présidente de la commission nationale de l'inventaire général, François Barri, directeur de l'architecture et du patrimoine, Bruno Foucart, vice-président de la commission nationale de l'inventaire général.

L'ensemble du personnel de la direction de l'architecture et du patrimoine rendent hommage à la mémoire de

Jean JACQUART, chevalier de la Légion d'honneur, membre de la commission nationale de l'inventaire général, professeur émérite des universités, décédé le 24 décembre 1998.

et s'associent à la tristesse de sa famille et de ses proches.

— Janine Lassauzet, Marie-Xavier, Marie-Christel, Marie-Patrice, Marie-Gael, Marie d'Arc, Marie-Lieve, Christophe, Gérard, leurs conjoints et leurs enfants, annoncent le départ de

Maurice LASSAUZET, Saint-Cyr, promotion Lyautey.

Il a maintenant trouvé la sérénité dans le Royaume.

84160 Lourmarin.

— M. et M^{me} Jean-Loup de Chérisey, M. et M^{me} Pierre de Chérisey, M. et M^{me} Michel Horry, M^{me} Thérèse de Chérisey et M. Christian Henriette, M^{me} Anne de Chérisey, Aïssi que leurs enfants et petits-enfants.

M. et M^{me} Bruno de Pailletiers, M. Bertrand de Pailletiers, Le professeur et M^{me} François de Pailletiers, M. et M^{me} Jean Grenier, M. et M^{me} Bernard Fisher, M. et M^{me} Alain de Pailletiers, Ainsi que leurs enfants et petits-enfants.

Les familles Daum, Chérisey, Pailletiers, Pailletiers, Et tous ses amis, sont part du rappel à Dieu, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M^{me} Henri de PAILLETIERS, veuve du comte Bertrand de CHÉRISSEY,

le soir de Noël, 25 décembre 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée par le Père Christian Olivier, le lundi 4 janvier 1999, à 9 h 30, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, Paris-5^e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue de l'Abbé-de-l'Épée, 75005 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Dole (Jura).

Le docteur et M^{me} Paul Ledoux, ses enfants, Ses petits-enfants, Et son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Madeleine PANIER, née LEJAY,

survenue le 29 décembre 1998, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 2 janvier 1999, à 15 heures, en la basilique Notre-Dame de Dole.

36, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Michel PERONNET, professeur d'histoire moderne à l'université Paul-Valéry - Montpellier-III,

survenu le 24 décembre 1998, à Montpellier (Hérault).

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité de sa proche famille.

M^{me} Michel Peronnet, 10, rue Bouschet-de-Bernard, 34000 Montpellier.

Hermine PROTAIS, née BERDART, des ESSARTS de COURCELON, est décédée.

Les obsèques auront lieu le lundi 4 janvier 1999, à 10 heures, en la chapelle Saint-Bernard (gare Montparnasse).

Marie-José Protas-Damico, 117, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

Marcelle SCHERESCHESKY, dite SÉGAL,

s'est éteinte à son domicile parisien le 28 décembre 1998, à l'âge de cent deux ans. Journaliste et traductrice dès 1935, elle avait tenu avec brio, de 1946 à 1987, le « Courrier du cœur » du magazine *Elle*. Sa disparition laisse un grand vide parmi ses nombreux parents et amis fidèles qu'elle réunissait souvent dans de joyeuses fêtes de l'esprit et du cœur.

Il lui rendront un dernier hommage le mercredi 6 janvier 1999, à 11 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise. Conformément à ses vœux, ses cendres seront dispersées dans son jardin de Gournay (Oise).

(Le Monde du 30 décembre.)

Anniversaires de décès

« O amour rempli de larmes ! Parce que le plus proche est à jamais lointain. »

Géraldine AUZOLLE et Jean-Marie MACHET

vivent dans nos mémoires depuis le 31 décembre 1988.

— Il y a vingt ans, disparaissait le

professeur Henri GARNIER.

Nous rappelons ici son souvenir à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

— Le centre LIDISa (Littérature et discours du savoir), directeur N. Jacques-Chaquin, organise une journée de recherche : « Rêve de la Bretonne (1734-1806), un polygraphe au tournant des Lumières », samedi 9 janvier 1999, intervenants : G. Benrekassa, G. Berkman, A. Coudreau, F. Le Borgne, P. Testud.

ENS de Fontenay-Saint-Cloud, salle 308, 9 heures-17 heures (31, avenue Lombart, 92266 Fontenay-aux-Roses, tél. : 01-41-13-24-00).

Soutenances de thèse

— Le 14 décembre 1998, à l'université Paris-VIII, Stéphane Dord-Cronal soutient sa thèse de doctorat en littérature française : « Boulevard et Péché et la littérature. Étude génétique et critique du chapitre 5 de *Boulevard* et *Péché* de Flaubert ». A l'unanimité, le jury, composé de MM. les professeurs Burgelin, Leclerc, Mouchard et Neefs (directeur), lui a décerné la mention Très Honorable avec félicitations.

CARNET DU MONDE - TARIFS 98

TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, 109 F HT

AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS, 95 F HT

TARIF ABONNÉS, 500 F TTC

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES, Forfait

Toute ligne suppl. : 60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT

COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

01.42.17.39.80 - Fax : 01.42.17.21.36

Itinéraire d'un militant algérien

Ali Bensaad est un condamné à mort. En février 1991, son sang a été « autorisé à être versé » par des islamistes. Lancée dans un amphithéâtre de l'université de Constantine, devant des centaines de personnes, la formule religieuse équivalait à une condamnation à mort. Comme si ce premier appel au meurtre ne suffisait pas, un tribunal algérien a, en juillet 1998, condamné à mort Ali Bensaad pour... « appartenance à un groupe terroriste (c'est-à-dire islamiste), assassinats avec préméditation, violences ».

Erreur tragique d'une justice approximative ? Une partie de la presse algérienne n'y a pas cru et a vu dans ce verdict la vengeance de celui qui était, jusqu'à ces dernières semaines, le plus proche et le plus controversé des conseillers du président Zeroual, le général-major Mohamed Betchine, publiquement mis en cause pour son affaiblissement par Ali Bensaad. C'était il y a trois ans, lors d'une réunion électorale à Constantine, le fief du général Betchine. « Mon cas illustre de façon criante que des cercles du pouvoir et des services de sécurité manipulent et utilisent le terrorisme contre leurs propres victimes, contre les forces démocratiques », clame M. Bensaad.

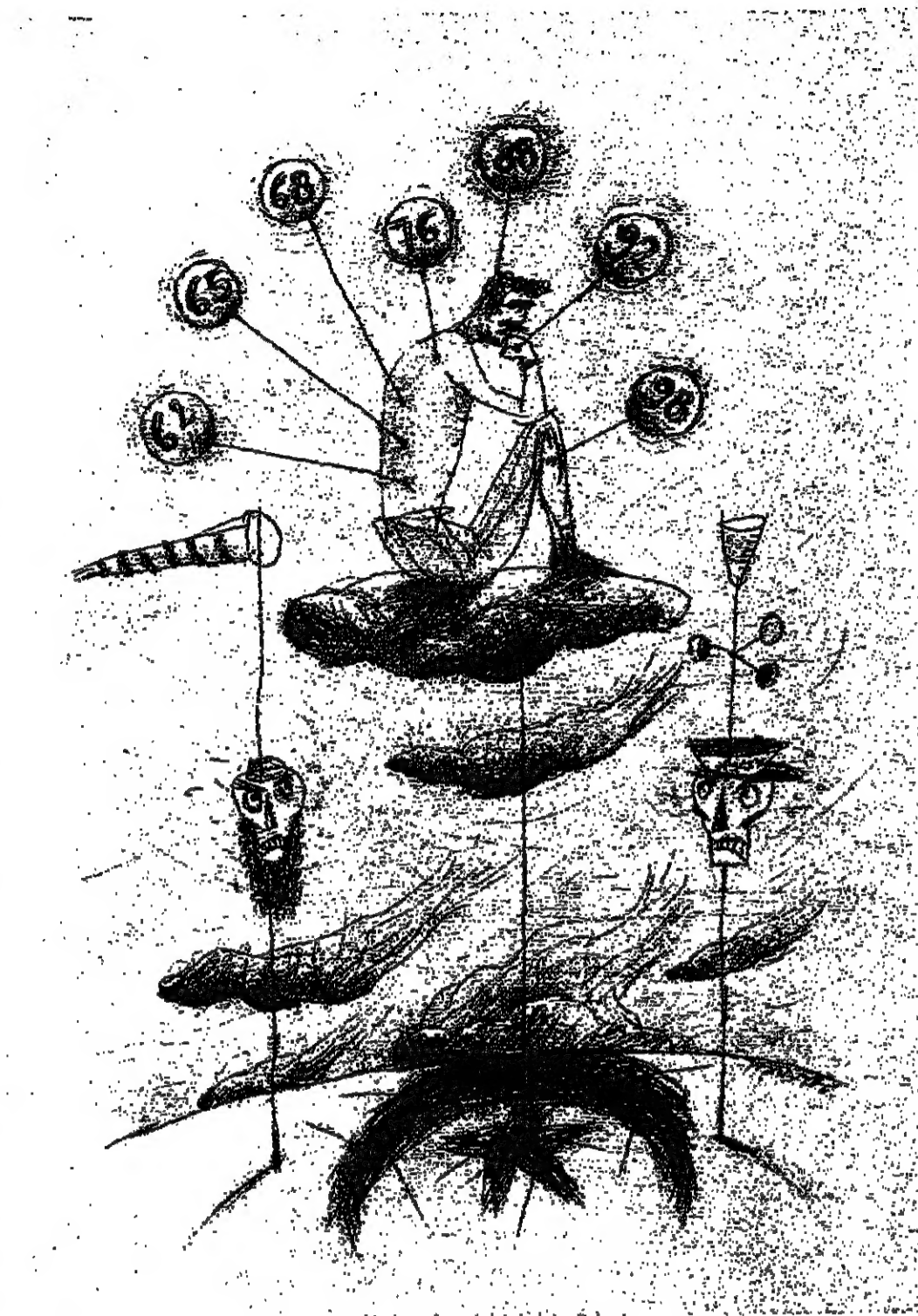
Depuis, le général Betchine a démissionné de ses fonctions et la justice algérienne a cassé la condamnation à mort. Les islamistes, en revanche, n'ont pas annulé leur sentence. Quant à Ali Bensaad, universitaire de quarante-trois ans, il a quitté l'Algérie pour une Europe plus paisible.

La double condamnation à mort de M. Bensaad a une valeur symbolique. Car elle ne frappe pas un Algérien anonyme, héros kaskalen malgré lui, égaré dans des luttes de clans qui le dépassent, mais un militant dans l'âme, un homme qui a partagé les aspirations de toute une génération, celle issue de la guerre d'indépendance. Elevé, comme il le dit, « dans l'odeur des gaz lacrymogènes », cet enfant de la casbah de Constantine a été de tous les combats – souvent en première ligne –, pour une Algérie « libre et démocratique ». A travers sa vie, se lit une tranche de l'histoire de la jeune Algérie. Celle d'un rêve qui a pris l'allure d'un cauchemar.

« J'étais un enfant pendant la guerre de libération, mais j'ai beaucoup de souvenirs », raconte-t-il au détour d'une rencontre à Lille, où M. Bensaad participait cet automne à un congrès de climatologie, sa spécialité. Ses parents, des commerçants aisés, ont habité un temps le quartier arabe de la vieille ville. Elle était fréquentée par des patriotes. Certains venaient y passer la nuit. L'un de mes oncles était un chef de maquis. Il a été tué dans les combats. Un autre était membre des réseaux de maquisards urbains. Il a été arrêté et condamné à mort par les Français. Il n'avait pas dix-sept ans.

Ces années de guerre, le jeune garçon les a vécues « intensément » à Constantine, la moins européenne des villes de cette Algérie « française » pour quelques années encore. « Les grands événements français liés à la guerre – le retour de De Gaulle, le putsch de Salan –, sont liés à des images précises dans ma mémoire, car ils se terminaient toujours par un déploiement de bérets noirs, verts ou rouges sur les terrasses de nos maisons. Lorsque je sortais le matin pour aller à l'école, je voyais le fusil-mitrailleur des parachutistes. Je me souviens aussi des pieds-noirs manifestant sur le pont Sidi-Rached. Ils nous insultaient et lançaient des objets sur nos maisons, situées en contrebas. »

Entre la communauté musulmane et celle des pieds-noirs, les contacts sont rares. « C'était deux mondes parallèles. Notre seul contact était avec les professeurs. Je me souviens de deux d'entre eux : l'un laïc, jeune, ouvert, symbole à mes yeux de la République dans ce qu'elle a de meilleur, et l'autre, raciste, violent, qui nous terrorisait. Je l'assimile au GIA actuel. J'ai décou-



Du temps pour renouveler la vie politique

par Pierre-Etienne Franc

LE président de la République fait un discours à Rennes. Il y parle de libérer les énergies locales, dénonce l'inefficacité de nos systèmes de solidarité à lutter contre l'exclusion, discute de la notion de « droits reconnus » et de « devoirs acceptés ». Depuis plus d'un an, il consulte des personnalités de la société civile, tandis que le premier ministre prépare des lois ou un référendum sur le cumul des mandats pour rénover la vie politique.

On est surpris, à entendre régulièrement la longue litane des propositions, de ne jamais voir venir deux interrogations centrales, qui déterminent le renouvellement de l'engagement politique et citoyen des Français. La première relève d'une réflexion sur notre représentation nationale, sur sa composition, son mode d'action et son mode de renouvellement. La seconde, qui est le corollaire direct, relève de la question du temps. Qui, aujourd'hui, en France, a du temps pour se consacrer efficacement à la réflexion et à l'action politique ou citoyenne ?

Répondre à la seconde question illustrera mieux l'absence de réflexion des élites politiques sur la première. La part de la population française qui dispose du temps nécessaire à la réflexion et à l'action politique ou politique est grossièrement constituée de l'ensemble des gens qui peuvent organiser leur travail pour se dégager du temps. 41 % des élus à l'Assemblée nationale sont des enseignants ou des fonctionnaires. Les enseignants et fonctionnaires représentent une population de 2 millions de personnes environ (service public au sens strict), soit

5 % de la population en âge de voter. 18 % des élus sont des cadres, ouvriers ou employés, qui représentent eux-mêmes 34 % de la population en âge de voter. La question de la représentativité ne se mesure certes pas de cette manière. Simplement, de fait, il semble qu'il soit plus facile d'avoir du temps pour s'engager dans la vie publique lorsqu'on est dans le service public que lorsque l'on évolue dans l'entreprise. Plus généralement, tant que la question du temps disponible pour le développement d'activités publiques ne sera pas posée, toute une partie de la question du renouvellement de l'offre politique restera dans les cartons. C'est un point de départ.

La deuxième question découle de la première. Tant que nous n'aurons pas résolu la question du temps libre, donc du temps disponible, la vie politique sera monopolisée par ceux dont les conditions de travail leur donnent effectivement les moyens de s'engager sans risque. Le mode actuel de sélection de la classe politique est fondé sur un principe de représentativité inconciliable. Toutes les régions doivent pouvoir être représentées dans la détermination de la loi, mais leurs représentants doivent du même coup s'occuper des intérêts de leurs circonscriptions pour pouvoir la représenter mieux, et accessoirement, être réélus. Encore une fois, le temps leur manque. Une sorte de consensus règne sur le fait qu'il faut que les élus soient proches de leurs électeurs, ce qui justifierait un principe de découpage électoral géographique. Par-delà le fait qu'il n'est pas si sûr que chacun connaisse vraiment son député parce qu'il s'est domicilié dans sa circonscription,

on se demande si une autre forme de découpage, fondée sur les activités professionnelles des personnes, ou encore leur âge ou leur sexe (n'est-on pas en train d'introduire le principe de parité ?), n'apporterait pas une meilleure adhésion des Français à leurs élus nationaux. Comme l'action locale reste par ailleurs déterminée par d'autres formes électives (élections municipales, cantonales, régionales), les élus députés pourraient effectivement se consacrer à l'action nationale pure.

Le mode de renouvellement de la classe politique fait débat. On parle de renouveler les énergies, de rafraîchir les mouvements politiques, de rajouter les états-majors. Mais qui parle du seul facteur crédible de renouvellement de l'action politique qui lui restituerait toute sa noblesse d'activité citoyenne et non professionnelle, à savoir le non-renouvellement des mandats ? Limiter à un nombre de renouvellements des mandats électoraux permettrait efficacement de sortir l'action politique d'une partie de sa dimension électoraliste qui prévaut pour chaque élu en fin de mandat. Elle obligerait les élus à revenir dans la « vraie vie », à se confronter à nouveau à l'évolution de la société à travers d'une activité professionnelle « normale ». Elle favoriserait inévitablement l'éclosion de nouvelles têtes à chaque élection.

Mais tout cela n'est rien sans temps disponible. Une fois de plus, nos élites s'acharnent à saucissonner les problèmes, sans vision d'ensemble. Or la France souffre aujourd'hui principalement de deux maux. Le premier, le chômage, détermine tous les autres. Le second, le déficit démocratique

et l'atonie de vision politique ne sont que l'expression émergée de la perte de confiance née du chômage.

Nous savons tous que la croissance ne résoudra pas le chômage. Nous savons tous que la réduction et le partage du temps de travail pourraient le permettre de manière radicale si cette réduction était massive (-18 %). Intelligemment financée (contribution de l'Unedec) et générale. Le projet de Pierre Laroutou, la semaine de quatre jours à la carte, cumule toutes ces facettes. Il suffirait d'une loi, simple, qui remplace ou amende la loi Aubry : le temps de travail est réduit de 18 % et s'organise, sauf dérogation, sur quatre jours par semaine. Toutes les entreprises qui, en réduisant ainsi le temps de travail de leurs salariés de 18 %, créent 10 % d'emplois supplémentaires sont exonérées de leurs charges Unedec (8 % de la masse salariale).

Les experts de ministères ont validé la solidité du projet. L'Association nationale des docteurs en sciences économiques a confirmé. D'un seul coup, le temps libre hebdomadaire des salariés de ce pays augmenterait de 50 %. D'un seul coup, en trois ans, le chômage diminuerait de 50 %. Alors, on pourrait parler de rénovation de la vie politique. Alors, il y aurait matière à parler de changement. A l'aune de ce projet, la seule question qui vaille la peine d'être posée devient la suivante : Messieurs les hommes politiques, voulez-vous vraiment changer notre société ?

Pierre-Etienne Franc est cadre d'entreprise, président de Changer.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

La tragédie khmère

Deux des responsables du génocide au Cambodge qu'on a oubliés. Du bout des lèvres. Khieu Samphan et Nuon Chea, anciens lieutenants de feu Pol Pot, bredouillent d'ahurissements « désolés, désolés » pour avoir, de 1975 à janvier 1979, réduit leur population en esclavage, massacré et affamé entre un cinquième et un quart d'entre elle dans les « champs de la mort ». Il devrait être clair qu'aucun pardon n'est possible. Que la mort de leur ancien chef en avril ne les absout en rien de leurs responsabilités et qu'ils devraient être conduits tout droit devant un tribunal pour crimes contre l'humanité.

Or ce n'est pas clair du tout. L'actuel chef du Cambodge, Hun Sen, estime ne pas avoir les moyens politiques de mener à bien un tel procès. Il préfère pour le moment jouer la carte de la « réconciliation nationale » plutôt que courir le risque de voir les Khmers rouges - dont il fut jadis un exécutant - former une principauté insoumise autour d'un troisième d'entre eux, Ieng Sary, qui a déjà obtenu le pardon du roi Norodom Sihanouk.

M. Hun Sen a ses raisons, qui sont respectables. Il n'est plus un commandant à la botte de l'armée vietnamienne comme lors de l'invasion qui mit fin au règne khmer rouge en 1979. Il est le chef d'un gouvernement élu de manière relativement démocratique au bout d'un processus de pacification qui fut garanti par des accords internationaux et par une implication directe, massive, de la communauté mondiale. Mais une évolution majeure

est intervenue ces derniers temps, qui change la donne. Les dictateurs sont en passe de devenir comptables devant la communauté internationale de leurs agissements criminels, anciens ou non. Un tribunal international a été mis sur pied pour l'ancienne Yougoslavie. Un Augusto Pinochet pourrait être traduit devant la justice de pays tiers pour les actes perpétrés par sa junte au Chili. Un traité a été signé qui prévoit l'instauration d'une cour pénale internationale pour juger des crimes de cette nature.

Ce traité, en l'état, ne permettrait pas d'amener les anciens dirigeants khmers rouges à répondre de leurs actes. Il devra donc être amendé. La situation au Cambodge même nécessite sans doute que la prudence de M. Hun Sen soit prise en considération. C'est possible.

Ce qui ne l'est pas, en revanche, c'est d'envisager de voir MM. Khieu Samphan et Nuon Chea finir leurs jours tranquillement dans l'oubli. Ce serait une négation de tous les efforts déployés pour tenter d'empêcher, à l'avenir, des « champs de la mort » khmers de se répéter. Ce serait une injure supplémentaire au peuple cambodgien.

Les pays occidentaux notamment, qui ont réarmé les Khmers rouges pour contraindre le Vietnam à quitter le Cambodge ont la responsabilité de voir les anciens bourreaux traduits en justice. Et donc d'aider Hun Sen à en réunir au plus tôt les conditions. La tragédie khmère n'appartient pas au seul peuple qui en fut la victime : comme la Shoah, elle est inscrite dans l'histoire mondiale.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Alby, directeur général
Jean-Jean Bergeon, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Arnault, Pierre Georges, Jean-Yves Lhéniau
Directeur adjoint : Dominique Ruyss
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Fouchon, Erik Linderholm (éditeurs et auteurs),
Laurent Gribautier (supplémentaire et cahiers spéciaux), Michel Kailash (Débat),
Eric Le Bouc (International), Patrick Laroche (France), Francis Naud (Société), Claire Baudin (Entreprises),
Jacques Bueb (L'aujourd'hui), Joanne Savignac (Culture), Christian Massot (Secrétariat de rédaction),
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur éditorial : Eric Paillet, directeur délégué : Anne Chaurand
Conseiller de la direction : Alain Rolland, directeur des relations internationales : Daniel Vermet
parutions audiovisuelles : Bernard Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblet, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beau-Néry (1944-1949), Jacques Faure (1949-1962),
André Laurens (1962-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lemaire (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 995 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnes du Monde,
Association Hubert-Beau-Néry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Investisseur, Le Monde Investisseur,
Le Monde Presse, le Monde Presse, le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Restrictions de la consommation d'électricité

DANS le cadre fixé par M. Robert Lacoste, ministre de l'Industrie, des solutions ont été proposées en vue de réduire de 9 millions de kilowatts-heures la consommation journalière d'électricité, qui a atteint ces jours derniers 94 millions de kWh, contre 84 l'an dernier à pareille date.

Ces solutions écartent, selon les consignes ministérielles, l'augmentation du nombre de jours de coupure et un arrêt général de l'industrie pendant une ou deux semaines. Les sacrifices nécessaires sont répartis sur la plus grande masse possible d'utilisateurs : ils se traduiront par la révision des contingents domestiques, commerciaux et industriels et par la suppression de certaines dérogations.

Les consommations autorisées pour les usagers domestiques, administratifs et commerciaux seront

réduites de 30 % en janvier 1949, au lieu de 20 % actuellement. Cette réduction s'appliquera aux contingents mensuels, qui sont, rappelés, calculés de la manière suivante :

1° Pour les usagers domestiques : a) ne faisant pas la cuisine à l'électricité, en multipliant 20 kWh par le nombre de personnes vivant au foyer, augmenté d'une unité ; b) faisant exclusivement la cuisine à l'électricité, en multipliant 60 kWh par ce même nombre ; c) ne faisant pas exclusivement la cuisine à l'électricité et justifiant que leurs allocations de gaz ou de charbon sont réduites de moitié, en multipliant 30 kWh par le même nombre ;

2° Pour les usagers administratifs ou commerciaux : cent heures d'utilisation de la puissance mise à leur disposition.

(31 décembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 09-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-00-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-48-03-78

Les navigateurs ne sont pas des trompe-la-mort

Suite de la première page

Les Australiens se sont à l'époque émus pour la navigatrice. Ils craignaient d'abord pour sa vie - Isabelle Autissier fut repérée par la marine australienne le 31 décembre, puis ramenée à terre - ils s'indignèrent ensuite du coût de l'opération, 2,8 millions de francs. Le comportement des protagonistes tranchait avec ces réactions. Isabelle Autissier expliquait : « Après le sauvetage, l'idée m'a effleurée de prendre le départ de la troisième étape, naturellement hors-concours ». Les autorités australiennes n'ont pas présenté l'addition à la France, estimant qu'elles n'avaient fait que leur devoir.

Nouveau départ

Suite de la première page

Elle est le fruit d'une chaîne obstinée, opiniâtre, qui va de Jean Monnet et Alcide de Gasperi à Jacques Delors, en passant par ces couples décisifs que furent de Gaulle et Adenauer, Giscard et Schmidt, Kohl et Mitterrand.

Non que l'Europe soit une affaire exclusivement franco-allemande, mais cette nouvelle avancée porte, plus que d'autres, la marque du « moteur » de l'Europe, d'une conception franco-allemande de l'identité européenne qu'il n'est pas inutile de garder en mémoire.

Au demeurant, il s'agit aussi d'une évolution naturelle, conséquence de la voie pragmatique - économique, puis économique et monétaire - après que la voie rêvée par les pères fondateurs - de politique étrangère et de défense - se fut brisée contre le mur du nationalisme français, lors de l'échec, il y a près de quarante-cinq ans, du projet - peut-être prématuré - de la Communauté européenne de défense. Sauf à laisser les pays membres à découvert, livrés sans protection au grand vent de la mondialisation, sauf à laisser s'épuiser nos économies dans la défense de leurs monnaies respectives, il fallait qu'une nouvelle unité de compte complète le marché unique. L'acte unique, qui créa l'Union en lieu et place des Communautés, portait donc inévitablement en germe l'eu-

ro. Mais il s'agit surtout d'un bouleversement voulu, provoqué, et programmé, qui est venu au meilleur moment : quand Maastricht, ce fameux traité tant décrié, se négociait, Gorbatchev cède à Eltsine ; cette quasi-concomitance symbolise ou ne peut mieux ce moment qui voit un empire se défaire, tandis que des nations démocratiques s'organisent, pour que s'affirme l'Europe.

Pouvait-on imaginer réponse plus pertinente à la disparition de l'URSS ? L'Allemagne, redevenue, son unité faite, le premier pays après la Russie, aurait pu cependant apporter une tout autre réponse, celle de l'organisation pour son compte d'une zone mark et d'une politique du grand large, semblable à celle de la Grande-Bretagne ; l'Allemagne aurait pu faire le choix de l'Amérique et d'un mark fort pour s'affranchir d'une Europe qui, l'URSS ayant disparu, était moins nécessaire. Des voix nombreuses et puissantes s'élevèrent alors pour reprocher à Helmut Kohl d'avoir fait le sacrifice du mark, en échange d'une unité qu'il voulait mettre au service de la grande Europe, plutôt qu'à celui d'un nationalisme renaissant. Des voix s'élevèrent en France qui, si elles avaient triomphé, auraient permis à ce dernier de renaître, à coup sûr.

Mais Kohl tint bon, et Chirac endossa le costume de Mitterrand. La France paya certes d'un chômage plus élevé la bataille de la parité franc-mark (gagnée par Balladur et Trichet en 1993), et les Français protestèrent contre la dureté de

l'épreuve en le faisant savoir à leurs dirigeants : ils sanctionnèrent les gouvernements Bérégovoy, Balladur et Juppé, aussi vite qu'ils le purent. Les Allemands firent de même, mais une fois le processus devenu irréversible, en remerciant, à l'automne dernier, leur glorieux chancelier. Mais ni les Français, ni les Allemands n'ont, au long de cette difficile gestation, voulu remettre en cause le choix de l'union monétaire. Et bien leur en a pris !

Les 290 millions d'Européens des onze pays concernés viennent en effet de mesurer l'effet stabilisateur de l'euro, dont la seule perspective a atténué l'impact des crises russe et asiatique. Unis par leur monnaie, les pays membres retrouvent une part de la souveraineté que les marchés leur disputent, se redonnent une marge de manœuvre et s'arment ainsi en vue des prochaines confrontations commerciales avec les Etats-Unis. A charge évidemment pour les gouvernements européens de s'en servir, de mettre l'euro au service d'une politique d'expansion.

De ce point de vue, l'existence d'une Banque centrale européenne ne doit pas être un alibi : depuis qu'elle existe, l'Europe a su s'accommoder, s'en remettre parfois à des autorités indépendantes. Un Sicco Mansholt a plus fait pour l'agriculture, à la Commission européenne, que n'importe lequel des ministres de chacun des pays concernés par la politique agricole commune. Plus utile serait de faire progresser la coordination des poli-

tiques, seule façon d'entraîner la banque centrale. Plus judicieux serait de concevoir, à nouveau, des politiques volontaristes, dans les domaines des technologies de pointe : car si la crise actuelle doit servir à quelque chose, ce devrait être à la remise en cause du pouvoir absolu prêt à la « main invisible » du marché. L'Amérique n'a d'ailleurs jamais cessé de montrer le chemin en investissant massivement dans les domaines stratégiques.

Quoi qu'il en soit, l'euro n'est pas un viatique. Les fragilités de l'économie mondiale sont là, tout comme est là le chômage de masse qui nous distingue des Etats-Unis. L'euro peut être un nouveau facteur d'intégration, mais il sera aux prises avec d'autres facteurs, de désintégration ceux-là, qui peuvent naître, comme le craint Jacques Delors, d'un blocage et d'une insuffisance budgétaire, de l'incertitude qui touche aux frontières futures de l'Europe comme à ses institutions et à leurs règles de fonctionnement, devenues inadéquates.

Mais l'euro ne deviendra vraiment une bonne monnaie que si elle est, pour les dirigeants européens, non la fin d'un cycle, qu'il conviendrait de gérer en ménageant les opinions nationales, mais le gage d'un nouveau départ, qui permette à nos vieilles nations de se dépasser. Un modèle à préserver, un avenir à imaginer : qui pourrait croire, au tournant de ce siècle, que l'ambition politique n'a plus lieu d'être ?

J.-M. C.

MONNAIE UNIQUE Avec la naissance de l'euro, le 1^{er} janvier 1999, Francfort devient le siège de la Banque centrale européenne (BCE) et la capitale de l'Euroland. ● C'EST

UNE REVANCHE pour cette cité de moins de 700 000 habitants, délaissée par l'histoire au profit de Bonn, Berlin, Hambourg, Munich ou Düsseldorf. ● FRANCFORT doit ce retour en

grâce au président François Mitterrand qui, fin 1992, propose que l'Allemagne accueille le siège de la future BCE. ● AU DÉBUT de la décennie 90, le marché financier allemand est peu

développé. Mais en quelques années, grâce aux efforts conjoints du gouvernement, des établissements et de la ville, Francfort devient une place dominante en Europe continentale.

● POUR PETRA ROTH, son maire, « Francfort fait partie des trois centres de décision les plus importants où se façonne l'avenir de l'Europe. » (Lire aussi pages 2 et 3.)

La revanche de Francfort, capitale de l'Euroland

L'ancienne cité financière et culturelle, délaissée un temps par l'histoire pour avoir manqué le train de la révolution industrielle, confirme son retour sur le devant de la scène en accueillant le siège de la Banque centrale européenne

FRANCFORT de notre envoyé spécial
Francfort tient sa revanche. En 1949, la ville, qui s'était empressée de bâtir un semblant de Parlement, n'était pas parvenue à devenir capitale provisoire de la République fédérale allemande.



Konrad Adenauer lui avait préféré Bonn, située en face de son village de Bad Honnef, sur l'autre rive du Rhin. Un demi-siècle plus tard, le gouvernement allemand déménage à Berlin, et Bonn s'apprête à retomber dans l'oubli. Francfort, ville de Rothschild, devient, elle, la capitale de l'Euroland, siège de la Banque centrale européenne (BCE).

Francfort, « petite capitale », avec moins de 700 000 habitants – l'agglomération en compte plus de 2,5 millions – mais cosmopolite, avec 30 % d'étrangers, contre 15 % dans les autres villes allemandes. Ville de tolérance, choisie par Daniel Cohn-Bendit et son compère Joschka Fischer, ministre Vert des affaires étrangères. Cité de la culture, avec sa célèbre Foire du livre, patrinée de Goethe, qui y écrit Werther en quelques semaines.

C'est à François Mitterrand que Francfort doit son retour sur la scène. Fin 1992, le président français propose que l'Allemagne accueille le siège de la future BCE. Le choix de Francfort est entériné par les Douze en octobre 1993. « C'est un cadeau gigantesque que les Allemands ont emporté sans même dire merci », commente un Français à Bonn. « C'était un peu léger d'avoir accepté que la BCE soit localisée dans une place financière majeure », lance, furieux, un haut fonctionnaire français en poste à Francfort.

Au début de la décennie 90, le marché financier allemand est peu développé. Le capitalisme rhénan reste financé par les banques, la Bourse n'y joue qu'un rôle mineur. « La présence de la BCE n'est pas, en soi, un aboutissement, mais elle a fait prendre conscience aux Allemands qu'ils avaient une carte à jouer. Elle a précipité leur réflexion sur l'avenir », poursuit ce Français de Bonn. Les financiers allemands se serrent les coudes, se regroupent en association pour défendre Francfort et mettent les bouchées doubles pour développer leur place.

En quelques années, le marché à terme de Francfort parvient à se hisser à la première place, devant le

Liffe de Londres et le Matif parisien, et l'indice DAX des valeurs allemandes a triplé. Francfort lance, début 1997, un Nouveau Marché, qui accueille plus de 60 entreprises, dans un vivier estimé à 1 500. La loi financière allemande est modernisée : les entreprises peuvent désormais racheter leurs propres actions, adopter des nouvelles comptabilités internationales ou émettre des stock-options. Cet été, la place de Francfort signe un accord de coopération boursière avec Londres, n'hésitant pas à laisser Paris, avec laquelle elle était pourtant en négociation, au bord du chemin. Francfort est devenue la place dominante de l'Europe

continentale. C'est au lendemain de la guerre que les Américains ont fait de Francfort la capitale financière allemande, alors que rien ne l'y prédestinait : la ville avait été évincée par Berlin pendant près d'un siècle. Fondée par Charlemagne à hauteur d'un gué sur le Main, passage, depuis l'âge de bronze, entre le nord et le sud de l'Europe, la ville est commerçante avant d'être financière. Ses foires attirent depuis 1240 les marchands venus de toute l'Europe. Ville libre, Francfort est choisie par la Bulle d'Or de 1356 comme lieu d'élection impériale. Trente-six rois et dix empereurs romains germaniques y seront couronnés. La Bourse est fon-

dée en 1585, tandis que des générations de banquiers juifs et protestants en font une concurrente de Paris et Londres. Au XVIII^e siècle, Meyer Amschel Rothschild, petit changeur, crée sa propre maison et envoie ses cinq fils investir toute l'Europe.

SANS INDUSTRIE

Mais l'Histoire se détourne de la ville au milieu du XIX^e siècle. En 1848, sous l'influence de la révolution venue de France, une assemblée nationale se réunit à l'église Saint-Paul, première tentative démocratique allemande, qui sera défilée par les princes. En 1866, Francfort est annexée par Bismarck et perd son statut de ville libre. Privée de ressources charbonnières, elle « manque » la révolution industrielle, qui a lieu dans le bassin de la Ruhr et à Berlin. Elle réserve mauvais accueil aux industriels chimistes, contraints de s'installer hors de ses frontières, à Höchst. Les banques de l'Allemagne moderne s'installent à Berlin : la Deutsche Bank y naît en 1870 ; la Commerzbank, créée la même année à Hambourg, et la Dresdner Bank, fondée à Dresde deux ans plus tard, rejoignent bien vite la capitale du Reich, où réside la banque centrale et où sont installés de nouveaux industriels comme Siemens.

En installant son quartier général dans l'énorme bâtisse du géant chimique IG Farben, rare immeuble épargné – volontairement dit-on – par les bombardements, le général Eisenhower prépare la renaissance de Francfort. Devenue le siège de l'administration économique provisoire de la zone anglo-américaine, la ville accueille logiquement en 1948 la Bank Deutscher Länder, l'ancêtre de la Bundesbank.

C'est également via Francfort qu'afflue, à partir de 1949, l'aide américaine du plan Marshall. De

nombreuses institutions quittent Berlin, marginalisée par la partition du pays, pour Francfort. Les banques régionales et étrangères, attirées par la présence de la banque centrale, suivent. Elles sont aujourd'hui au nombre de 400, dont 140 étrangères.

Francfort n'impose pas immédiatement sa suprématie : il faut compter avec la concurrence de Hambourg, Munich et surtout Düsseldorf, capitale de la Ruhr. En 1957, les trois « grandes » banques (Deutsche Bank, Dresdner Bank et Commerzbank), demeurées chacune, dix ans plus tôt, en une dizaine de banques régionales, sont autorisées à se reconstituer. Le choix de Francfort n'est pas évident : la Commerzbank lui préfère ainsi Düsseldorf. Mais la crise de la sidérurgie condamne Düsseldorf au déclin. Sa Bourse, plus importante que celle de Francfort dans les années 50 et 60, est définitivement distancée au début des années 80.

Au fil des décennies, Francfort a su profiter de son ouverture internationale, de son aéroport, qui en fait la plaque tournante de l'Allemagne, et du rôle croissant de la Bundesbank, qui lui avait permis d'être, depuis le début, leader sur le marché obligataire. En 1992, les Bourses régionales allemandes (Frankfurt, Munich, Düsseldorf, Hambourg) fusionnent sous l'égide de Francfort, où a lieu aujourd'hui 80 % de l'activité boursière du pays. De nationales, les ambitions des hommes de Francfort sont devenues européennes, voire mondiales. Même si elle est contestée, la fusion de la Deutsche Bank avec l'American Bankers Trust est là pour le rappeler : le « paradis » de la place financière de Francfort va devenir la première banque mondiale.

Ar. Le.

TROIS QUESTIONS À...

PETRA ROTH

1 Francfort-sur-le-Main, dont vous êtes le maire, a obtenu le siège de la Banque centrale européenne (BCE). Quels en sont les avantages ?

La BCE est d'abord un facteur de prestige pour l'image de la ville, à l'intérieur mais aussi en dehors de l'Europe. Francfort profite également de la BCE en tant que place financière : il est important, pour beaucoup de prestataires de services financiers, d'être présents sur le lieu du siège de la BCE. C'est ici que la politique monétaire européenne se décide. Francfort fait partie des trois centres de décision les plus importants où se façonne l'avenir de l'Europe. Enfin, Francfort profite économiquement de la présence de la BCE. Son arrivée est identique à celle d'une grande entreprise qui doit satisfaire ses besoins en conseil juridique, en télécommunications, en sécurité...

2 Comment expliquez-vous le succès, récent, de la place financière de Francfort ? Doit-elle devenir la première d'Europe ?

Une impulsion importante a sûrement été la candidature de Francfort pour accueillir le siège de la BCE. Le gouvernement fédéral a beaucoup amélioré l'environnement législatif. Les institutions et les établissements de Francfort ont aussi joué leur rôle. Cela s'est traduit par la fondation de l'Association pour la défense de la place financière de l'Allemagne. Enfin, Francfort est une ville internationale où le climat est favorable à l'économie et la vie culturelle riche.

Je ne souhaite pas m'exprimer sur le classement des grandes places financières dans le futur ou sur le fait de savoir s'il existera encore une distinction claire par marchés nationaux. Je pense, là, aux coopérations qui existent déjà entre les Bourses de Londres et Francfort, entre Euronext (DTS) et Paris, ou entre Deutsche Börse et Zurich, avec le système commun de transaction Xetra. A Francfort, nous souhaitons naturellement conserver et consolider notre position.

3 La BCE a eu des difficultés à recruter des collaborateurs étrangers. Francfort a-t-elle une mauvaise image à l'étranger ?

Je pense que le problème des collaborateurs étrangers de la BCE concerne le comportement de la BCE vis-à-vis de ses collaborateurs. Francfort a fondé un nouveau bureau chargé des affaires européennes, dont la mission est de soutenir le travail de la BCE et de ses collaborateurs dans la ville. Pour la communauté étrangère, nous avons initié, il y a deux ans, la fondation d'une deuxième école internationale. Nous soutenons la France pour la construction de la nouvelle école française. Dans nos propres écoles, nous offrons de nombreux cours bilingues. Pour la première fois cette année, nous avons organisé des manifestations spéciales, pour faciliter l'arrivée des nouveaux collaborateurs de la BCE et d'autres entreprises. Je peux vous dire que j'ai un retour très positif sur notre ville de la part des hommes d'affaires étrangers.

Propos recueillis par
Arnaud Leparentier

Dernière ligne droite pour les 35 heures dans la banque

POUR SAUVER la négociation sur les 35 heures, l'Association française des banques (AFB) a gagné un peu de temps : elle n'a remis les derniers amendements au projet d'accord qu'elle propose aux syndicats de la branche (qui comprend plus de 200 000 personnes) que mardi 29 décembre.

La dernière rencontre paritaire avait eu lieu le 11 décembre. Une séance de signature est programmée lundi 4 janvier à 10 heures. D'ici là, le syndicat SNB-CGC, numéro deux du secteur derrière la CFDT, aura arrêté sa position sur le texte. Pour l'heure, sur les cinq organisations syndicales de la branche, il apparaît comme le seul susceptible de signer le projet. L'AFB, qui souhaitait avoir au moins deux syndicats signataires (SNB-CGC et CFDT), voire trois (avec FO), serait aujourd'hui prête à s'en contenter.

Le SNB réservera sa décision jusqu'au lundi 4 janvier dans la matinée, après la réunion de son bureau exécutif. Avant la réunion du 11 décembre, ses négociateurs avaient été mandatés pour signer un accord à condition que certains points soient améliorés dans les dernières propositions de l'AFB. Jusqu'à présent, le SNB estimait n'avoir pas obtenu suffisamment de concessions. Avec les derniers efforts patronaux, Jean-Claude Létang, secrétaire général du SNB, estime être revenu dans le cadre du mandat.

L'AFB a accordé deux dernières concessions dans le document final adressé aux syndicats : elle s'engage à ramener le contingent d'heures

supplémentaires à 110 heures en 2002, alors que, jusqu'à présent, elle s'y était simplement déclarée favorable. L'AFB fait aussi un effort sur les jours de repos : le projet d'accord prévoit d'obliger les entreprises à ouvrir une négociation en vue d'une réduction complémentaire du temps de travail pouvant représenter 12 jours de repos supplémentaires, au lieu de 11 jours prévus précédemment. Ces 12 jours s'ajoutent aux 25 jours de congés payés légaux et du 1^{er} mai, et surtout aux 17 jours de repos supplémentaires accordés par la branche. Ces derniers se décomposent, dans le projet d'accord, entre 8 jours fériés et 9 jours ouvrés à la disposition du salarié.

EXPIRATION

Pour l'AFB, cela ramène la durée de référence annuelle du travail à 1 610 heures (contre 1 643 heures dans les accords signés dans la métallurgie ou le BTP). Le patronat a également confirmé qu'il s'engageait à ouvrir des négociations sur les préretraites avant mars 1999.

Le SNB trouve le projet plus équilibré et souligne, en particulier, que peu d'accords de branches se sont jusqu'à présent engagés sur le maintien des salaires, ce que fait l'AFB. Pour les autres organisations, l'AFB n'accorde toujours qu'un seul jour de congé supplémentaire au niveau de la branche au titre des 35 heures, et tout reste encore à négocier dans les entreprises. Il ne peut donc emporter la signature de la CFDT, la CFDT ou de FO. La situation existante repose sur une convention collective très favorable. Dénoncée par le patronat bancaire, elle expire le 31 décembre 1999.

Sophie Fay

La SNCF transporte 500 emplois de Paris à Nantes

NANTES

correspondance

« On sait maintenant qu'on ne mène pas correctement une décentralisation contre le gré des salariés concernés. Or, Nantes est arrivée largement en tête de la consultation organisée en interne. » C'est ainsi que Jacques Venet, de la direction de l'organisation de la SNCF, explique, mardi 29 décembre, le choix, par l'entreprise ferroviaire, de Nantes au détriment de Rennes et Bordeaux dans le cadre d'un important programme de décentralisation. La SNCF délocalise dans la capitale des Pays de la Loire la délégation au service information voyageurs. Actuellement basée dans le XVIII^e arrondissement de Paris et composée essentiellement d'informaticiens, cette délégation gère le développement des services et études de la SNCF et toute la logistique voyageurs, qui n'est pas du ressort de la commercialisation, confiée à Socrate, à Lille.

Nantes héritera, au total, de 500 emplois : 330 emplois directs de la SNCF (techniciens supérieurs et ingénieurs en informatique) et 170 emplois indirects, dans les sociétés de service informatique dont la délégation est consommatrice. Un bâtiment de 10 000 mètres carrés représentant un investissement de 85 millions de francs sera élevé sur le terrain de la friche industrielle de l'ex-biscuiterie Le-

févre-Utille, à deux pas de la gare qui relie Paris en deux heures par le TGV Atlantique. Une centaine de personnes arriveront dès l'an 2000, 200 autres en 2001 et les 200 dernières en 2002.

Les collectivités locales – les conseils régionaux et généraux à majorité RPR et le district et la municipalité socialiste de Jean-Marc Ayrault – ont su parler d'une seule voix, par l'intermédiaire de l'Agence de développement économique de l'agglomération nantaise (ADEAN) pour proposer un financement par crédit-bail doté d'une aide publique globale de 24 millions de francs. Cela correspond à 28 % de l'investissement de base.

UNE EXCELLENTE AFFAIRE

C'est à la fois beaucoup et très peu si l'on considère qu'à partir de 2003 le service devrait générer près de 25 millions de francs de taxe professionnelle par an. L'agglomération nantaise fait donc une excellente affaire, d'autant que l'arrivée de 500 familles laisse espérer des retombées non négligeables sur la consommation. Bordeaux et Rennes peuvent être déçues, surtout la seconde, qui proposait une aide publique sensiblement supérieure à celle de Nantes. On parle de 25 millions de francs, sans même compter l'apport de la municipalité nantaise.

Louis Gallot, président de la SNCF, a préféré respecter le souhait des salariés et faire confiance à l'expérience de Nantes en matière de décentralisations. Au fil des années, la ville a ainsi accueilli d'importants services tertiaires du ministère des affaires étrangères, de l'Insee, mais aussi, plus récemment, de l'Unedec et de La Poste. La Poste est en train d'achever un programme de décentralisation de deux services, l'un financier (sur le même site de l'ex-usine LU), l'autre informatique, qui entraîneront l'arrivée de 820 emplois qualifiés à Nantes.

En accompagnant les salariés et leurs conjoints dans de vastes forums de découverte de la région et de ses services, en organisant pour l'occasion des entretiens personnalisés d'aide à la recherche d'emploi et de logement, les collectivités locales ont acquis un savoir-faire que la SNCF a visiblement trouvé à son goût. « Nantes conforte ainsi sa position de métropole des services du grand Ouest, particulièrement dans le secteur des technologies de l'information », résumaient, mardi, avec optimisme les élus des conseils généraux et régionaux, du district et de la ville, dans un communiqué commun. Il n'y aura que les mauvaises langues pour dire que la position de Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée, a également pu jouer un rôle. (Métier.)

Les catastrophes naturelles se sont accumulées en 1998

APRÈS DEUX ANNÉES plutôt décevantes, l'année 1998 aura été désastreuse en termes de catastrophes naturelles. Elles ont fait 50 000 morts dans le monde, et plus de 90 milliards de dollars (504 milliards de francs) de dégâts selon le bilan annuel de l'Allemagne Munich Ré, premier réassureur mondial. Le bilan humain est presque quatre fois plus lourd qu'en 1997 (13 000 morts) et le bilan financier trois fois plus élevé (30 milliards de dollars). L'année 1998 est l'une des quatre plus meurtrières de ces dernières décennies. Sur le plan financier, seul le tremblement de terre de Kôbé, en

1995, avec 180 milliards de dollars a été plus coûteux.

Les compagnies d'assurances ne supporteront qu'un peu moins de 17 % du coût des dégâts (environ 15 milliards de dollars). Les comptes des réassureurs, gonflés par les deux précédents exercices, ne devraient pas trop être affectés pour 1998. Le cyclone Georges, qui a touché les Antilles et le golfe du Mexique, a coûté 10 milliards de dollars, dont 3,3 milliards étaient assurés. Le cyclone Mitch qui s'est abattu sur l'Amérique centrale en novembre, qui a fait au moins 11 000 morts et de nombreux dégâts, n'était que faiblement assuré.

De même, les inondations en Chine, qui représentent la catastrophe la plus coûteuse (30 milliards de dollars), n'étaient quasiment pas assurées. En Europe, la catastrophe la plus importante a été la vague de froid de la mi-novembre, qui a fait plus de 215 morts de la France à la Russie.

Tandis que la moyenne des dernières années était de 530 à 600, pas moins de 700 événements naturels graves sont survenus en 1998. Mais la fréquence n'explique pas tout. Le phénomène climatique El Niño, qui perturbe le climat de la planète depuis mars 1997, est l'une des raisons de cette dérive. « 1998 a

été l'année la plus chaude depuis 150 ans », a noté Munich Ré. Pour l'avenir, le réassureur allemand ne cache pas son inquiétude : « La modification croissante du climat par l'homme entraînera inévitablement des phénomènes naturels extrêmes », a relevé Gerhard Benz, directeur de la section des sciences de la Terre chez Munich Ré. « Des mesures drastiques de protection de l'environnement ne suffiront pas à empêcher des catastrophes naturelles de plus en plus grandes et coûteuses dans le monde », a conclu le réassureur.

Pascal Santi
(avec AFP et Reuters)

مركز الأمل

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **INTEL** : le groupe américain a annoncé, mardi 29 décembre, avoir ramené sous les 100 dollars le prix de vente de ses microprocesseurs Celeron destinés aux micro-ordinateurs à moins de 1 000 dollars. Intel, qui est devancé sur ce marché par AMD et Cyrix, proposera de nouveaux Celeron plus puissants début 1999.

● **CAVES DE ROQUEFORT** : les groupes Sodagri (Crédit agricole) et Besnier détiennent 97,12 % du capital de Caves de Roquefort au terme de l'offre publique de retrait visant cette société, a indiqué, mardi 29 décembre, le Conseil des marchés financiers (CMF).

● **ABB** : Standard & Poor's a baissé la notation à long terme du groupe helvético-suédois Asea-Brown Boveri (ABB), de « AA » à « AA- ». Tout comme Moody's, Standard & Poor's avait placé ABB sous surveillance depuis la mi-octobre, suite à l'annonce de la reprise du groupe néerlandais Elsas Bailey, spécialisé dans l'automatisation, pour 2,1 milliards de dollars.

● **AIR IVOIRE** : la compagnie aérienne ivoirienne Air Continental (3,75 millions de francs de capital) est seule candidate à la reprise de 51 % du capital d'Air Ivoire, compagnie aérienne nationale en proie à de graves difficultés financières. Air Continental a proposé de céder à l'Etat ivoirien 49 % de son capital, contre les 51 % d'Air Ivoire.

● **AIR SÉNÉGAL** : le gouvernement sénégalais a décidé de céder 51 % de la compagnie nationale. Des offres devront être déposées avant le 26 février 1999. La privatisation se fera par une augmentation du capital.

SERVICES

● **BELGACOM** : l'Etat belge vendra ses 50,1 % de l'opérateur téléphonique à annoncé, mardi, le premier ministre belge Jean-Luc Dehaene (chrétien-démocrate) dans un entretien au quotidien *Le Soir*. Le ministre de l'économie Elio di Rupo (socialiste) a, pour sa part, indiqué qu'il n'a pas l'intention de privatiser Belgacom.

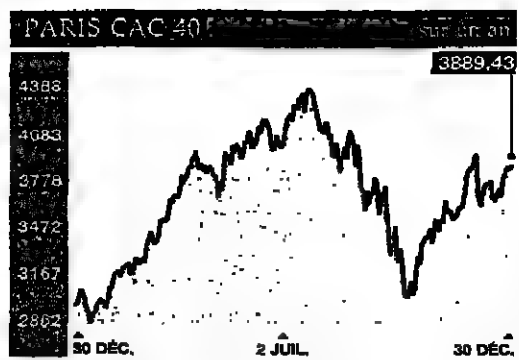
● **RADIOTÉLÉPHONE** : le ministre italien de la communication a demandé, mardi, au gouvernement l'autorisation de lancer l'appel d'offres pour l'attribution d'une quatrième licence de téléphonie mobile. Cet appel d'offres a été retardé suite au changement de gouvernement en octobre.

● **HALLIBURTON** : la première firme américaine de services pétroliers va supprimer 2 750 emplois. Cette réduction de 2,7 % de ses effectifs résulte de la faiblesse persistante des cours du brut ainsi que de la réduction des dépenses d'exploration et de prospection prévues par les compagnies pétrolières, a expliqué le groupe.

● **PREUSSAG** : le groupe industriel allemand diversifié dans le tourisme a annoncé, mardi, avoir signé le rachat de la chaîne d'agences de voyage allemande First (560 agences de voyage). First, qui emploie 3 500 personnes, réalisera cette année un chiffre d'affaires d'environ 3,6 milliards de marks.

● **TRANSPORTS** : la grève des bus a été reconduite pour la journée du mercredi 30 décembre à Nancy, où un bus sur deux circulait dans la matinée au quinzième jour du conflit le plus dur jamais observé dans ce secteur. Mardi, la compagnie des transports en commun de Nancy, la CGTE (groupe Vivendi), a proposé au personnel la journée de 7 heures, contre 7 heures 48 actuellement. Cette mesure conduirait à l'embauche de trente personnes au minimum. La CGT et le CGT se réclament aussi l'amélioration des rémunérations et des conditions de travail.

* Cotation, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : www.lemonde.fr/bourse



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses	Cours	Var. %	Var. %
GRANDVISION	140,20	+8,68	+43,37
CS SIGNAUMICS	12,50	+7,28	+128,34
SILIC CA	4,20	+5,78	+28,39
CANCOVE	1,10	+6,18	+10,00
ELF CARON	8,50	+4,82	+42,38
SEPRIMEG CA	3,95	+4,05	+28,39
CHRISTIAN DAL	1,10	+4,00	+10,00
BIS	1,10	+4,00	+10,00
RENAULT	2,15	+3,84	+44,71
DASSAULT SYST.	2,15	+3,82	+44,41

LES PLACES BOURSÈRES

PARIS

POUR LA DERNIÈRE journée de cotation en francs avant le basculement à l'euro, l'indice CAC 40 a cédé 0,1 % à 3 889,43 points à la mi-séance, mercredi 30 décembre. Le repli du dollar, à 5,60 francs, pesait sur la tendance. Toujours très entouré, le titre Grandvision (services optique et photo) a gagné à nouveau 3,4 %. Des rumeurs faisaient état de l'intérêt du groupe Pinault-Printemps-Redoute pour l'entreprise, mais les analystes n'excluaient pas que les ordres d'achat sur le titre puissent être liés à des opérations d'habillage de bilan. L'annonce de la démission de Bernard Amann du conseil d'administration de Diageo relançait les spéculations sur une cession par LVMH de sa part de 11 % détenue dans la société britannique. L'action LVMH cédait 0,6 %. Les parafarmaceutiques, notamment Elf Aquitaine (-0,2 %), Colfax (-0,9 %), Total (-1,2 %) et Bouygues Offshore (-1,9 %) reculaient aussi.

FRANCFORT

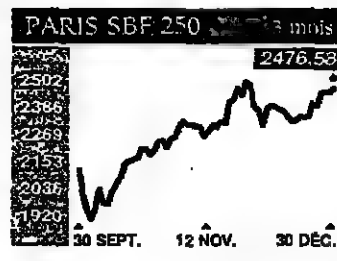
L'INDICE DAX a cédé 0,03 %, à 5 054,86 points, à l'ouverture de la Bourse de Francfort, mercredi 30 décembre. L'action DaimlerChrysler a progressé de 0,6 %. Selon le quotidien britannique *Daily Telegraph*, sa filiale DASA serait parvenue à un accord avec British Aerospace concernant les modalités de fusion entre les deux groupes. Les titres du secteur téléphonique avaient continué à souffrir, la veille, affectés par la guerre des tarifs.

LONDRES

L'INDICE FT 100 de la Bourse de Londres a gagné 1,26 %, à 5 941,5 points, mardi 29 décembre, soutenu par l'espoir d'une prochaine baisse des taux directeurs de la Banque d'Angleterre. Des rumeurs de fusions ont profité aux valeurs pharmaceutiques, notamment les titres Smithkline Beecham (+2,7 %), Glaxo Wellcome (+2,3 %) et Zeneca (+1,1 %).

Indices boursiers

Europe 12h30	Cours	Var. %	Var. %
PARIS CAC 40	3889,43	-0,04	-29,88
SBF 120	27,83	-0,02	-27,83
SBF 250	21,54	-0,03	-21,54
SECOND MAR.	10,30	-0,07	-10,30
MIDCAC	3,07	-0,09	-3,07
LONDRES FT100	5941,5	+1,26	+14,33
AMSTERDAM AEX	28,68	-0,02	-28,68
BRUXELLES BEL	45,30	-0,01	-45,30
FRANCFORT DAX	5054,86	-0,03	-18,28
MADRID IBEX35	37,82	-0,04	-37,82
MILAN MIB30	41,05	-0,01	-41,05
SUISSE SMI	15,11	-0,03	-15,11
STOCKHOLM	15,11	-0,03	-15,11
EURO STOXX 32	15,11	-0,03	-15,11
STOXX 50	15,11	-0,03	-15,11
EURO STOXX 50	15,11	-0,03	-15,11



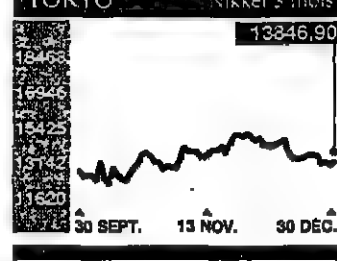
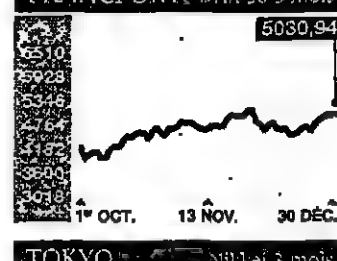
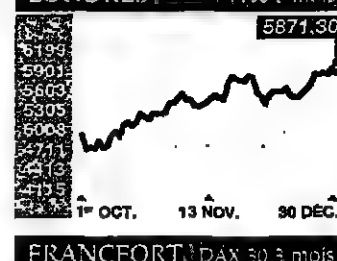
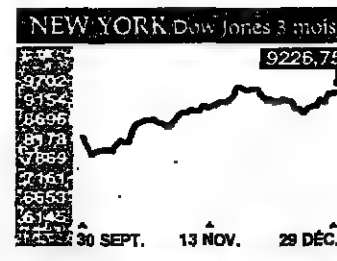
TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a terminé, mercredi 30 décembre, en très léger repli, affectée par les tensions sur le marché obligataire nippon. L'indice Nikkei a perdu 0,03 %, pour finir l'année à 13 842,17 points. La séance, écourtée en raison des congés du Nouvel An, s'est terminée à la mi-journée. Les échanges reprendront le lundi 4 janvier.

NEW YORK

WALL STREET a enregistré, mardi 29 décembre, sa huitième progression consécutive, pour terminer non loin de son dernier record établi le 23 novembre. L'indice Dow Jones a progressé de 1,02 %, à 9 320,98 points. L'indice Nasdaq, qui regroupe les valeurs technologiques, a clôturé sur un nouveau plus haut historique, à 2 181,77 points. L'indice Standard & Poor's 500 a également établi un record, à 1 241,81, avec un gain de 1,33 %.

Monde	Cours	Var. %	Var. %
NEW YORK DJ	9320,98	+1,02	+16,67
SP 500	1241,81	+1,33	+26,28
NASDAQ	2181,77	+0,03	+38,84
BUENOS AIRES M.	1,66	+0,45	+16,48
JOHANNESBURG	1,66	+0,45	+16,48
MEXICO BOLSA	1,66	+0,45	+16,48
SANTO DOMINGO	1,66	+0,45	+16,48
SÃO PAULO BOUL.	1,66	+0,45	+16,48
TORONTO FSE 100	1,66	+0,45	+16,48
ASIE 1015	1,66	+0,45	+16,48
BANGKOK SET	1,66	+0,45	+16,48
HONGKONG H.	1,66	+0,45	+16,48
SEOUL	1,66	+0,45	+16,48
SINGAPOUR ST.	1,66	+0,45	+16,48
SYDNEY ALL O.	1,66	+0,45	+16,48
TOKYO NIKKEI	1,66	+0,45	+16,48



Matières premières

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
MÉTALLS (LONDRES)	1,28	+0,08	+1,28
CUIVRE 3 MOIS	0,68	+0,08	+0,68
ALUMINIUM 3 MOIS	0,68	+0,08	+0,68
PLATINE 3 MOIS	0,68	+0,08	+0,68
ZINC 3 MOIS	0,68	+0,08	+0,68
NICKEL 3 MOIS	0,68	+0,08	+0,68
MÉTALLS (NEW YORK)	1,28	+0,08	+1,28
ARGENT A TERME	1,28	+0,08	+1,28
PLATINE A TERME	1,28	+0,08	+1,28
GRAINES DENRÉES	1,28	+0,08	+1,28
BLÉ (CHICAGO)	0,71	+0,08	+0,71
MAÏS (CHICAGO)	0,71	+0,08	+0,71
SOJA (CHICAGO)	0,71	+0,08	+0,71
SOJA TOURTEAU (CHICAGO)	0,71	+0,08	+0,71
SOFTS	1,28	+0,08	+1,28
CACAO (NEW YORK)	0,29	+0,08	+0,29
CAPI (LONDRES)	0,29	+0,08	+0,29
SUCRE BLANC (PARIS)	0,29	+0,08	+0,29

Pétrole

En dollars	Cours	Var. %	Var. %
BRENT (LONDRES)	3,17	+0,08	+3,17
WTI (NEW YORK)	1,06	+0,08	+1,06
LIGHT SWEET CRUDE	2,97	+0,08	+2,97

Or

En francs	Cours	Var. %	Var. %
OR FIN NILO BARRE	1,57	+0,08	+1,57
ONCE D'OR LONDRES	0,93	+0,08	+0,93
PIÈCE FRANCE 30 F.	0,06	+0,08	+0,06
PIÈCE SUISSE 30 F.	0,06	+0,08	+0,06
PIÈCE UNION LAT. 20 F.	0,06	+0,08	+0,06
PIÈCE 20 DOLLARS US	0,06	+0,08	+0,06
PIÈCE 10 DOLLARS US	0,06	+0,08	+0,06
PIÈCE 50 PESOS MEX.	0,06	+0,08	+0,06

TAUX

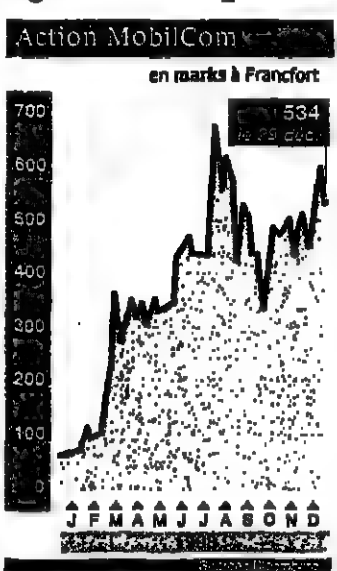
● **Japon** : le marché obligataire japonais a poursuivi sa chute, mercredi 30 décembre. Le rendement de l'obligation d'Etat à 10 ans est remonté de 0,125 %, à 2,01 %. La prochaine adjudication d'obligations d'Etat aura lieu jeudi 7 janvier. Après l'annonce par le gouvernement, la semaine passée, d'une augmentation de 23 % de ses émissions obligataires en 1999, les investisseurs redoutent que la demande soit insuffisante pour absorber l'ensemble des titres offerts.

● **Europe** : les marchés obligataires européens étaient stables, mercredi 30 décembre, à la veille du basculement à l'euro. Le contrat notional du Matif, qui traduit l'évolution des obligations d'Etat français à 10 ans, progressait de 2 centimes, à 111,33 points. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français s'inscrivait à 3,95 %, soit 0,08 % au-dessus du rendement du titre allemand de même échéance.

Valeur du jour : la guerre des prix affecte MobilCom

POUR LA DEUXIÈME journée consécutive, mardi 29 décembre, les valeurs des opérateurs téléphoniques allemands ont été maintenues à la Bourse de Francfort. Les investisseurs s'inquiètent des retombées financières de la guerre des prix s'annonçant, pour 1999, entre Deutsche Telekom et certains des nouveaux acteurs engagés sur le marché du téléphone depuis son ouverture à la concurrence le 1^{er} janvier 1998.

Mardi 29 décembre, le cours de l'action de Deutsche Telekom a perdu 2 % de sa valeur à la mi-journée, avant de finir la séance sur une très légère hausse (0,95 deutsche mark). La veille, l'opérateur avait vu le niveau de son action reculer de 1,6 %. Le même jour, le titre de MobilCom, l'opérateur qui s'est imposé comme son dauphin, avait accusé une baisse de 7 %. Mardi 29 décembre, l'action MobilCom a poursuivi sa baisse (-1,6 %). Cette agitation trouve sa source dans l'annonce par Deutsche Telekom de baisses drastiques de ses tarifs, pouvant atteindre 63 %, à compter du 1^{er} janvier 1999. Lundi 28 décembre, le quotidien *Bild* a laissé entendre que l'opérateur envisage de réduire de moitié (à 12 pfennigs la minute) le prix d'une communication nationale et de rendre son tarif de nuit (6 pfennigs la minute) valable dès 22 heures, au lieu de 2 heures du matin.



Jusqu'alors - à la différence de France Télécom - Deutsche Telekom n'avait pas procédé à de forts réductions de ses tarifs afin de couper l'herbe sous le pied de ses concurrents. Son image n'étant par ailleurs pas très bonne auprès des consommateurs. L'opérateur a ainsi laissé la porte grande ouverte aux nouveaux acteurs : il leur aurait déjà cédé un tiers du marché des communications longue distance (appels nationaux et internationaux).

Le grand bénéficiaire a été MobilCom, qui revendique 10 % de ce marché du téléphone longue distance. Cette entreprise, qui n'a pas investi dans la mise en place d'infrastructures - elle loue des capacités à différents opérateurs et revend des minutes de communication - a construit son succès sur une offre simple : 19 pfennig la minute quelles que soient l'heure et la zone appelée en Allemagne. Après avoir fait cadeau à Noël de tous les appels nationaux, MobilCom a annoncé, le 28 décembre, qu'elle proposera, à compter du 1^{er} janvier 1999, la gratuité sur les appels nationaux de 19 heures à minuit. A deux conditions : parler moins d'une minute et s'inscrire préalablement.

Philippe Le Cour
(avec AFP et Bloomberg)

MONNAIES

● **Euro** : à la veille de la fixation irrévocable des taux de conversion des monnaies nationales, l'euro, qui sera remplacé par l'euro au taux de un pour un, cotait, mercredi 30 décembre, 1,9622 mark et 6,58 francs. Face à la devise américaine, l'euro s'inscrivait en légère baisse, à 1,1730 dollar. Le montant des transactions était très limité, les opérateurs faisant preuve d'attentisme avant le grand choc monétaire du 1^{er} janvier. La zone euro connaîtra une croissance moindre mais pas de récession en 1999, a estimé, mardi, Otmars Issing, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE) dans un entretien à l'agence de presse économique allemande VWD.

● **Yen** : la monnaie japonaise s'est légèrement appréciée, mercredi 30 décembre, sur le marché des changes de Tokyo, face au dollar. Elle a terminé la séance à un niveau de 115,20 yens pour un dollar vert.

Cours de change	Cours	Var. %	Var. %
SW/12 12h30	1,9622	+0,0001	+0,0001
FRANC	6,58	+0,0001	+0,0001
DM	1,96	+0,0001	+0,0001
YEN (100)	115,20	+0,01	+0,01
YEN (100)	115,20	+0,01	+0,01
FLORIN	2,21	+0,01	+0,01
FR S.	1,97	+0,01	+0,01
LIVRE	0,60	+0,01	+0,01
ECU	0,85	+0,01	+0,01
DOLLAR	1,17	+0,01	+0,01

Taux d'intérêt (%)	Taux	Var. %	Var. %
FRANCE 2012	3,08	+0,01	+0,01
ALLEMAGNE	3,11	+0,01	+0,01
CDE-BRETAG.	3,09	+0,01	+0,01
ITALIE	3,17	+0,01	+0,01
JAPON	0,53	+0,01	+0,01
ETATS-UNIS	4,52	+0,01	+0,01
SUISSE	0,29	+0,01	+0,01
PAYS-BAS	2,28	+0,01	+0,01

Marché des changes	Cours	Var. %	Var. %
ALLEMAGNE (100)	322	+0,01	+0,01
AUTRICHE (100)	49,25	+0,01	+0,01
BELGIQUE (100)	16,08	+0,01	+0,01
CANADA	3,30	+0,01	+0,01
DANEMARK (100)	82,10	+0,01	+0,01
ESPAGNE (100)	3,01	+0,01	+0,01
ETATS-UNIS	5,31	+0,01	+0,01
FINLANDE (100)	104	+0,01	+0,01
CDE-BRETAGNE	8,97	+0,01	+0,01
GRÈCE (100)	1,74	+0,01	+0,01
IRLANDE	7,80	+0,01	+0,01
ITALIE (100)	3,13	+0,01	+0,01
JAPON (100)	4,88	+0,01	+0,01
NORVÈGE (100)	89	+0,01	+0,01
PAYS-BAS (100)	2,93	+0,01	+0,01
PORTUGAL (100)	3,63	+0,01	+0,01
SUÈDE (100)	84	+0,01	+0,01
SUISSE (100)	397	+0,01	+0,01

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 31 DÉCEMBRE 1998

SPORTS Pour la première fois dans l'histoire du sport américain, la Maison Blanche vient de débiter un budget de six millions de francs consacré à la lutte contre le dopage. Mais le comité

olympique des États-Unis (USOC) s'intéresse surtout aux cas recensés à l'étranger en demandant réparation pour ses athlètes battus par des concurrents dopés. ● **PLUSIEURS**

CHAMPIONS américains convaincus de dopage n'ont jamais été punis par leur fédération et certains ont même été réhabilités au mépris des sanctions infligées par les organismes de tutelle in-

ternationaux. ● **LE LAXISME** est également de mise dans les sports dits traditionnels comme en témoigne l'impunité dont bénéficie le joueur de base-ball, Mark McGwire, recordman

des « home-runs » et consommateur avoué d'androsténiol. ● **LE VICE-PRÉSIDENT** de la commission antidopage à l'USOC s'inquiète de la prolifération de dérivés anabolisants

Aux États-Unis, laxisme et incohérence entravent la lutte contre le dopage

La présomption d'innocence et l'indulgence des fédérations permettent à de nombreux athlètes américains contrôlés positifs d'échapper aux sanctions. La consommation de suppléments nutritifs composés de dérivés anabolisants est pourtant en augmentation constante

LOS ANGELES

correspondance

Aux États-Unis, le mot « dopage » est polysémique. Énoncé d'une voix péjorative quand il s'agit de montrer du doigt les progrès discutables des nageuses chinoises ou les performances titaniques des anciens athlètes du bloc soviétique, il n'est formulé qu'avec parcimonie dans les arènes nationales... pour certainement conjurer sa présence illicite. L'absence ou le laxisme des différentes politiques de lutte antidopage dans la plupart des championnats professionnels d'outre-Atlantique traduit une inquiétante fuite en avant habilement masquée par de récentes décisions médiatiques.

A la fin du mois de novembre, pour la première fois dans l'histoire du sport américain, la Maison Blanche a débiter un budget de six millions de francs, consacré au financement de la lutte antidopage. Mais cette enveloppe financière sera en réalité destinée à soutenir le Comité international olympique (CIO) dans sa politique d'invalidation des médailles gagnées, dans le passé, par les athlètes dopés.

Dans un document de dix pages adressé au président du CIO, Barry McCaffrey, le président de l'Office for National Drug Control Policy a vigoureusement plaidé pour l'établissement d'une institution planétaire indépendante chargée de la lutte antidopage. Barry McCaffrey, qui supervise le département chargé de la prévention des drogues à la Maison Blanche, a également insisté sur la nécessité d'harmoniser les politiques de lutte antidopage au niveau mondial en proposant des contrôles annuels « tournants » afin d'éradiquer ce fléau des Jeux olympiques. « Notre proposition est claire », a-t-il écrit dans son rapport, nous estimons que la famille olympique doit adopter un programme de lutte antidopage qui s'appliquerait 365 jours par an. » Évoquant l'influence des sportifs auprès des enfants, Barry McCaffrey, qui dirigera la délégation américaine au sommet sur le dopage organisé du 2 au 4 février 1999 à Lausanne, sous-baitrait élargir la liste des produits prohibés par le CIO.

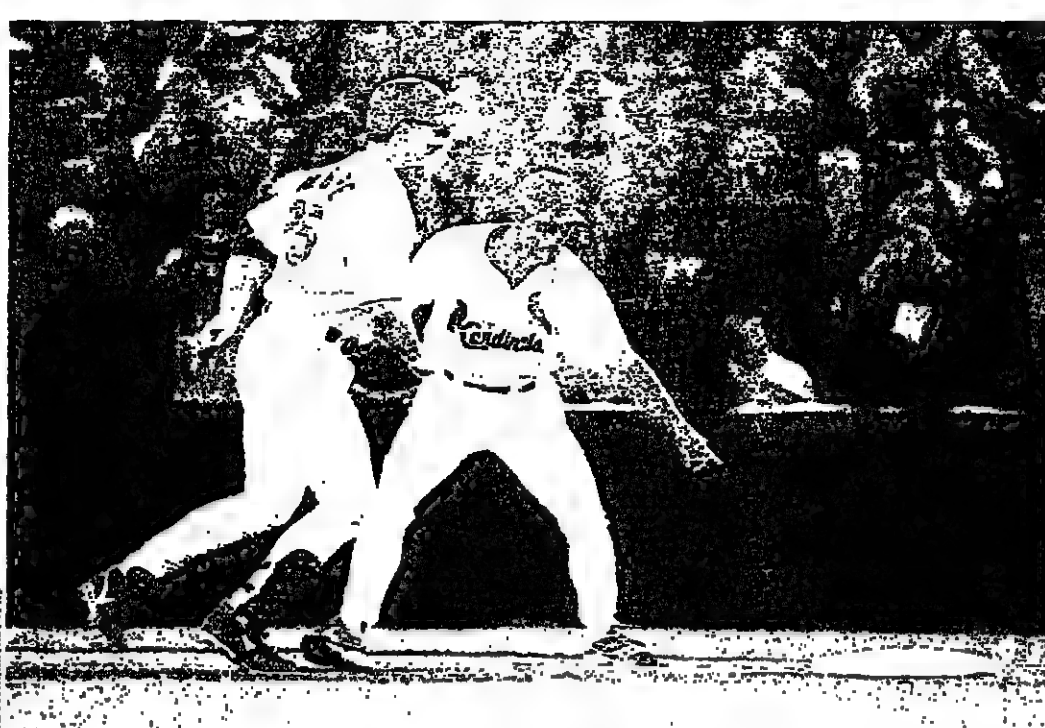
Mais, aux États-Unis, c'est la découverte d'un cas de dopage dans l'équipe féminine est-allemande de natation au relais 4 fois 400 mètres quatre nages, lors des JO de 1976, qui a brusquement réveillé certaines ardeurs procédur-

rières. L'équipe américaine ayant terminé à l'époque sur la deuxième marche du podium de Montréal, les responsables de l'United States Olympic Committee (USOC) ont immédiatement exigé une duplication des médailles d'or au profit des quatre nageuses américaines flouées. « Nous pensons qu'il s'agit là d'une simple question d'honneur », a estimé Bill Hybl, le président du comité olympique américain.

AVIS PARTAGÉ

Sur ce point, l'avis des athlètes semble pourtant partagé. Certaines échangeaient volontiers leur breloque d'argent contre une en or tandis que d'autres considéraient comme « factice et inutile » cette façon de vouloir récrire l'histoire olympique. Cette nouvelle lubie américaine, explicitement dirigée à l'encontre des anciens athlètes de la République démocratique allemande (RDA), pourrait se révéler être un piège si le CIO décidait soudain d'inspecter scrupuleusement le système des sanctions internes de certaines fédérations américaines vis-à-vis de leurs athlètes contrôlés positifs.

Dans cette optique, la Fédération américaine de natation se trouverait rapidement dans une position inconfortable. En effet, la nageuse Jessica Foschi, contrôlée positive aux stéroïdes en 1995, n'a jamais été sanctionnée. De la même façon, l'attitude souvent cavalière de la Fédération américaine d'athlétisme vis-à-vis de son organisme de tutelle international (IAAF) semble parfois marquée d'un profond mépris. Le 15 décembre, par exemple, le Doping Hearing Board de la Fédération américaine d'athlétisme a tout simplement annulé la suspension de deux ans que l'IAAF avait infligé



Utilisateur d'androsténiol, le joueur de base-ball Mark McGwire a été élevé au rang de héros national aux États-Unis après avoir battu le record historique des « home-runs »

gé au sprinter américain Dennis Mitchell. Ce spécialiste des relais 4 fois 100 mètres avait été testé positif à la testostérone, le 1^{er} avril, lors d'un contrôle inopiné réalisé à son domicile de Gainesville, en Floride. Désormais, il peut continuer ses tours de piste sur le territoire américain... en toute impunité.

Le cas de Mary Slaney est tout aussi éloquent. Contrôlée positive à la testostérone en 1996, cette athlète de 40 ans, star américaine des courses de longue distance, a été sanctionnée par sa Fédération en mai 1997. Trois mois plus tard, elle était réhabilitée en catimini.

Encore une fois, la Fédération internationale a dû intervenir pour protester et un réexamen de cet éprouvé dossier a été prévu pour janvier 1999 malgré les réticences des dignitaires américains accusés de « traîner les pieds ».

Contrairement à l'athlétisme qui, comme toutes les disciplines amateurs, est régi par le CIO et ses antennes nationales, le dopage dans les sports traditionnels (basket-ball, base-ball, hockey sur glace et football américain) est contrôlé par des ligues professionnelles omnipotentes et peu enclines à dépenser des millions de dollars pour « faire le mé-

nage ». Récemment, la Major League Base-ball (MLB) a toutefois nommé une commission médicale afin de diligenter une enquête scientifique destinée à mieux connaître les effets secondaires des produits énergétiques douteux tels que l'androsténiol.

PRISE DE CONSCIENCE

De son côté, la National Football League (NFL) a publié avec fierté les derniers chiffres de sa commission antidopage. Sur les 1500 joueurs contrôlés en 1997, seulement huit ont été convaincus de dopage, soit deux de moins

qu'en 1996 et 1995. Dans les années 1980, la moyenne annuelle de footballeurs dopés oscillait plutôt entre vingt et trente. Mais l'exemple du football américain n'est pas vraiment représentatif dans la mesure où la NFL est la seule ligue professionnelle d'outre-Atlantique à posséder une liste stricte de produits prohibés. Dans le championnat de NBA (National Basketball Association), l'héroïne et la cocaïne sont pour l'instant les deux seuls dopants répertoriés alors que la National Hockey League (NHL) ferme les yeux depuis de longues années sur l'utilisation de Sudafed – médicament stimulant à base de pseudoéphédrine utilisé pour combattre les rhumes, le Sudafed permet d'augmenter la capacité de résistance de l'organisme – par la majorité des joueurs américains.

« Le phénomène de la prolifération des suppléments nutritifs composés de dérivés anabolisants est assez préoccupant, notamment chez les jeunes athlètes », note David Joyner, le vice-président de la commission antidopage au comité olympique américain. L'USOC, qui a voté en décembre un budget de 75 millions de francs destiné à la lutte antidopage pour les quatre prochaines années, a révisé 4000 contrôles sur sites et près de 7300 contrôles inopinés en 1997. L'évolution est d'ailleurs prévue à la hausse.

Malgré cette prise de conscience, deux récents cas de dopage sont curieusement passés inaperçus. Les décès, en janvier 1998, de trois jeunes lutteurs universitaires qui tentaient désespérément de gagner du poids ont incité les responsables de la National Collegiate Athletic Association (NCAA) à renforcer les contrôles. Parallèlement, au cours de l'été, le contrôle positif à la nandrolone de la jeune joueuse de tennis Samantha Reeves a semé la panique au sein de la Fédération américaine de tennis peu habituée à ce genre d'affaires. « Victime » d'un supplément nutritif qui contenait de la Nor-Andro 19, un dérivé de stéroïdes, Samantha Reeves a toujours affirmé qu'elle avait été trompée par ce produit acheté sans ordonnance dans une pharmacie. Au bénéfice du doute, elle n'a pas été sanctionnée. Aux États-Unis comme ailleurs, la présomption d'innocence est encore la meilleure défense des athlètes suspects.

Paul Miquel

Tour d'Amérique de la prohibition sportive

● **La National Football League (NFL)** se distingue des autres ligues professionnelles en proposant une liste détaillée. L'organisme de tutelle du championnat de football américain interdit ainsi les stéroïdes anabolisants et ses substances dérivées, les hormones de croissance, les bêtabloquants, la gonadotrophine, les diurétiques et autres produits masquants ainsi que les suppléments nutritifs à base de produits interdits.

● **La National Basketball Association (NBA)** présente une liste assez réduite de produits dopants. Seules la cocaïne et l'héroïne sont interdites. L'une des pierres d'achoppement de la crise salariale de la NBA, qui paralyse le championnat depuis plus de cinq mois, est d'ailleurs une proposition de la ligue visant à ajouter la marijuana sur la liste des substances bannies.

● **La National Hockey League (NHL)** enlève la palme de l'opacité en interdisant « toutes les substances officiellement illégales ». C'est-à-dire tout et rien.

● **La Major League Base-ball (MLB)** proscriit la cocaïne, la marijuana, les amphétamines, les médicaments opiacés, les stéroïdes durs et la phencyclidine (PCP).

● **La National Collegiate Athletic Association (NCAA)**, qui est la fédération des championnats universitaires, possède une politique antidopage extrêmement stricte mais manque de moyens financiers pour faire respecter son éthique. La NCAA interdit tous les stimulants (dont la caféine et la cocaïne), la plupart des substances anabolisantes (dont l'androsténiol), les diurétiques, les « drogues de rue » comme l'héroïne ou la marijuana ainsi que

les hormones de croissance. La créatine, qui est considérée comme un produit dopant par la NCAA, est également prohibée dans les universités.

● **Le comité olympique américain (USOC)** retranscrit à la lettre la liste des produits proscriis par le CIO. Sont interdits : les stimulants (dont la caféine et la cocaïne), les analgésiques et narcotiques, les agents anabolisants, les dérivés de testostérone (dont l'androsténiol), les hormones de croissance, les diurétiques ainsi que les hormones peptidiques et glycoprotéiques.

Ben Johnson pourrait être réhabilité

Suspendu pour deux ans, le 24 septembre 1988, après avoir été déclaré positif aux stéroïdes anabolisants, la carrière de l'éphémère vainqueur du 100 mètres des JO de Séoul semblait terminée. Au début du mois de décembre le président de la Fédération d'athlétisme du Canada, John Treshner, a pourtant accepté d'une « manière exceptionnelle » de reconsidérer son cas : « Les membres de la Fédération ont indiqué qu'ils soutiendraient la procédure d'appel de Ben Johnson auprès du Centre canadien de l'éthique sportive. » La réhabilitation du sprinter passera par une étude de son dossier au Canadian Center for Ethics in Sports mais le coût financier d'une telle procédure a été estimé à 170 000 francs. Curieusement, ces frais devraient être pris en charge par le gouvernement fédéral canadien. Dans les prochains jours, un médiateur sera nommé pour examiner le dossier de l'athlète maudit. Ben Johnson sera convoqué devant cette commission ad hoc au mois de février 1999. « C'est une chance exceptionnelle de pouvoir songer à une réhabilitation », a noté son avocat, Gary Boyd. L'avenir de Ben Johnson est entre les mains du médiateur.

LOS ANGELES

correspondance

L'absence d'harmonie entre les principales ligues professionnelles américaines dans le domaine de la lutte antidopage confine à l'abus, comme en témoigne l'utilisation de l'androsténiol par le base-balleur Mark McGwire et le lanceur de poids Randy Barnes. Le premier, élu sportif de l'année par l'hebdomadaire Sports Illustrated, a été élevé au rang de héros national après avoir battu le record historique des home-runs que détenait Roger Maris depuis 1961. Le second risque une suspension à vie pour avoir ingurgité la même substance que son camarade base-balleur.

Ce non-sens est pourtant logique aux États-Unis, puisque l'androsténiol (un « pré-curseur » de la testostérone que l'on peut définir comme un composé de stéroïdes anabolisants) est autorisé par la Major League Base-Ball (MLB) mais interdit par le Comité international olympique (CIO) et la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF). Vendu légalement sous forme de pilules, l'androsténiol synthétique se transforme en testostérone dans le corps humain, après absorption de celle-ci, en augmentant le taux d'hormones mâles. Cette substance agit sur la force musculaire et les capacités de récupération des athlètes. Ses effets sont donc identiques à ceux des stéroïdes anabolisants.

La commission médicale du CIO tente actuellement de persuader les dirigeants américains de la MLB de proscrire ce produit, mais, pour

Deux poids, deux mesures

L'instant, aucune décision n'a été prise. « La santé de nos athlètes nous préoccupe », a souligné Bud Selig, le commissaire de la MLB, mais nous attendons les recommandations de nos médecins avant de nous prononcer sur l'avenir de l'androsténiol dans le championnat de base-ball. »

Le sort réservé à la créatine est tout aussi étonnant. Devenue l'indispensable potion magique des sportifs américains, cette version chimique et éponyme d'une substance naturelle sécrétée dans les reins et le foie, permet d'augmenter la masse musculaire et d'améliorer la récupération après l'effort. Considérée comme une alternative légale et naturelle aux stéroïdes (si elle est prise en grande dose), la créatine est en vente libre dans la plupart des magasins spécialisés d'outre-Atlantique.

UN LAISSER-ALLER ÉVIDENT

Aux vertus herculéennes de cette « poudre miracle » s'ajoute aussi la modicité de son prix. Un mois de traitement ne s'élève en effet qu'à 300 francs. Seul problème : ses effets secondaires sont encore inconnus. Malgré ces incertitudes scientifiques, Alexandre de Mèrode, président de la commission médicale du CIO, a récemment indiqué que ce produit ne serait pas ajouté à la liste des produits dopants. Et, aux États-Unis, aucun ligue professionnelle ne l'a interdit.

Même si la NFL a entrepris une campagne d'information sur les risques inhérents à la prise de créatine en grande quantité (crampes musculaires, déshydratation rapide), ses de-

tracteurs sont peu nombreux. Plusieurs clubs ont toutefois pris des mesures de rétention. Mark Asanovich, l'entraîneur des Tampa Bay Buccaneers, a interdit à ses joueurs d'introduire des tubes de créatine dans les vestiaires du club tandis que les coaches des Chicago Cubs et des San Diego Padre dissuadent les leurs d'entamer ce genre de traitement. Mais ces « illuminés » sont considérés comme des réactionnaires de mauvais poil. Parallèlement, les distributeurs de créatine ont su trouver des évangélistes charismatiques qui distillent subtilement la bonne parole par médias interposés.

John Elway, le quarterback des Broncos Denver devenu un véritable héros national depuis la victoire de son équipe au Super Bowl de 1998, est maintenant l'ambassadeur officiel de l'entreprise Experimental & Applied Sciences (EAS), spécialisée dans les produits énergétiques à base de créatine. Son impact sur les jeunes sportifs américains est d'une inquiétante efficacité.

Mais, au-delà de ces étranges libéralités, l'absence prouvée d'un programme strict de contrôles inopinés illustre le laisser-aller évident de la lutte antidopage au cœur des structures professionnelles régissant les sports américains. Le tour d'horizon des produits prohibés ressemble d'ailleurs à un véritable dédale juridique à l'intérieur duquel le sportif dopé peut évoluer sans jamais rencontrer la moindre éprouvette.

Pa. M.

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : le Paris Saint-Germain devait finaliser, mercredi 30 décembre, l'arrivée pour quatre ans et demi de l'attaquant messin Bruno Rodriguez. La transaction rapportera environ 50 millions de francs au club lorrain. Le PSG, qui a également recruté durant le marché hivernal des transferts le meneur de jeu montpelliérain Xavier Gravelaine et l'attaquant d'Everton (Angleterre) Mickaël Madar, n'a pas retenu, en revanche, le défenseur central brésilien du Milan AC, André Cruz.

■ **HOCKEY-SUR-GLACE** : l'équipe de France a gagné le 14^e tournoi du Mont-Blanc en s'imposant (11-0), mardi 29 décembre, à Megève (Haute-Savoie) face à la Suisse B grâce à un but de Patrice Fleutel. Le 27 décembre, les Français avaient été tenus en échec (4-1) à Saint-Gervais par une sélection slovaque avant de s'imposer (8-1) le lendemain à Annecy face au Danemark.

■ **SKI** : l'Autrichien Hermann Maier a remporté, mardi 29 décembre, sa première descente de la saison à Bormio (Italie) devant cinq de ses compatriotes. Le premier Français, Antoine Dénériaz, a terminé quinzième. Nicolas Burtin, qui a chuté après 40 secondes de course, s'est blessé au genou droit.

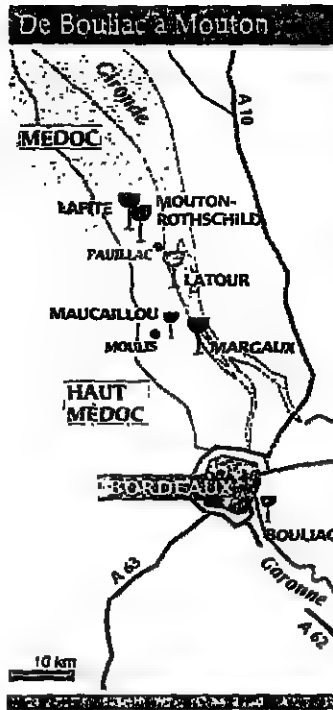
Arts sur vin en Aquitaine

Des pavillons de Jean Nouvel au musée de Philippine de Rothschild, nulle part sans doute mieux que le long de la Garonne la conjonction entre culture et viticulture est un succès

BORDEAUX
de notre envoyé spécial
Sur l'innocent et banal coteau de Bouliac, entre clocher et champ de vigne, les quatre ou cinq pavillons habillés de fer acacia, costauds et de tailles inégales, font toujours le même effet boeuf dix ans après leur érection. Sorti tout armé du cerveau de Jean Nouvel (architecte de l'Institut du monde arabe à Paris), à l'instigation de Jean-Marie Amat, chef bordelais à tête d'intellectuel, le Saint-James appartient maintenant de plein droit, et même plus, au paysage hôtelier et gustatif aquitain. Il reste néanmoins une curiosité architecturale que l'on vient spécialement voir même si les visites, sauf pour la clientèle, ont été supprimées depuis cette saison.

Les lits grèges trônant au milieu de la chambre, les salles de bains style clinique mais sans porte ni bidet, les lampes de chevet de la grosseur d'un œil de chat, les couloirs anthracite continuent de faire recette. Certes, dans le salon du petit déjeuner les sièges blancs ont été remplacés par des fauteuils noirs, le béton poli du sol a été nappé d'une moquette rouge franc et des lustres façon *Valse de Vienne* ont été ajoutés. « Mais avec l'accord de l'architecte ! », précise celui des trois jeunes fils Amat chargé de l'administration. Il nous désigne aussi ces autres novations autorisées que sont les cabines de verdure et la piscine-miroir peinte en noir, insérés dans le jardin regardant Bordeaux et la Garonne.

« On imagine des cavalcades dans les chambres, des meurtres dans les couloirs, des règlements de compte à table, des fouilletons, des mystères... quel bien que des his-



toires simples, des vacances par exemple, un peu de repos, encore, encore un peu d'oubli », vaticane Xavier Rosan dans *Le Festin*, la revue culturelle d'Aquitaine.

Tout cela évidemment n'existerait pas, ne rimerait à rien sans le prodigieux environnement viticole du Bordelais. Sur la rive médiane du fleuve, Mouton n'a aucun édifice pour manuel d'architecture moderne à exhiber, ni même une vraie gentilhommière Directoire ou Charles X, seulement un vin. « Le » vin, selon malins amateurs : Mouton-Rothschild, 1500 F, la bouteille pour le rouge de la cuvée 1995.

Racheté en 1853 par la branche

londonienne de la célèbre dynastie banquière, Mouton manqua d'une voix, dit-on, de figurer sur « la très courte liste des très grands crus », élaborée en 1855 par la chambre de commerce de Bordeaux à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris. Ce n'est qu'en 1973, presque à la fin d'une vie consacrée à la haute viticulture, que le baron Philippe obtint la « réouverture exceptionnelle » du cercle ultrafermé des Margaux et autres Lafite et Latour, pour qu'y soit « enfin » admis Mouton.

Cette « longue marche » n'est

tastevins, non sans succès d'ailleurs puisqu'elle a étendu au Chilly l'empire viticole américain inauguré en Californie par son père.

La succession a également enrichi le musée privé inauguré dans d'anciens chais de Mouton en 1962 par André Malraux - alors ministre d'Etat aux affaires culturelles du Général -, au nom de l'antique principe bacchique selon lequel « tout ce qui touche au vin touche à l'art ! ». Dans ces caves, où mûrissent lentement en fûts et barriques de chêne des générations de crus fameux produits par

A Mouton, près de 25 000 personnes défilent chaque année devant la tapisserie anamorphotique de Beauvais, les hanaps médiévaux d'Allemagne, les étiquettes de bouteilles commandées depuis 1924 aux artistes les plus cotés du moment

pas seule à faire de ce haut lieu du goût un endroit différent : de nos jours, le maître de céans est une native de Mouton, Philippine de Rothschild, une femme donc, ce qui est une entorse à la loi salique héréditairement appliquée depuis que vers 1750 prit son envol, à Francfort-sur-le-Main, la famille de commerçants en soieries et de changeurs travaillant à l'enseigne de l'Ecusson rouge (*Zum Roten Schild*). Qui plus est, Philippine est catholique, par sa mère Elisabeth de Chambrure, dans une vieille lignée israélite ; enfin elle est mariée à l'acteur Jacques Sereys et fut elle-même actrice, avant d'offrir au milieu de financiers et de

les 75 hectares alentour, trois cents objets, les plus divers et jusqu'aux plus cocasses (par exemple les chaussures à boire) de Sumar à Plesso, illustrent comme nulle part ailleurs la conjonction, la conjonction de la Vigne et de l'Art. A l'instar de la reine mère d'Angleterre en 1977, près de vingt-cinq mille personnes défilent chaque année devant la tapisserie anamorphotique de Beauvais, les hanaps médiévaux d'Allemagne ou les étiquettes commandées par la maison depuis 1924 aux artistes les plus cotés du moment : Cocteau, Carrou, Braque, Dalí, César, Miro, Soulas, Delvaux, Balhaus, etc.

Si après la bonne chère et les beaux-arts, on a envie de bouclier la boucle par les couilles, à savoir les techniques de vinification sous l'empereur Auguste ou sous le président Mitterrand, il suffit de s'arrêter, entre Paulliac et Bordeaux, à Maucallou, « excellent cru bourgeois » remontant à 1875. Là le propriétaire, Philippe Dourthe, a même prévu un système permettant de tester vos facultés olfactives, capitales autant que l'œil et les papilles, pour ceux qui, comme les Rothschild ou les Amat, veulent servir Sa Divinité le vin.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



PARTIR

■ LE NOUVEL AN CHEZ DISNEY. Une Saint-Sylvestre « chinoise » : c'est ce que propose, le 31 décembre, un Disney Village décoré d'une arche pa-rallèle à celle de l'ancienne cité impériale de Pékin, d'un jardin chinois et de deux statues géantes en forme de chien. Pour cette soirée, l'accès du Village sera privatif et l'entrée fixée à 150 F par personne avec deux bons de réduction de 50 F chacun pour les achats sur place. Au programme, dès 18 heures, concerts pop et rock puis parade chinoise, concert cubain (salsa, rumba et cha-cha-cha) et discothèque géante. Les restaurants seront ouverts jusqu'à 2 heures du matin, les bars jusqu'à 4 heures. Achat des places au guichet du dîner-spectacle « La Légende de Buffalo Bill » ou, sur place, le soir même.

*Informations au 01-60-30-20-20 et Minitel 3615 DISNEY VILLAGE.

■ AU FIL DU NIL. Pour découvrir les multiples facettes d'une Egypte prise des amoureux de culture et d'histoire, Jet Tours y propose une croisière de 8 jours/7 nuits sur le Nil, de Louxor à Louxor via les sites de la Haute-Egypte, ponctuée de visites (temple de Denderah, musée nubien à Assouan, nécropole thébaine à Louxor). Bateau de 27 cabines extérieures, l'*Eldorado Nile Fantasy*, récemment rénové, offre notamment aux passagers une petite piscine, un solarium, un mini-club pour les 4-11 ans ainsi que des animations. Départs garantis de Paris : 4 820 F par personne du 1^{er} janvier au 4 février (5 590 F du 5 février au 31 mars) avec le vol Paris-Luxor A/R, la croisière en cabine double (pension complète hors boissons) et les visites programmées. A certaines dates et selon disponibilités, prix spécial enfants, à partir de 2 700 F, de Paris.

*Dans les agences de voyages et Jet Tours. Renseignements au 01-43-15-70-12.

■ SEPT JOURS, SEPT ÎLES. Ouvrir chaque matin les yeux sur une nouvelle plage et appareiller chaque soir pour un nouveau voyage, c'est ce que propose, chaque samedi au départ de Paris (préacheminement optionnel de province : 550 F A/R), jusqu'au 24 avril, la croisière Caralbes programmée par Costa, à bord du *Costa Classica*, de Pointe-à-Pitre à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) via Saint-Barth, Saint-Martin, Serenay Cay, les îles Vierges, Antigua et Sainte-Lucie. Avec, sur les départs des 9 et 16 janvier, 27 mars et 3 avril, une réduction de 1 500 F accordée à toute personne partageant une cabine double. Prix à partir de 9 240 F par personne en cabine double intérieure (réduction déduite), 11 600 F en cabine extérieure, en pension complète (du petit déjeuner servi en cabine au buffet de minuit, des déjeuners buffet au bord de la piscine aux dîners à thème et à la soirée de gala) avec accès à toutes les activités et aux spectacles et fêtes nocturnes. A noter la gratuité, pendant les vacances scolaires, pour les enfants de moins de 18 ans partageant la cabine de deux adultes.

*Agences de voyages et renseignements au 0801-21-12-12.

■ BON WEEK-END EN VILLES. C'est le nom d'une formule touristique permettant de passer deux nuits d'hôtel pour le prix d'une dans 58 villes françaises, d'Aix-en-Provence à Albi, Versailles ou Vienne en passant par Besançon, Dijon, Nîmes ou Quimper. Un millier d'établissements participent à cette opération. Une façon agréable de découvrir le patrimoine et l'art de vivre de ces cités. Le mode d'emploi est simple : il suffit de choisir, sur la brochure du même nom, destination et hôtel (chambre de 260 à 800 F et plus) et de réserver au moins huit jours à l'avance. Selon les villes, cette offre est valable jusqu'au 31 mars ou au 31 octobre 1999. Brochure de présentation, bilingue français-anglais, indiquant en outre, pour chaque ville, les festivités à ne pas manquer. *Brochure « Bon week-end en villes », disponible auprès de la Protsi (280, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris; tél. : 01-44-11-10-47) et dans les offices de tourisme.

Carnet de route

■ Sites. L'église du temps d'Elisabeth d'Aquitaine à Bouliac-en-Médoc. Musée Mouton-Rothschild à Paulliac. Visites seulement sur rendez-vous, tél. : 05-56-73-21-29, entrée 30 F, prix pour les groupes. Fermé jusqu'au 4 janvier 1999. Musée des arts et des métiers de la vigne et du vin, 55480 Château-Maucallou, tél. : 05-56-58-01-25, ouvert chaque jour de l'année de 10 à 12 heures et de 14 à 18 heures, entrée 30 F. Dégustations payantes de vins

dans des deux musées. ■ Hôtel. Le Saint-James (Relais et Châteaux), 33270 Bouliac, tél. : 05-57-97-06-00. Chambres de 600 à 1 500 F. ■ Tables. Trois restaurants de Bouliac fonctionnent sous la griffe du chef Jean-Marie Amat. Le Saint-James (compter 500 F pour un repas gastronomique avec vin millésimé, tél. : 05-57-97-06-00. Fermé en janvier). Le Bistrot (repas à 200 F avec vin), tél. : 05-57-97-06-06. Fermé en janvier. L'Espérance (repas à 160 F avec vin), tél. : 05-56-20-52-16. A Bouliac

également, l'Auberge du Marais, où cuisine l'un des trois fils de Jean-Marie Amat (menus : 78 F à midi ; 135 F le soir), tél. : 05-56-20-52-17. ■ Lectures. *Fricassée de meurtres à la bordelaise*, gastro-polar de Pierre Leterrier et Jean-Pierre Miradakis, La Table ronde, 1994, 225 p., 110 F ; *Bordeaux, l'art et le vin*, de Robert Coustet, L'Horizon chimérique 1995, 150 p., 298 F (33000 Bordeaux, tél. : 05-56-51-20-83) ; *Les Rothschild, une famille bien ordonnée*, de Michel et Monique Pinçon, La Dispute, 95 p., 33 F.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Une chambre au château

Difficile, en ces jours de fêtes, de refuser un séjour raffiné à ceux que l'on aime. Tous les prétextes sont bons, à commencer par celui de (se) faire plaisir. De plus, le choix est simple, la plupart de ces établissements indépendants sont rassemblés au sein de quelques regroupements hôteliers. ■ Relais & Châteaux, relais gourmands. Fondée en 1954, cette association, aujourd'hui internationale, compte, dans 42 pays, 415 établissements de petite capacité (25 chambres, en moyenne, en France) dont les propriétaires, privés, se sont ralliés à la philosophie des « 5 c » : caractère, courtoisie, calme, cuisine et charme. Un art de vivre élégant et personnalisé, mesuré en blasons (bleu pour le relais de campagne, jaune pour un établissement exceptionnel), une toque rouge marquant les relais gourmands, ces temples de la gastronomie honorés de 2 ou 3 étoiles au Michelin. Le renom des Relais & Châteaux sera encore accru le 14 février prochain grâce à l'alliance avec la compagnie aérienne américaine United Airlines, dont le programme de

fidélisation Mileage Plus compte 25 millions de membres, soit autant de clients potentiels pour la chaîne hôtelière. Dès mi-janvier, Relais & Châteaux proposera également aux sociétés et aux particuliers des chèques-cadeau d'une valeur de 75, 150 et 250 euros (500, 1 000 et 1 500 F environ) valables un an et utilisables chez tous les membres affiliés. Autre formule, en France uniquement, les forfaits Lys de bronze (une nuit en chambre double, dîner et petit déjeuner, 1 700 F pour deux personnes), Lys d'argent (même formule, boissons comprises au dîner, 2 100 F), Lys d'or (même formule, en chambre double de luxe ou suite, déjeuner boissons comprises inclus, 3 700 F). Centrale de réservation au 01-45-72-96-50. Le guide international, édité en 5 langues, est offert dans les établissements de la chaîne ou expédié sur demande au 01-45-72-90-00 (frais de port 50 F). Site internet : www.relaischateaux.fr ■ Grandes Etapes françaises, fondée en 1957, regroupe 10 châteaux-hôtels 4-étoiles associant tradition, table et vins. Citons le château d'Escimont, ancienne demeure des La Rochefoucauld, en Ile-de-France, celui de Divonne, une gentilhommière proche de Genève, celui de Gilly, qui fut la

résidence des abbés de Cîteaux, ou le princier château d'Artigny (la décoration florale est exceptionnelle) qui surplombe l'Indre chère à Balzac. Chambres de 600 à 1 900 F selon l'établissement et forfaits valables un an : Séjour tradition (une nuit en demi-pension, boissons comprises, 2 450 F pour 2 personnes en chambre double) ou Week-ends musicaux (mêmes conditions pour 2 nuits, concerts, 4 500 F). Réservations et guide au 01-43-66-06-40. ■ La chaîne Châteaux et Hôtels indépendants (de 2 à 4 étoiles), créée en 1975, compte 474 établissements de caractère (châteaux, manoirs, bastides, moulins, prieurats, pavillons de chasse, fermes, hôtels particuliers) d'une vingtaine de chambres. Chambres doubles de 560 à 1 000 F et forfaits : Découverte (une nuit en demi-pension et visite de la région, 1 000, 1 200 ou 1 400 F pour 2 personnes selon le nombre de baumeuses), Etape et Golf. Réservations et guide 1999 (sortie le 15 mars) au 01-40-07-00-20. ■ Les Relais du silence, 320 maisons de caractère en Europe et au Canada dont 171 en France, classées 2 à 4 étoiles, privilégient le calme et servent une cuisine régionale (chambres doubles de 270 à 1 300 F, réservation au 01-44-49-90-00,

brochure au 01-44-49-79-00, frais de port 40 F), tandis que Bienvenue au château, qui regroupe 124 châteaux, manoirs et belles demeures de l'ouest de la France (chambres de 250 à 800 F, guide au 02-32-33-79-00), reçoit ses hôtes « comme des amis ». Quant aux Small Luxury Hotels of the World, présents dans 40 pays, ce sont quelque 250 établissements 4 et 5-étoiles, historiques pour la plupart, de petite capacité et très personnalisés (chambres de 500 à 2 000 F, réservation au 0-800-90-75-16, guide 40 F). Conséquence de la démarche d'Alain Ducasse, ex-membre des Relais & Châteaux (le 7 décembre, il a pris la direction des Châteaux et Hôtels indépendants), un repositionnement général des chaînes, attisé par la volonté de Régis Bulot, président international de Relais & Châteaux, qui interdit à ses membres la double appartenance. Une décision d'enseigne unique qu'approuvent ses pairs.

Danielle Tramard

Vos vacances sont sur Minitel

Special, départs immédiats
prix exceptionnels à partir
de 1000 offres !
Vols, séjours, circuits, croisières
à prix discount !
de 2000 locations, hôtels,
infs stations, enneigement

Offres de dernière minute !!!
3617 AIREVASION
3617 AIRVOL
3617 INFONEIGE

VOYAGES

Vols, séjours et circuits
Guides touristiques
Votre agence 24 h/24

3615 LEMONDE

SPORTS D'HIVER

Bulletins d'enneigement
et météo spécial skieurs
de plus de 360 stations

3615 LEMONDE

"EVASION" renseignements publicités : ☎ 01.42.17.39.40 - (fax : 01.42.17.39.25)

FESTIVAL Fin de siècle, manifestation organisée par le Centre régional de développement culturel (CRDC) de Nantes, accueille la ville de New York pour sa deuxième édition.

Deux cent cinquante artistes, musiciens, danseurs, acteurs, plasticiens, dont les deux tiers venus de la métropole de la Côte est, vont infiltrer une douzaine de lieux du 30 décembre au 2 janvier.

● PHOTOGRAPHIE de quelques-unes des facettes de l'art non officiel new-yorkais. Fin de siècle a mis en vedette sur ses affiches Renée Cox, alias « Rajé », photographe dont les grands panneaux publicitaires vantent les exploits d'une « wonder woman » noire.

● LA NUIT de la Saint-Sylvestre sera l'occasion d'une soirée consacrée aux musiques électroniques, très présentes dans le festival. Le guitariste Marc Ribot et le jazzman Joe Maneri figurent parmi les autres invités.

Fin de siècle accueille l'art non officiel new-yorkais

Pour sa deuxième édition le festival nantais reçoit, du 30 décembre au 2 janvier, des plasticiens, des musiciens, des danseurs, des acteurs de la « Grosse pomme ». Parmi eux, Renée Cox qui affiche sur des panneaux publicitaires géants les exploits d'une « Wonder Woman » noire, Rajé

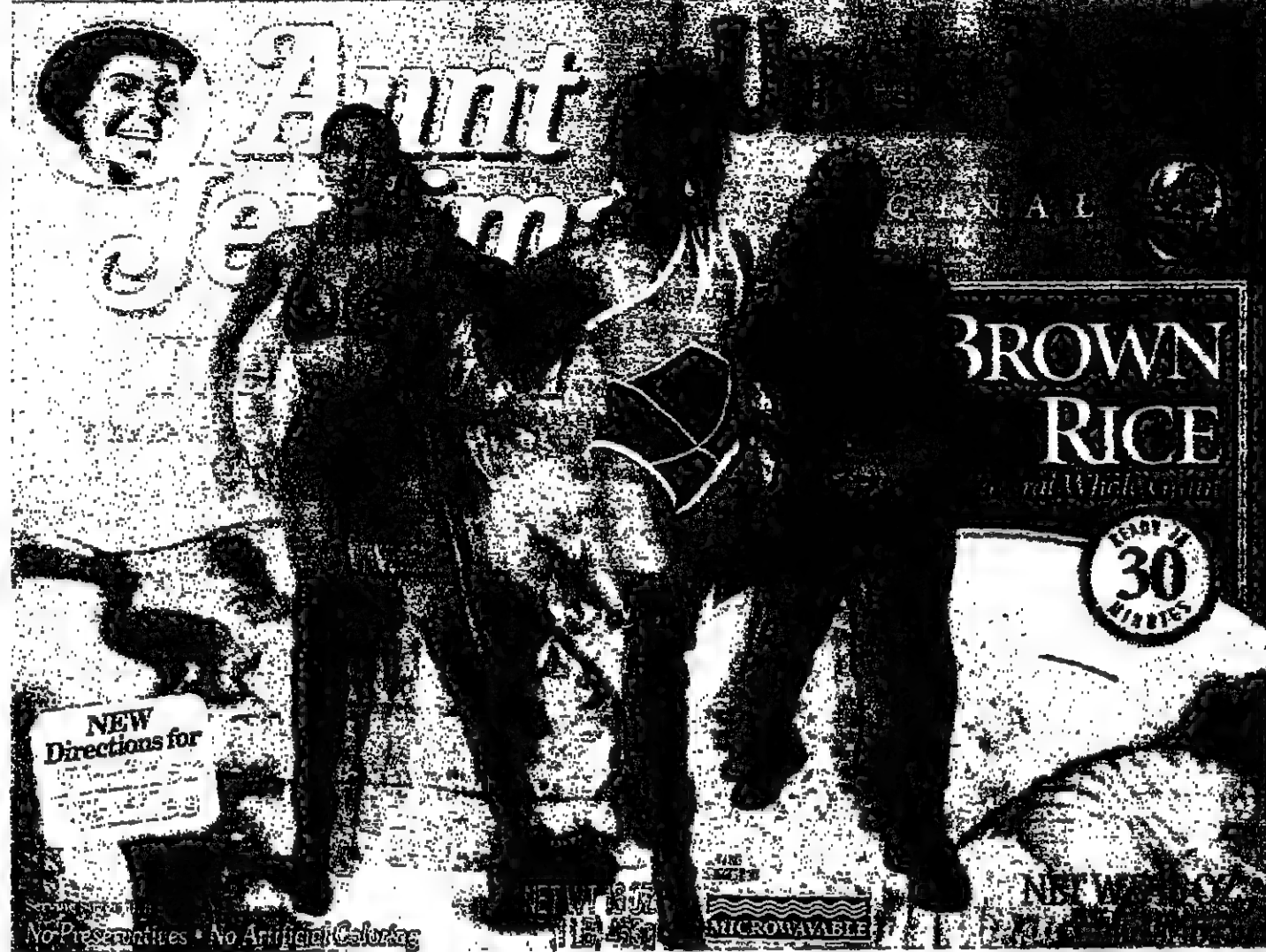
NEW YORK
de notre envoyée spéciale
Renée Cox vit à Soho, Manhattan. Née en Jamaïque, photographe de mode dans les années 80, elle s'est inventé un alter ego, Rajé, wonder woman noire qui règne sur New York et sur la terre, et affiche ses exploits sur les panneaux publicitaires géants qui sont la marque d'une société en progrès. Elle sera à Nantes, du 30 décembre au 2 janvier, pour le festival Fin de siècle, une manifestation qui veut dévoiler quelques-unes des multiples facettes du New York de l'art non officiel (techno illibéral, théâtre de marionnettes, avant-garde du jazz, arts plastiques...).

Les photos-montages de Renée Cox tiennent de la bande dessinée, du comic strip. Son héroïne y apparaît triomphante. Bottes fourreau à talons aiguilles, body aux couleurs de la Jamaïque, expression guerrière et corps parfait, Rajé-la-rage contrôle l'espace, écrase la terreur du Ku Klux Klan et le marché dominant. Rajé castagne du Blanc. Elle procède à la libération d'Uncle Ben's (le riz) et d'Aunt Jemima (les gâteaux), sortis manu militari de leurs emballages carton par ce Robin des Bois rasta qui vole d'oreille en oreille du Sphinx égyptien « profané » par les armées napoléoniennes.

GUERRE AUX STÉRÉOTYPES

À l'image de la New York souterraine, agitée de puissants mouvements tectoniques (maïeux, spirituels, économiques, migratoires...), Renée Cox « Rajé » est en guerre. Elle cogne sur les stéréotypes de la femme noire, bombe sexuelle ou pondeuse d'enfants - versions outrées de la maman et la putain occidentales. Chez elle (un loft), Renée Cox a disposé aux murs un échantillon de ses Mama's Series, autre volet de son travail, grands formats noir et blanc à taille humaine : elle, enceinte, nue, posant aux côtés d'un homme noir (Adam et Eve) ; ses enfants ; ses beaux-parents (Blancs, Français) en pyjamas, intimidés, « comme colonisés », explique Renée Cox - cheveux tressés, blouson et pantalon de cuir noir, bijoux vaudeux. Le féminisme a pris son essor dans les années 60. Mais aujourd'hui aux États-Unis, on ne peut toujours pas être à la fois noire, intelligente, travailler et être mère, sans problèmes.

Dans les années 80, Renée Cox fréquentait les milieux de la mode, de la frime new-yorkaise, les boîtes branchées et ses beautés « inconstantes et nombrilistes », repères d'artistes à tout prix - à New York, c'est un statut social. L'art est ici traité comme le carburant nécessaire à toute survie, et suffisamment maltraité pour ne bénéficier d'aucune aide institutionnelle, reproduisant ainsi le



Rajé délivre Aunt Jemima (les gâteaux) et Uncle Ben's (le riz) de leurs emballages en carton.

schéma d'une société à deux vitesses, où les artistes reconnus valent très cher, tandis que les autres n'ont rien. « Le soir de la libération de Nelson Mandela, en 1990, je suis allée à une soirée, toute excitée de la nouvelle. Mais l'assistance n'avait qu'un seul sujet de conversation : Donald Trump avait-il ou non demandé le divorce ? Je me suis dit : réveille-toi, il faut revenir à tes origines, savoir quoi donner à tes enfants. » Renée Cox passera deux ans au Whitney Museum of American Art de New York, puis à la School of Visual Arts, pour y apprendre « à mettre

en scène l'injustice de la condition de femme noire ». Et à faire « de sa vie, son œuvre », mue par « l'énergie », cette essence rare, spécialité new-yorkaise qui permet à la ville de penser ses plaies, d'avancer, de bouillir.

La condition de la femme, le réexamen du passé et des racines, sont autant de soucis récurrents chez Theodora Skiptares, habitante de la 4^e rue, dans le Lower East Side, à deux pas du chaotique et périlleux Alphabet City, l'une des poches de résistance immobilière de Manhattan, aujourd'hui en cours de rénovation

sous l'action de « Rudy », Rudolf Giuliani, le maire nettoyeur de New York. De ses origines grecques, la brune Theodora Skiptares a gardé le profil - cinquante autportraits, statuettes anguleuses sculptées par ses soins dans le bois en témoignent. Avant de devenir sculpteur, puis marionnettiste, elle a étudié la médecine sur le campus de l'Université de Berkeley, au temps où tout était remis en cause - la guerre au Vietnam, la place de la femme dans la société et celle de l'art, comme représentation de la société.

La performer, selon sa défini-

tion, s'est beaucoup intéressée aux prisons, aux entrailles, aux maladies - la peste au XIV^e siècle, l'ablation du sein, la tuberculose, la gonorrhée, la polio - et à la génétique. Ses œuvres s'intitulent *Under The Knife*, *The Miracle of The Twins*, *Body and Crime*. En 1980, Theodora Skiptares avait adapté au théâtre de marionnettes le livre de Suzan Sheehan, journaliste lauréate du Prix Pulitzer, consacré à Sylvia Frumkin, une jeune schizophrène dont elle avait suivi le parcours de la rue à l'asile deux ans durant.

DE LONDRES À MANHATTAN

Avec *A Harlot's Progress*, son dernier travail conçu avec le musicien Barry Greenhut (présenté chapelle de l'Oratoire, deux fois par jour durant le festival nantais), Theodora Skiptares revient « à la tragédie de la vie urbaine ». La pièce suit à la lettre une histoire illustrée au XVIII^e siècle par le graveur anglais William Hogarth (1697-1764) : une jeune fille venue de la campagne à Londres rencontre un riche amant. Elle est jetée en prison pour prostitution et y meurt de syphilis. « Ce scénario montre la position très vulnérable de la femme dans la société, et la vanité masculine, qui sont toujours d'actualité. Ici, à New York, des jeunes filles débarquent à la "Door of Paradise" ("la Porte du paradis", surnom donné à la gare routière de Manhattan). Elles ont quinze ans à peine, pas un sou, et croient que la ville est un paradis. Elles deviennent droguées, prostituées, elles atterrissent le sida. »

Renée Cox utilise la photographie, Theodora Skiptares la marionnette : les marionnettes de *A Harlot's Progress* (« Le destin d'une putain ») ont été construites à partir des planches de William Hogarth, agrandies à 1200 % à la photocopieuse, découpées, collées en papier mâché, articulées. Les marionnettes, en noir et blanc et à taille humaine, sont amenées en scène par des manipulateurs habillés à l'identique. « Pour les réparations », dit Theodora, je retourne au photocopieur. Et pour les femmes, dans le Londres d'il y a deux cent cinquante ans. »

Véronique Mortaigne

Dans douze lieux

L'équipe de la scène nationale du Centre régional de développement culturel (CRDC), dirigée par Jean Blaise, a conçu et réalisé cette deuxième édition de Fin de siècle, consacrée cette année à New York - en 1997, c'était la ville de Johannesburg, en Afrique du Sud. Ce festival, qui fait suite aux Allumés, éteint en 1996 après six ans d'existence, laisse la ville invitée s'infiltrer dans les moindres recoins de Nantes. Regroupés sur le centre-ville en raison notamment d'un resserrement budgétaire et des travaux de rénovation de l'usine LU, douze lieux accueilleront les artistes. Certains ont été adaptés pour la circonstance, telle la salle du harnachement du Château des Ducs, transformée en loft.

Les chambres de l'Hôtel de la Duchesse-Anne, où sont logés la quasi-totalité des artistes, deviennent salles d'exposition. Le visiteur découvrira, parmi d'autres : les poulains de PS 1 ; « Les Hommes captifs » de Shu-Min Lin ; les vidéos projetées sur des meubles par Edy Ferguson ; « Pulse », lumières, ordinateurs et musique, par Ben Neill et Bill Jones. Renée Cox y effectuera des projections de quarante-deux de ses œuvres (dont une série de portraits jamaïcains), tandis que trois de ses grands formats « Rajé » orneront les panneaux publicitaires dans les rues.

NEW YORK

de notre envoyée spéciale
Paul Johnson a élu domicile vers Broadway, au dernier étage d'un immeuble en forme de pièce montée appartenant à la ville de New York et abritant les bureaux de la New York Criminal Court, plus connu sous le nom de Clocktower. L'horloge, ronde, a été installée en 1897 par la New York Life Insurance Company, une société d'assurances soucieuse de mesurer le temps de la vie en lieu et place de sa clientèle. L'horloge fut remise en marche il y a quelques années par un retraité bénévole, Marvin Schneider, spécialiste du sauvetage des vieilles mécaniques.

Sur la terrasse, cette nuit-là, on tourne un film « expérimental » (à petit budget). Les jeunes acteurs jouent les amoureux qui s'embrassent, ils ont froid, les techniciens portent des parkas. Un étage plus bas (escalier de fer en colimaçon, murs peints en noir), dans les locaux loués à la ville par le Centre culturel PS-1, Paul Johnson travaille à construire son monde du silence. Tout est noir, il y a des fils électriques partout, une vieille scie égoïne au mur, des canapés efflanqués et des ordinateurs. D'abord peintre, Paul Johnson a gagné sa vie en travaillant pour MTV - incrustations publicitaires, trucs sur écran. Dans son studio-grotte, le jeune homme a disposé de petites caméras, des vidéoprojecteurs inventés de toutes pièces avec des

Les poulains de PS 1 investissent la Duchesse-Anne

lamps électriques modèle bricolo, des séchoirs à cheveux, des boîtes de jus d'orange.

Paul Johnson récolte des objets dans la rue, plutôt du côté de la 40^e Rue ouest, dans cette partie effondrée de Manhattan que ses habitants les plus typiques - clochards, paumés, pauvres, camés - avaient baptisée Hell's Kitchen, la cuisine de l'enfer. Cette drôle de démarche anthropologique, qui mélange les temps et les lieux, préside à l'esthétique des images que Paul Johnson projette à partir de ces petites machines si exotiquement urbaines : celles par exemple, de la destruction d'un mall, immense centre commercial, à Minneapolis - on se croirait devant les pyramides de Gizeh photographiées au XIX^e siècle. Paul Johnson, long étudiant fêru d'anachronismes, prend le large dans son antre, cherchant à voir ce qui se trame sous le fatras des apparences urbaines.

BRASSAGE EN CONTINU

Paul Johnson est en résidence à Manhattan. La maison mère est au Queens, de l'autre côté du Queensborough Bridge, où le bâtiment principal de PS 1 (Public School 1, un ancien local scolaire) fait face à Wall Street. Ouvert en 1971 par Alanna Heiss, ce centre d'art contemporain disposant de 10 000 mètres carrés de surface d'exposition - jamais, au grand jamais ! de collection permanente -

n'a d'autres philosophies que le brassage en continu. D'emblée, il propose d'habituelles sorcelleries. Poser le pied sur une femme suppliant qu'on la sorte des flammes de l'enfer - un minuscule écran vidéo dévolé au coin d'une lame de plancher cassée -, voir un mur pleurer des larmes de sang, ou encore découvrir une exposition d'art chinois contemporain - en Chine communiste, les biens de consommation peuvent aussi être prétextes à la réflexion artistique.

En 1996, Wang Jin avait construit à Zhengzhou (province de Henan) un mur avec des blocs de glace dans lesquels étaient insérés des

photographies, des téléviseurs, de l'électroménager, etc., avant de demander aux habitants de la ville de le casser. On verra à PS 1 les photos de ce happening contemporain, *Installation with Ice*, comme on écouterait dans la cour les sessions Warm Up, quarante DJ parmi les meilleurs du monde invités pendant l'été : sans les préjugés de genre, sans l'esprit de caste qui, selon le Français Tony Guerero, mûrissent deux de PS 1, « paralysent l'art en France ». PS 1, qui a gardé l'esthétique des public schools - couloirs peints en vert, sol de formica - est entièrement occupé par l'art, de la terrasse décorée des

œuvres de Julian Schnabel à la cave où Robert Ryma a accroché deux toiles près des anciennes chaufferies.

Alanna Heiss, qui réalisa ses premières « installations » dans les structures métalliques du Brooklyn Bridge en 1968, encourage les talents d'artistes multicares tels Paul Johnson, Shu-Min Lin, un créateur d'hologrammes, Edy Ferguson, une jeune fille accro au rock de Kristin Hersh et d'ACDC, qui prend les fêtes foraines de Coney Island comme objet de recherches picturales.

Il y a seulement quatre ans, explique Tony Guerero, « un petit vieux mettait encore du charbon dans les chaudières pour assurer le chauffage du bâtiment ». Les ordinateurs d'artistes travaillaient à temps plein depuis belle lurette. Pas Kiloran, trublion adolescent à lunettes réfléchissant déjà à la manière d'impressionner les grands. En leur réfilant des T-shirts qui projettent des mini-vidéos sur le torse du porteur. Ou mieux, en les couchant et les ficelant par des sangles sur une planche à glissière, genre réfrigérateur de morgue, que l'on poussera au travers de la fenêtre à guillotine. Suspendu dans le vide, l'amateur d'art aura tout loisir de contempler le choc, les monnettes, la corniche du cinquième étage, celui du dessous, de mesurer sa résistance au vent.



Le bâtiment de PS 1, dans le Queens, à New York, a été conçu par l'architecte Frederick Fisher.

Marc Ribot, caméléon de la six-cordes

IL N'Y A PAS si longtemps, il n'était pas simple de concevoir Marc Ribot. Le guitariste, né à Newark (New Jersey) en 1954, courait les clubs de New York, en musicien comme en spectateur, participait aux séances les plus diverses, embrayait aussitôt sur une tournée. Père d'une petite fille de deux ans, il a un peu ralenti son rythme : « Lorsque je sors, c'est parce que je joue. Et quand c'est terminé je rentre à la maison. » Pour autant, l'année qui se termine n'a rien eu d'un congé sabbatique.

Marc Ribot a enregistré avec Tom Waits - leur collaboration remonte à une dizaine d'années -, avec Tricky, avec Patti Scialfa (compagne de Bruce Springsteen) ; il a écrit des musiques pour la télévision ; il a répondu aussi à la plupart des multiples demandes du saxophoniste John Zorn - des reprises de Burt Bacharach et de Serge Gainsbourg, une participation à l'orchestre de chambre Bar Kokhba. Durant l'été, le nouveau disque en leader de Ribot est paru chez Atlantic/Warner, le premier pour une major. Son nouveau groupe, Los Cubanitos Postizos, longe vers Cuba avec notamment des compositions d'Arsenio Rodríguez, l'une des références du son.

latino-américain. Et puis, pour survivre - je dis bien survivre -, il faut, à New York probablement plus qu'ailleurs, s'intéresser à tout et savoir tout jouer quand on est musicien. On ne sait jamais pourquoi on va l'appeler : un mariage irlandais, une bar-mitzvah, une fête dans une famille italienne, un remplacement dans un orchestre de rhythm'n'blues... Les musiciens du jazz connaissent ça très bien. »

« IL FAUT QUELQUES VIES »

Marc Ribot apprend la guitare jeune avec le guitariste et compositeur haitien Frantz Casseus. Il débute, vers vingt ans, comme tous les apprentis guitar hero, dans le fond d'un garage - « J'étais dans le Maine ; je travaillais dans une scierie. Un jour, je me suis aperçu que j'étais le seul gars à avoir ses dix doigts et ses deux mains. J'ai su que si je voulais devenir guitariste, il fallait que je me décide vite. » Il débarque à New York en pleine révolution punk - « Ça ne touchait que quelques clubs, le CBGB's, des bars dans le Lower East Side ; sinon, la plupart des gosses écoutaient du heavy metal et les stars du rock, comme maintenant d'ailleurs », apprend en touchant un peu à tous les styles, dont la soul au sein d'un groupe blanc, The Real Tones, qui accompagne des gloires alors oubliées (Wilson Pickett, Solomon Burke, Wilson Pickett...). Et puis, au milieu des années 80, arrive Art Lindsay - Américain né au Brésil - et Fred Frith - Britannique, fondateur d'Henry Cow -, deux guitaristes. « En les écoutant, j'ai compris qu'il fallait laisser tomber ce recours à la virtuosité pour elle-même qui est liée à la guitare. J'ai passé la quasi-totalité de ma vie avec mes mains sur un manche de guitare, donc je connais. Mais il y a l'art, l'émotion, des histoires à essayer de raconter. Et là, il faut quelques vies... »



Le guitariste Marc Ribot.

De ces chocs entre le blues, la soul, l'avant-garde, le jazz, l'improvisation, Marc Ribot fait un style. On le retrouve, notamment, dans les Lounge Lizards du dandy John Lurie ; Tom Waits l'y repère et l'engage, avant qu'Elvis Costello ne soit aussi conquis ; il côtoie The Jazz Passengers, plus ludique que les lézards de Lurie, John Zorn, Marianne Faithfull... A chaque fois, on demande à Ribot d'être lui-même, avec cette approche brute, assez sauvage, qui peut instantanément être gagnée par une délicatesse d'ornementation.

Avec Los Cubanitos Postizos, Ribot a mis un soupçon de lyrisme

dans sa musique : les mélodies se détachent bien, elles ont un aspect un peu triste, en tempo ralenti, loin de la supposée exubérance dansante liée à Cuba. « C'est une musique qui est jouée par des grands ensembles, avec des chanteurs, des vents, des percussions, l'un d'eux conserve le cœur, l'essence, interprète par un trio guitar, basse et batterie - comme le power trio du rock - et un percussionniste. La musique d'Arsenio Rodríguez, c'est souvent du blues. Quelque chose qui n'est, de tout manière, pas toujours dans la joie. »

Sylvain Skiller

Joe Maneri, quarante-cinq ans de jazz à découvrir

LE CLARINETTISTE, saxophoniste et compositeur Joe Maneri est venu jouer pour la première fois en France au Théâtre Beaupré d'Angers le 8 décembre. Et du 2 au 16 janvier 1999, il va faire en France une tournée d'une dizaine de concerts, en commençant par Nantes (salle Paul-Fort). C'est un théoricien et un créateur quasi inconnu que la Fédération des scènes de jazz (FSJ) - regroupement de dix-huit lieux qui programment plutôt du jazz dit « à risque » et respectent les législations du spectacle, fiscale et sociale, contrairement à bien des garages à vedettes - va ainsi faire mieux connaître.

Né dans le quartier de Brooklyn à New York en 1927, dans une famille italo-américaine, Joe Maneri a vu un premier enregistrement de sa musique paraître en 1991, *Kavalinka* (chez Northeastern), suivi de *Get Ready to Receive Yourself* en 1995 (chez Leo Records), l'un des labels les plus pointus de la musique improvisée ; ECM et Hat Hut ont pris le relais. Soit quarante-cinq ans après la création de ses premiers groupes.

Longtemps enseignant au New England Conservatory de Boston, chercheur isolé aux États-Unis sur l'utilisation de la microtonalité en improvisation et en composition - ce fut d'Arnold Schoenberg s'inspirent, comme Harry Partch par exemple, à l'élaboration de nouvelles gammes, dont une qui comprend soixante-douze notes par octave - Joe Maneri avait bénéficié, dans les années 60, du soutien du compositeur Gunther Schuller, adepte du rapprochement entre la musique sérieuse et atonale avec le jazz, avant d'être « oublié ». Maneri improvise sur le dodécaphonisme dès 1946, est très tôt à l'écoute de systèmes, de mélodies

ou de rythmes de musiques folkloriques. Clarinetiste et saxophoniste, il est à rapprocher de solistes du jazz au son inclassable, comme Tony Scott ou Ornette Coleman ; on peut aussi lui trouver une filiation avec des compositeurs et directeurs d'orchestre comme George Russell ou Gunther Schuller.

Du solide donc, du sérieux, et même du très sérieux, qui pourrait faire fuir si Joe Maneri ne développait un jazz « à l'ancienne », qu'il s'agisse de sa technique de jeu ou de son phrasé : un jazz nourri à l'écoute des maîtres du swing, des seconds couteaux, de ceux qui sont parfois sortis pour quelques instants de l'ombre.

Avec ses formations, quartet et trio, Joe Maneri privilégie cette forme de jeu collectif né avec les premiers pas du jazz, et dont le free se souviendra dans les années 60, lorsque composition et improvisation s'entremêleront sans qu'il soit possible - ni souhaitable - de différencier l'une de l'autre. Maneri se souvient aussi des grands airs du gospel, source d'une approche spiritualiste de la musique, comme chez John Coltrane ou Albert Ayler.

Joe Maneri, petit bonhomme à lunettes et barbe blanche, à la vivacité d'un jeune homme, jouera à Nantes au côté de son fils Mat, violoniste, qui l'a convaincu de revenir à la musique en direct, et du batteur Randy Peterson. Les hommes de Boston seront une tournée géographique, et géographique uniquement, à ce programme-reflet de New York qui, avec Joe Maneri, trouve une correspondance évidente avec l'Europe, et en particulier avec un autre « inconnu », le saxophoniste viennois Fritz Novotny, lui aussi peut-être bientôt destiné à la redécouverte.

S. Si.

Dans les épaisseurs de la jungle des musiques électroniques

NEW YORK

de notre envoyé spécial

La nuit, au fond d'un studio de Chelsea, Oliver Chesler, jeune Américain blanc compositeur de musique techno, se branche sur les bruits du monde par le cordon ombilical du Net, du satellite, de l'ordinateur. Au matin, quand il ne sait déjà plus s'il est midi ou minuit, il ira dormir, des fuseaux dans les pattes, Greenwich au ventre. Tokyo dans la tête. Les méchants ascenseurs à portée de glissière qui mènent aux meilleurs kifs de la ville auront grincé sans arrêt, CNN aura diffusé ses news non stop, et rien ne se sera tu. Perdu dans le temps, embrouillé dans ses repères géographiques : voici le risque encouru par l'individu plongé dans la jungle de la société dite de l'information, et que la forte programmation de musiques électroniques de fin de siècle soumet à notre réflexion.

« COMME LE SCARABÉE »

Pendant ce temps, Oliver Chesler aura créé quelques morceaux, des pulsations, des rythmes, des voix - celles de New York, patrie du hip-hop et du rap de revendication. Jeux de miroirs, jeux d'écrans, empire du fil électrique, pendant, courant, envahissant, tombant le long des murs, branchés, mais sur quoi, exactement ? La techno (les musiques électroniques chez les Anglo-Saxons) est peut-être née dans les friches des usines automobiles de Detroit et de Chicago où l'ordinateur avait commencé son travail de sappe de l'emploi, mais l'embryon de la house est sans aucun doute new-yorkais : c'est ici que la *dance* jouée dans les clubs disco s'est déboussolée sous les platines du DJ Larry Levan. Oliver Chesler appartient à la deuxième génération électronique.

Brooklyn : rues droites, bâtiments effondrés, hangars - ici le quartier dévoile ses mauvais côtés, ses firs avec la pauvreté, les profondeurs de son « *mishmash* », mélange et bric-à-brac ethnique « des Polonais, des juifs, des Asiatiques, des Africains, des Porto-Ricains », selon S. H. Fernando Jr., alias Skiz, jeune et élégant patron du label « techno » WordSound, créé en 1994 grâce aux 1000 dollars prêtés par un ami, le producteur et bassiste Bill Laswell. Journaliste au magazine *The Source*, collaborateur de *Rolling Stone* et du *New York Times*, Skiz a étudié l'histoire à l'université Harvard. Fils

de la boudhisme se réunissent ici. Des trente-deux albums déjà publiés par WordSound, aucun, aime-t-il à rappeler, n'est exempt d'un « projet sous-jacent ». Là où DJ Spooky, chef de file avec le groupe WE, de l'illibent, sorte de chariot musical intergalactique rempli d'images subliminales, de BPM (batteries par minute) et de sons destructurés, théorise, Skiz et sa bande cherchent l'écoute. « Scarab [le scarabée] est une référence à



DJ Spooky, chef de file de l'illibent.

l'Égypte ancienne. Le scarabée y était sacré, symbole de la renaissance, né de la merde. Comme nous, ici, à New York. »

Qu'est-ce que le nouveau son new-yorkais ? « C'est, selon Skiz, comme si on marchait dans un jeu vidéo : il y a des stimuli partout, des dangers à éviter, des portes à ouvrir, des fausses pistes, des catastrophes soudaines. » Souterraine, secrète, la musique électronique produite à New York est « une porte vers l'autre côté de la réalité » en même temps que le reflet d'un quotidien sonore - sirènes, moteurs, ramassage des poubelles, tout ce qui fait, dit Akin Adams, fondateur avec Manny Oquendo du groupe Byzar, « la symphonie new-yorkaise ». Dans un café végétarien de SoHo, Akin explique que « les sons électroniques permettent de se rapprocher des sons imaginaires. La terre va devenir un univers électronique. L'électricité est un élément naturel, elle est en nous. Les instruments technologiques sont des filtres qui recueillent les vibrations, les battements du cœur, le bruit des conversations téléphoniques, la respiration ».

TROMPETTE ET ORDINATEUR

Étirées, épaisses, les nouvelles musiques new-yorkaises charrient les informations en vrac. Elles sont davantage destinées à reconstruire l'individu avec son « être intérieur ». Portoricains, Jamaïcains, Indo-pakistanaï, Brésiliens (DJ Soulsinger en duo avec le guitariste Elliott Sharp), Haïtiens sont venus diversifier les rangs de la communauté afro-américaine, introduisant les battements du tambour vaudou, les quarts de ton de la musique in-

dienne et la rythmique du reggae au paradis des BPM. « La scène électronique à Detroit ou à Chicago, dit le trompettiste Ben Neill, qui marie le jazz et les ordinateurs dans son studio-appartement de Mercer Street, est davantage basée sur le "Be Happy", la couleur, la danse. La scène new-yorkaise se doit d'être davantage mise en scène, conceptuelle. »

Ben Neill, très influencé par Miles Davis, a inventé la « *multitrumpet* », un instrument électro-acoustique hybride qui rappelle les installations vidéos précaires de Paul Johnson. Comparses de DJ Spooky et d'Oliver (de WE), Neill joue également aux côtés du minimaliste LaMonte Young. De 1993 à 1997, il fut le programmeur d'un lieu d'expériences musicales opportunistes nommé The Kitchen, la cuisine. Viscérale, ésotérique - le titre de son dernier album, *Goldbug* est inspiré par celui d'une nouvelle d'Edgar Allan Poe -, la musique de Ben Neill est aussi intellectuelle. Comme celle de DJ Spooky, WE, Scarab ou Byzar, elle tente « d'occuper le point d'intersection entre le magique et le scientifique », cette zone sombre qui flotte entre ordre et chaos, « où se dirige le capitalisme global et son sens frénétique de la dépense ».

V. Mo.

* Les musiques électroniques seront présentes notamment à l'hôtel de la Duchesse-Anne pour des rencontres avec les avant-gardistes du jazz, à la Cité des congrès lors de la soirée techno New York Explosion (le 31 décembre), aux Olivettes avec une thématique chaque soir.

Ça jasse dans les shtetels avec les Klezmatics

POUR SALUER le passage à la nouvelle année, fêter la Saint-Sylvestre (et la circoncision de l'enfant Jésus), les Klezmatics seront sur le cours Saint-Pierre de Nantes, mettant ainsi à la rue des musiciens plus habitués aux clubs de jazz. Mais les klezmorim, dont les Klezmatics sont les descendants jazzés et américains, étaient des musiciens des rues, parcourant les shtetels, empruntant ici ou là, à l'orient, des thèmes, des rythmes, des formes, dans les pays qu'ils traversaient,

comme les Tsiganes avec qui les échanges musicaux furent nombreux.

Ces « porteurs de chant » animaient surtout les mariages, jouant parfois des jours et des nuits durant. Ils pratiquaient une musique souvent irrévérencieuse (en particulier pour les belles-mères ou les ivrognes) et dansante comme les *freylachs*, les danses « bulgares », les *horos*, les valse, les polkas... autant que les rigoums, airs hassidiques sans paroles, dont les motifs répétés jusqu'à

l'obsession mettent les danseurs en transe. Les airs les plus traditionnels de leur répertoire remontent si loin dans le temps que personne ne pourrait dire d'où ils viennent, certains ont des origines contestées, d'autres enfin viennent à peine d'être composés : les Klezmatics font revivre une musique qui aurait pu rester cantonnée dans le folklore si la tradition, perpétuée en Amérique par les immigrants, n'avait été « arrangée » par les jazzmen.

Les Klezmatics comptent parmi

les plus novateurs et les plus brillants, les plus fous aussi. En groupe ou individuellement, ils ont joué en particulier avec John Zorn, John Cale, Don Byron, Itzhak Perlman, Marc Ribot, Uri Caine (ces deux derniers présents à Nantes). Ils chantent en anglais, en hébreu et en yiddish et usent de leurs instruments et de leurs multitudes avec un sens incomparable de la dérision et de l'extravagance.

Martine Silber

Un aperçu du programme

- Théâtre. A Harlot's Progress, de Theodor Skipter. Différent Trains, Every Time, de Catherine Verhelst et Hervé Tougeron ; Jet Lag, par The Builders Association et Didier S. Scodifo.
- Images. Cinéma expérimental avec des films de Jack Smith, Jonas Mekas, Robert Breer, Andy Warhol ; Images et performances chorégraphiques, de Kathy Rose ; « The Ballad of Sexual Dependency », de Nan Goldin ; projections de Thierry Froger.
- Musiques. Jazz et musiques improvisées avec Zeena Parkins, Tim Berne, Jean-Pierre Baudry, Elliott Sharp, Roy Campbell, William Parker, Jazophone Quartet, Arto Lindsay, Copper Moore, Matthew Shipp, Joe Maneri, Mal Waldron et Jeanne Lee, Marc Ribot... Hip-hop, techno, illibent, expérimentations avec DJ Acustik, Akin, DJ Olive, Byzar, DJ Slip, Olivier Chesler, Nigel Richard, nuit « Wordsound », DJ Wally, DJ Soul Singer, Cosmo, Silver Apples, Mark Cunningham et Ben Neill, DJ Spooky, DJ Olive... Divers : Uri Caine « Mahler Project », The Klezmatics, Michel Hermon.
- Renseignements. Le festival est prévu du 30 décembre 1998 au 2 janvier 1999. Les premiers spectacles débutent vers 12 heures. Accueil du public (de 10 heures à 22 heures) : 15, quai Ferdinand-Favre, canal Saint-Félix (tél. : 02-40-12-14-34). Entrée libre pour certaines manifestations, et de 15 F à 120 F selon les spectacles. Plusieurs « parcours » Fin de siècle sont proposés pour la nuit du 31 janvier (350 F ou 390 F avec repas et spectacles, réservation obligatoire) ; soirée techno New York Explosion seule, de 100 F à 130 F.

Par l'auteur d'ARCHIBALD (700 représentations en France)

LES CINÉMAS DE LA RUE D'ANTIBES

Comédie satirique

THÉÂTRE DES MATHURINS

01 42 65 90 00 / 01

ÉTUDIANTS 100 F

SPORTS Aimé Jacquet, l'ancien sélectionneur de l'équipe de France de football, a été désigné « homme de l'année 1998 » par le magazine de communication *Stratégies*, ven-

dredi 27 novembre, succédant ainsi à Jean-Marie Messier, le président de Vivendi et de Cegetel. ● **DEPUIS LA VICTOIRE** des Bleus au Mondial, Aimé Jacquet est extrêmement solli-

cité par les publicitaires, les spécialistes de la communication et les éditeurs. ● **FIDÈLE** à la « famille du football », il a choisi de ne pas se disperser et entend réserver l'essen-

tiel de son expérience aux « siens ». ● **IL PUBLIERA** ses Mémoires, en mai 1999, chez Plon-Robert Laffont, associés pour l'occasion, moyennant un à-valoir estimé entre 2 et 3 mil-

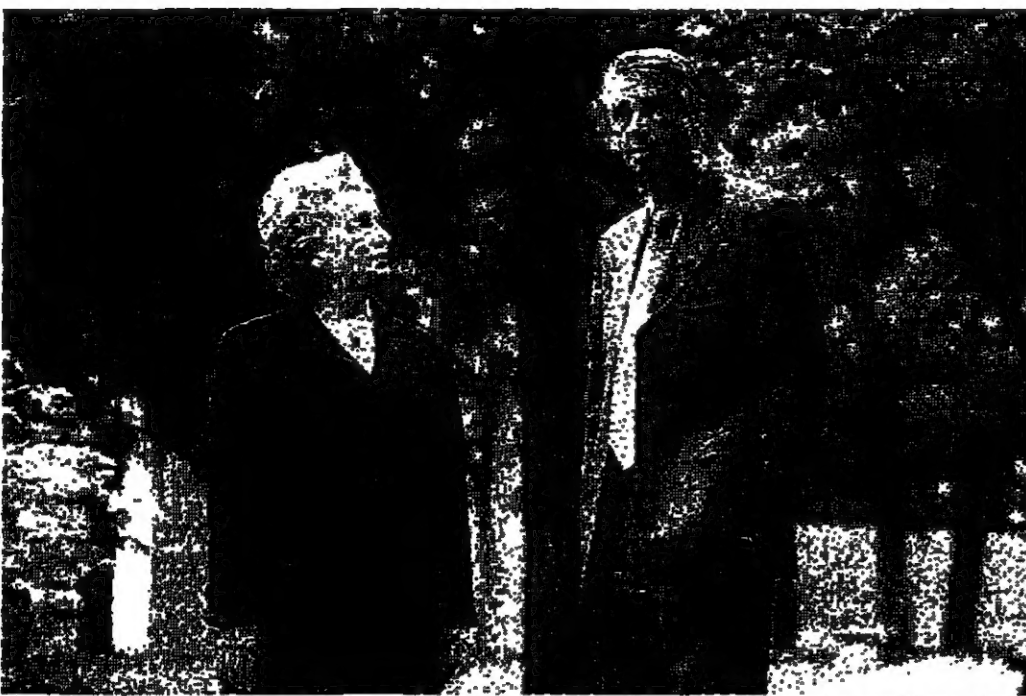
lions de francs. ● **APRÈS SES SUCCÈS** à la tête des équipes de France de tennis en Coupe Davis et en Coupe de la Fédération, Yannick Noah avait connu une expérience similaire.

Cinq mois après le Mondial, la popularité d'Aimé Jacquet est à son zénith

Désigné « homme de l'année » par le magazine « *Stratégies* », l'ancien sélectionneur des Bleus est partout sollicité pour relater son expérience de champion du monde. Courtisé par les milieux de la communication et de l'entreprise, il préfère rester fidèle à la famille du sport

CELA N'A RIEN À VOIR, évidemment, avec la standing ovation du 12 juillet au Stade de France. Aimé Jacquet savourait néanmoins l'instant comme un jour de victoire. En ce matin de novembre à Voiron, dans l'Isère, 250 personnes acclament à tout rompre l'ancien entraîneur des Bleus. Invité d'honneur du 28^e congrès de la Société française des kinésithérapeutes du sport, Aimé Jacquet fait un triomphe. Il vient de parler du Mondial, bien sûr, mais aussi du travail conduit, deux ans durant, avec le staff médical de la Fédération française de football (FFF). Entre anecdotes et grands principes débattus, le technicien a également profité de l'occasion pour rendre un hommage à ces « grands professionnels que sont les kinés du sport français ». Devant lui, sur une table, une réplique de la Coupe du monde brille d'un reflet particulier. L'amphithéâtre est debout et n'est finit pas d'applaudir.

Ainsi en va-t-il désormais de la vie d'Aimé Jacquet. Bâton de pèlerin à la main, l'ancien sélectionneur, promu directeur technique national de la FFF, aime aller propager la bonne parole sur les routes du « pays des champions du monde ». Si l'homme se préserve de longues et studeuses journées de travail dans son bureau de Clairefontaine (Yvelines), les invitations qu'il reçoit sont tellement nombreuses qu'il lui est difficile de résister à l'appel du dehors. Depuis ce fameux soir du 3-0 infligé au Brésil, Aimé Jacquet est très certainement le personnage le plus sollicité du paysage sportif français. David Douillet et Yannick Noah (lire ci-dessous) le furent en leurs temps. Châfnes de télé,



Sollicité par plusieurs associations caritatives, Aimé Jacquet a porté son choix sur la campagne en faveur des personnes âgées lancée par la fondation de Bernadette Chirac.

boîtes de pub, organisateurs de séminaires, associations en tous genres... Tout le monde le réclame. « S'il avait voulu, Aimé serait aujourd'hui millionnaire », confie un de ses proches.

CONFIDENCES RÉSERVÉES

Seulement voilà, Aimé Jacquet n'a pas voulu. La lecture de son agenda donne une idée précise de la façon dont « celui qui a fait gagner la France » gère sa nouvelle vie de héros national. Le 17 octobre, il participait à Lyon à un colloque sur le racisme organisé par

la Mission interministérielle pour la célébration du 50^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le 13 novembre à Lille, il prenait part, aux côtés de Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, à un débat organisé à l'initiative des Assises nationales du sport. Quatre jours plus tard, il visitait une usine d'andouillettes à Troyes puis remettait les trophées du Challenge de l'offensive à des équipes amateurs du département de l'Aube. Jeudi 26 novembre, c'est à la Maison du sport, à Paris, qu'il faisait

sensation, à l'occasion de la remise des prix de l'Association française pour un sport sans violence et pour le fair-play. Partout les mêmes scènes. De demandes d'autographes, de prises de photo, de petites tapes sur l'épaule.

S'il se multiplie beaucoup, celui que le magazine de communication *Stratégies* vient de nommer « Homme de l'année 1998 » veille toutefois avec un soin extrême à ne pas s'égarer. Depuis cinq mois, Aimé Jacquet passe en effet son temps à dire non. Non aux médias, d'abord. Guillaume Durand, Jean-

Pierre Pernant, Michel Field l'ont réclamé sur leurs plateaux respectifs. En vain. Jacquet n'a accepté que des invitations spécifiques comme celle de *Téléfoot* ou encore celle de Mireille Dumas qui lui avait donné la garantie d'un entretien « long » dans lequel il pourrait exposer la politique sportive de la FFF. Une interview à la télévision chinoise et une séance photo au Stade de France avec Mario Zagallo, l'ancien entraîneur du Brésil, pour le compte d'un journal portugais figurent également parmi ses rares sorties médiatiques.

Mais Aimé Jacquet a également refusé de nombreuses propositions de séminaires et de tables rondes émanant du monde de l'entreprise, littéralement fasciné par son sens du management. Pour l'heure, l'homme réserve l'exclusivité de ses confidences aux éducateurs, aux dirigeants, à tous ceux qui composent sa famille à lui, la famille du football. Aimé Jacquet a également rejeté quelques offres publicitaires. Notamment celle des pains Jacquet qui avaient vu, en lui, un homme-sandwich idéal. Le vertueux champion du monde a décidé de limiter sa contribution publicitaire au domaine de la solidarité. Mais là encore, il a fallu choisir.

PARUTION D'UN LIVRE EN 1999

Le Téléthon et une association de lutte contre la sclérose en plaques révaient d'en faire leur parrain. Aimé Jacquet a porté son choix sur la campagne en faveur des personnes âgées lancée par la fondation de Bernadette Chirac Hôpitaux de Paris - Hôpitaux de France. Pour son délégué général, Dominique Bernard, « le fait qu'il s'agisse d'une cause extrêmement difficile a sans doute convaincu Aimé Jacquet. Il y a un côté « challenge à relever » qui n'est pas éloigné de ce qu'il a connu avec l'équipe de France ». Une augmentation de 30 à 40 % des dons est espérée dans les caisses de la fondation.

L'effet Jacquet est indéniable. Flairant le bon coup, plusieurs sociétés de communication ont offert leurs services. L'une d'elles a proposé à l'ancien ouvrier-fraiseur de figurer dans un catalogue de « consultants de luxe » dans lequel est déjà présent Henry Kissinger. Une dizaine d'éditeurs lui ont, par ailleurs, promis la fortune. Fait très rare dans le domaine de l'édition : deux maisons, Plon et Robert Laffont, se sont associées pour publier un même ouvrage. Le montant de l'avaloir se situerait, dit-on, entre 2 et 3 millions de francs. Les mémoires du natif de Sall-sous-Cou-

zan, dans la Loire, sortiront en mai 1999 et non pas à Noël, Aimé Jacquet ayant « voulu prendre son temps ». D'autres idées, enfin, sont arrivées jusqu'à son secrétariat. Comme ces projets de disque des « chansons préférées d'Aimé Jacquet » ou encore de cassette vidéo relatant sa vie.

Le désormais célèbre « Mémé » n'a pas donné suite, trop attentif à ne pas se fourvoyer mais aussi parfaitement conscient qu'il serait aujourd'hui cloué au pilori si les Bleus n'avaient pas gagné la Coupe du monde. Parangon de droiture, l'homme ne s'est autol-

Son nom

sur des bouteilles d'eau

S'il refuse, pour l'instant, de faire de la publicité, Aimé Jacquet pourrait bientôt aider à la promotion d'un produit qui lui est cher : l'eau de source gazeuse de son village natal, Sall-sous-Couzan, dans la Loire (1 080 habitants). La source ne fonctionne plus depuis novembre 1993. Après avoir été stoppée une première fois en 1979 par la société Badot, qui en assurait l'exploitation, l'activité a périéclité malgré les efforts de trois repreneurs successifs. Le dossier est aujourd'hui le cheval de bataille du maire du village, Simone Daval. Des travaux, qui ont coûté 1,2 million de francs, ont été effectués pour réhabiliter le site, capable de produire 2 500 litres par heure. Une demande d'autorisation d'exploitation devrait être faite en décembre. Un appel d'offres suivra. Dix emplois sont à la clef. Riche en bicarbonates et en potassium, l'eau de Sall-sous-Couzan pourrait être à nouveau commercialisée en 1999. Aimé Jacquet a donné son accord pour que son nom apparaisse, gracieusement, sur les étiquettes.

sé, en fait, qu'une seule note de fantaisie dans son programme. En mai, lors d'un stage effectué à Tignes, en Savoie, le sélectionneur avait parlé, en effet, qu'il descendrait en luge le glacier de la Grande-Motte en cas de victoire de l'équipe de France au Mondial. L'heure est venue. Rendez-vous a été pris pour le samedi 5 décembre. L'ancien patron des Bleus s'élancera en milieu de matinée sur une piste présentant un dénivelé de 500 mètres, seul à bord d'une luge biplace. Car Aimé Jacquet n'a qu'une parole.

Frédéric Potet

Une vie vouée au foot

- 212 matches en première division, entre 1960 et 1976. Cinq titres de champion de France (1964, 1967, 1968, 1969, 1970) et deux Coupes de France (1968, 1970) comme joueur à Saint-Etienne.
- Deux sélections en équipe de France.
- Entraîneur de Bordeaux de 1980 à 1989 ; trois titres de champion de France (1984, 1985, 1987), deux Coupes de France (1986, 1987), une demi-finale de Coupe des clubs champions (1985), une demi-finale de Coupe des coupes (1987).
- Entraîneur de l'équipe de France (de 1993 à 1998) : 53 matches, 34 victoires, 16 nuls, 3 défaites. Une demi-finale du championnat d'Europe des nations (1996), une Coupe du monde (1998).
- Nommé directeur technique national après le Mondial.

TROIS QUESTIONS À...

HERVÉ BROSSARD

1 Vous dirigez DDB, la troisième agence de publicité en France. Vous avez travaillé pour le Comité français d'organisation pendant la Coupe du monde de football et vous présidez le club de deuxième division de Châteauroux. Qu'en pensez-vous pour un publicitaire ?

En dehors du fait que c'est un vainqueur, trois valeurs lui sont associées. La première est la détermination. Il a défendu ses idées avec constance et dans le temps, en restant stoïque et droit dans la tempête. Il est aussi le symbole d'une intégration réussie. Il est allé chercher des joueurs, de cultures différentes, en France, à l'étranger, et a formé une équipe. Ils sont allés tous ensemble vers le même but. Cette qualité-là n'est peut-être pas

utile pour vendre des yaourts mais peut nourrir l'image d'une entreprise. Aimé Jacquet a fait un formidable travail de ressources humaines, dans la simplicité. Avec lui, l'ère Tapie des coups de gueule et des paillettes est enterrée. La simplicité ne signifie plus que vous n'avez rien à dire, c'est aujourd'hui considéré comme la forme la plus aboutie de l'intelligence.

2 Et le consensus politique autour de lui ? Les hommes politiques sont des captureurs extraordinaires. Ils sentent les choses et savent s'adapter en écoutant le peuple et ceux qui font vibrer le peuple. Quand vous avez un million de personnes sur les Champs-Élysées, le phénomène relève de la chose publique. Les politiques ont fait leur boulot, sans exploiter Aimé Jacquet mais en s'y associant. Ils

ont compris que les valeurs de détermination, de simplicité qui sont celles prônées par Lionel Jospin étaient incarnées dans cet homme. Et le côté « Je gagne avec bonhomie en devenant, en plus, le porte-drapeau d'une France différente » plaît forcément à Jacques Chirac.

3 Il y a donc un « phénomène Jacquet »...

Incontestablement, mais il n'est pas lié à une soudaine évolution de l'homme, parce que lui n'a pas changé. Ce sont les Français qui, en un mois, ont évolué. Ils étaient dubitatifs, voire carrément en grève en juin, et se sont transformés en Français heureux à la mi-juillet. La preuve, Aimé Jacquet n'est pas idolâtré. On ne vend pas de posters à son effigie à tous les coins de rue.

Propos recueillis par Florence Amalou

Les mille vies de Yannick Noah

IL VIT À NEW YORK, il est peut-être à Paris, en visite à la rédaction du mensuel de tennis dont il est l'un des actionnaires. Non, il vient de repartir à Lyon pour une œuvre de bienfaisance. Il est peut-être sur le circuit des vétérans ou bien en concert avec son groupe de rock. Sûr, Yannick Noah est un courant d'air. Le vainqueur de Roland-Garros en 1983 a beau avoir mis fin, en septembre, à ses fonctions de capitaine des équipes de France en Coupe Davis et en Coupe de la Fédération, il continue de parcourir la planète comme si de rien n'était.

Mais Yannick Noah est Yannick Noah, un des hommes les plus populaires de France. On le demande, on le réclame, on se l'arrache. L'engouement avait commencé au début des années 80 quand il promenait sa silhouette sculpturale, ses nattes jamaïcaines et son tennis enfiévré dans un monde qui n'en revenait pas de tant de talent et de dilettantisme. L'amour fou est venu avec sa victoire aux Internationaux de France, le 5 juin 1983. Yannick Noah a fait durer le plaisir en amenant l'équipe de France à la victoire - en Coupe Davis en 1991 et 1996 ; en Coupe de la Fédération en 1997.

Avec les résultats et l'amour du public, les sollicitations sont venues, sans cesse plus nombreuses. « Noah est du pain béni pour un publicitaire, expliquait en 1997 un responsable d'une campagne de publicité pour une confiserie où notre héros tenait le rôle principal. C'est un homme positif qui prône amour, fraternité, tendresse, en même temps qu'il est

habité par une incroyable volonté de vaincre. » Et puis, Yannick Noah ne sait pas dire non. Alors, il dit oui : à la publicité, à une ligne de vêtements, aux interviews.

Parfois, il étouffe comme en cet hiver 1983. Quelques mois après sa victoire à Roland-Garros, il s'enfuit à New York. Il confiera plus tard avoir fait une dépression avec des envies de « se flinguer ». « Au milieu du désert, la solitude est belle et pleine de leçons, dira-t-il. Mais la solitude au milieu des gens qui vous crient qu'ils vous admirent, il faut l'avoir vécue pour pouvoir la comprendre. » A trente-huit ans, Yannick Noah a finalement trouvé l'équilibre grâce à la méditation, à la lecture et, surtout, grâce à sa famille. Il a quatre enfants - sept fois, il est parti s'installer à New York pour eux - et en voudrait encore.

D'exhibitions en concerts, il recueille à lui seul environ 70 % des fonds des Enfants de la terre, l'association présidée par sa mère, Marie-Claire. Depuis quelques années, le courant d'air Yannick est toujours aussi vif mais plus serein. Il s'est accommodé de son image « hyper positive ». « Maintenant, dit-il, je fais ce que j'ai envie de faire, la fête, de la musique ou du bien. Je voudrais faire plus encore, gagner plus d'argent pour les enfants de la terre. » A-t-il songé à se poser ? « En quittant le capitaine des équipes de France, assure-t-il, je me suis acheté un peu de temps. »

Bénédicte Mathieu

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à
360 F
d'économie
soit
7 semaines
de lecture
GRATUITE

Offre valable jusqu'au 31/12/98

ABONNEZ-VOUS ET
DEVENEZ LECTEUR
PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :
☐ 3 MOIS - 562 F ☐ 6 MOIS - 1 086 F ☐ 1 AN - 1 980 F
au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F
soit 360 F d'économie

* Pro de vente au numéro (Taux en France métropolitaine uniquement)

je joins mon règlement soit : ☐ F 801 MO 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

☐ M. ☐ Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

TARIFS HORS FRANCE

☐ Belgique ☐ Pays-Bas ☐ Autres pays de l'Union européenne

☐ Suisse

☐ USA - CANADA

1 AN 2 190 F 2 960 F

3 mois 598 F 790 F

Offre valable jusqu'au 31/12/98

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-48-17-32-80 de 9h30 à 18h30 du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue de Général-Lacour - 92046 Châtigny Cedex

Je paye en 12 fois

FILMS DE LA SOIRÉE

18.45 Providence ■■■
Aline Besançon (France, Suisse, 1977, 105 min.)
Ciné Cinéma

20.30 Désir secret ■■■
George Stevens (États-Unis, 1935, N., v.o., 100 min.)
Ciné Classics

21.00 Le Septième Ciel ■■■
Bernold Jacques (France, 1997, 85 min.)
Canal +

21.00 Tumbler ■■■
Bernold Van Effenterre (France - Belgique, 1989, 90 min.)
Cinestar 2

22.10 Tempête sur la colline ■■■
Douglas Sirk (États-Unis, 1951, N., v.o., 85 min.)
Ciné Classics

22.40 Le Rouge et le Noir ■■■
Claude Autant-Lara (France, 1954, 180 min.)
Cinétoile

22.45 Maris et femmes ■■■
Woody Allen (États-Unis, 1992, v.o., 110 min.)
Cinestar 1

23.00 Strange Days ■■■
Kathryn Bigelow (États-Unis, 1995, 140 min.)
TSR

0.35 La Passion Béatrice ■■■
Bernold Tavernier (France - Italie, 1987, 130 min.)
Cinestar 1

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.00 Stars en stock Joseph Cottin. Gene Kelly. Paris Première

18.30 Best of Nulle part ailleurs. Canal +

20.00 La Vie à l'enfer. Les dessous du Moulin-Rouge. TV 5

20.30 20h Paris Première. Paris Première

20.10 Droit de cité. Nous vieillirons ensemble. RTBF 1

20.30 Il s'agit du cinéma. Canal +

20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Les anges noirs de l'Europe. Histoire

20.50 La Marche du siècle. Eric Tabarly. Invités : Jacqueline Tabarly, Gérard Pethpas, Yves Parlier, Olivier de Kersazou, Fanny Hubert, Jean-François Lemoine, Denis Charles, Roger Le Bohec, Yannick Leboeuf. France 3

20.50 Mister Biz. Les succès 98. M 6

22.35 Ça se discute. Peut-on passer sa vie à faire la fête ? France 2

23.00 Le Magazine de l'Histoire. Spécial Grande Guerre. Invités : Stéphane Audouin-Rouzeau, Annette Becker, Gerd Krumholz. Histoire

0.35 Le Ciel du savoir. Sur les quais de Paris. Invités : Bertrand Lemoine, Alexandre Chénouff. Paris Première

23.05 Vivre et mourir en Chine rurale. Planète

23.10 Histoire de la BD. What's Next ? Odyssée

23.30 Intégrales coulisses. Bille Ivaldi. France 3

0.20 Sébastien Michaud, salueur de l'extrême. M 6

0.20 La Grande Famille. (1/3). La Fam. Planète

0.25 Une histoire simple. Patricia Kaas passe à l'est. France 3

0.30 La Lucarne. Aujourd'hui, nous construisons une maison. Arte

SPORTS EN DIRECT

19.00 Ski. Slalom géant messieurs. Eurosport

20.00 Équitation. Show de Noël. Coupe des nations. Eurosport

DANSE

22.15 Musica. La Bayadère. Chorégraphie : Rudolf Nouriev. Musique : Ludwig Minkus et John Lanchberry. Palais Garnier 1994. Avec Isabelle Guérin (Nijinska), Laurent Lanchberry (Solov), Par l'Orchestre Colonne, dir. Michel Quéval. Arte

22.45 Les Grands Pas de deux. Le Concerto. Margot Fonteyn et Rudolf Nouriev : Spring Waters. Maria Blouva et Léonid Nikonov : Le Prince des songes. Dany Buisson et Jonathan Cope : Roméo et Juliette. Alessandro Ferri et Wayne Eagling : Casse-noisette. Lesley Collier et Anthony Dowell : Monon. Jennifer Penney et Anthony Dowell : Le Lac des cygnes. Julia Macilina et Igor Zenski : Un mois à la campagne. Natalia Makarova et Anthony Dowell : Le Corsaire. Aydin Aghaieva et Evgenii Nefi : Spartacus. Irina Kolpakova et Sergueï Beresnev : Le conte de la nuit. Irina Kolpakova et Sergueï Beresnev : Don Quichotte. Cynthia Harvey et Mikhail Baryshnikov. Mezzo

MUSIQUE

18.00 The Charles Mingus Sextet. Charles Mingus, Eric Dolphy, Clifford Jordan, Johnny Cole, Jaki Byard, Donnell Richmond. Muzik

20.00 Symphonie n° 8, de Dvorak. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. André Previn. Muzik

21.00 Jazz Dance. De Broadway aux Champs-Élysées. Muzik

21.55 Rachid Taha. Saint-Mag 1998. Paris Première

23.35 Florent Pagny au Zénith 98. TF 1

TELEFILMS

20.40 Beauté fatale. Paul Lynch. RTL 9

20.40 Hit Radio. Fred Watson. 13ème Rue

20.50 Les Charmes de la vengeance. David Greene (1 et 2). TF 1

20.55 Un hiver de tourmente. Bernard Favre. France 2

20.55 Napoléon et Joséphine. Richard (1/2). Heffron (1/2). TMC

22.10 Un métier de séigneur. Édouard Molinaro (1 et 2). Festival

22.45 Un si joli bouquet. Jean-Claude Sussfeld. M 6

1.00 Les Vols dans le jardin. Pierre Boutron. France 2

SERIES

20.40 Homicide. Desillusion. Série Club

21.00 Star Trek. La nouvelle génération. Canal Jimmy

21.30 Two. Sous les feux du ramp. Série Club

22.15 Or. Neige capitale (v.o.). Série Club

22.30 Friends. Celui qui causait les radiations (v.o.). Canal Jimmy

23.05 3e planète après le Soleil. Romy et Michaelis (v.o.). Série Club

23.30 Townies. The Good Job (v.o.). Série Club

NOTRE CHOIX

● **20.45 Téliéon**
Le Bateau volant
Rares sont les longs-métrages d'animation à base de marionnettes articulées car leur fabrication, extrêmement minutieuse, demande un tel investissement en moyens et en temps que la plupart des auteurs s'en tiennent à des films courts. Le Bateau volant, de Brian Cosgrove et Mark Hall, de la société britannique Cosgrove Hall Films (*Oui-Oui, Oakie Doke*), se passe dans la Russie du XVIII^e siècle. Ce film d'animation « en volumes » raconte l'histoire d'une princesse que son père, amateur de cadeaux extravagants, décide de donner en mariage à l'homme qui lui offrira un bateau volant. Un joli conte, superbement réalisé. — S. A.

● **20.50 TF 1**
Les Charmes de la vengeance
Sorte de *Paran* au féminin, ce téléfilm en deux parties de David Greene est plus proche du mélo que de la tragédie grecque. On a de la peine à croire qu'il a été écrit par Lynda La Plante, scénariste de la superbe série « *Suspect n° 1* ». A Palerme, Sophia, une fille de condition modeste, entre dans le clan mafieux des Luciano en épousant l'un des fils à qui elle donne des jumeaux. Les Luciano ignorent qu'elle a eu un premier enfant, Luka, de l'ainé du clan, abattu par un rival, Carollo. Celui-ci, qui a recueilli le fils caché, va en faire son instrument de vengeance. Luka, un psychopathe, tue les jumeaux sans savoir qu'il s'agit de ses demi-frères. Tous les éléments mâles du clan étant assassinés, il propose aux quatre veuves Luciano, surnommées « la Bella Mafia », de les aider à se venger. Il tombe amoureux de sa propre mère, qui finira par le poignarder. — J.-J. S.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Photo Dingo.

19.05 Le Bigdill.

20.00 Journal. Météo.

20.50 Les Charmes de la vengeance. Téléfilm. David Greene (1 et 2).

23.35 La Nuit en fête. Florent Pagny au Zénith.

0.30 TF 1 nuit. Météo.

1.05 Yula. (5 et 6).

FRANCE 2

17.35 Les Mariés de l'an II ■■
Film. Jean-Paul Rappeneau.

19.20 1000 enfants vers l'an 2000.

19.25 L'Odyssée bleue.

19.55 Le pire Noël est arrivé.

20.00 Journal. Météo.

20.50 Un hiver de tourmente. Téléfilm. Bernard Favre.

22.35 Ça se discute. Peut-on passer sa vie à faire la fête ?

0.40 Journal. Météo.

1.00 Des vols dans le jardin. Téléfilm. Pierre Boutron.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour.

18.52 L'Euro, mode d'emploi.

18.55 19-20 de l'information. Météo.

20.05 Le Kouji de 20 heures.

20.35 Tout le sport.

20.50 La Marche du siècle. Eric Tabarly.

22.55 Météo. Soir 3.

23.30 Intégrales coulisses. Eric Tabarly.

0.25 Une histoire simple.

1.20 Las Vegas USA.

CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00

18.30 Best of Nulle part ailleurs.

20.30 Il s'agit du cinéma.

21.00 Le Septième Ciel ■■
Film. Benoît Jacquot.

22.25 Space Jam. Film. Joe Pytko (v.o.).

23.50 South Park. Monsieur Hanley, le petit caca Noël (v.o.).

0.15 Spin City. Tommy Dugan (v.o.).

0.35 La Vallée de Gwaugh. Film. James O'Connolly (v.o.).

2.10 Football NFL.

4.15 City of Crime ■■
Film. John Irvin (v.o.).

ARTE

19.00 Connaissance. Le Havre.

19.45 Météo. Arte Info.

20.15 La Vie en feuilleton. (3/5).

20.45 Musica. V/P Festival mondial du croque de demain.

22.05 Les Cent Photos du siècle. Le Séralle. Ian Bradshaw (1974).

22.15 Musica. La Bayadère. Ballet. Chorégraphie et mise en scène. Rudolf Nouriev.

0.30 La Lucarne. Aujourd'hui, nous construisons une maison.

M 6

17.55 Les Quatre Charlots mousquetaires. Film. André Huneault.

19.54 Le Six Minutes. Météo.

20.10 Zorro.

20.40 Politiquement rock.

20.50 Mister Biz. Les succès 98.

22.45 Un si joli bouquet. Téléfilm. Jean-Claude Sussfeld.

0.20 Les Aventuriers de l'extrême. Sébastien Michaud, salueur de l'extrême.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Michel Baridon.

21.00 Philharmonie. Avec Eric Blondel.

22.10 Fiction. L'enfance de la parole.

23.00 Nuits magnétiques. Parquets cirs.

FRANCE-MUSIQUE

19.40 Concert. Œuvres de Janacek. Dir. Michel Beroff.

21.00 Œuvres de Janacek. Michel Beroff, piano.

22.30 Musique pluriel. Œuvres de Janacek.

23.07 Les Greniers de la mémoire. Louis Bayle.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Poulenc. 20.40 Recital (1/2). Œuvres de Mozart, Rossini, Bellini, Donizetti.

22.10 Orphée aux enfers. Opéra bouffe d'Offenbach. Interprété par le Chœur, l'Orchestre de l'Opéra de Lyon et l'Orchestre de chambre de Grenoble, dir. Marc Minkowski.

23.04 Recital (suite). (2/2). Œuvres de Faure, Massenet, Debussy, Gounod.

FILMS DU JOUR

14.35 Tempête sur la colline ■■
Douglas Sirk (États-Unis, 1951, N., v.o., 85 min.)
Ciné Classics

15.00 Le Chant du Missouri ■■
Vicente Minnelli (États-Unis, 1944, 105 min.)
Cinétoile

15.10 Les Incorruptibles ■■
Brian De Palma (États-Unis, 1987, 115 min.)
Cinestar 2

16.20 Les Mises du roi Salomon ■■
Compton Bennett et Andrew Marton (EU, 1950, 100 min.)
La Cinquième

16.30 Qui veut la peau de Roger Rabbit ? ■■
Robert Zemeckis (États-Unis, 1988, 105 min.)
Ciné Classics

16.35 Aux sources du Nil ■■
Bob Fosse (États-Unis, 1989, 145 min.)
France 2

18.00 Cyclone à la Jamaïque ■■
A. Macdonald (EU, 65, 114 min.)
M 6

18.15 Aliens. Le retour ■■
James Cameron (États-Unis, 1986, 135 min.)
Ciné Classics

19.30 Bananas ■■
Francis Ford Coppola (États-Unis, 1971, 80 min.)
Cinétoile

20.30 Souvenirs perdus ■■
Christian-Jaque (France, 1950, N., 125 min.)
Ciné Classics

20.30 Le Docteur Jivago ■■
David Lean (États-Unis, 1946, 175 min.)
Ciné Classics

20.40 Un Américain à Paris ■■
Vicente Minnelli (États-Unis, 1951, v.o., 110 min.)
Arte

20.50 Jerry chez les clochards ■■
Frank Tashlin (États-Unis, 1954, 95 min.)
Cinétoile

20.55 Anastasia ■■
Andrei Livak (États-Unis, 1956, 105 min.)
TMC

21.00 Les Sorcières d'Eastwick ■■
George Miller (États-Unis, 1987, v.o., 115 min.)
Canal Jimmy

21.00 Au-delà des lois ■■
John Schlesinger (États-Unis, 1995, 100 min.)
Cinestar 2

22.35 Tucker ■■
Francis Ford Coppola (États-Unis, 1988, 110 min.)
Cinestar 1

23.00 Chérie,
je me sers rajoute ■■
N. Harris (EU, 1952, N., 90 min.)
Téva

23.45 U y a des jours...
et des lunes ■■
Claude Lelouch (France, 1989, 120 min.)
Ciné Classics

0.05 Soupe au canard ■■
Les McCann (États-Unis, 1993, N., v.o., 70 min.)
Ciné Classics

0.50 La Blonde et Moi ■■
Frank Tashlin (États-Unis, 1956, v.o., 95 min.)
Arte

2.00 Le Rouge et le Noir ■■
Claude Autant-Lara (France, 1954, 180 min.)
Cinétoile

3.30 L'Insoutenable
Légitimité de l'ère ■■
Philip Kaufman (États-Unis, 1987, v.o., 170 min.)
Cinestar 1

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

13.30 Envoyé spécial. Les années 90. Desfile vidéo. Histoire

17.00 Les Lumières du music-hall. Gloria Lasso. Yves Morand. Paris Première

18.00 Stars en stock. Jack Nicholson. Jane Fonda. Paris Première

18.30 Le Magazine de l'Histoire. Spécial Grande Guerre. Invités : Stéphane Audouin-Rouzeau, Annette Becker, Gerd Krumholz. Histoire

18.30 Best of Nulle part ailleurs. Canal +

19.00 Rive droite, rive gauche. Paris Première

20.10 Temps présent. Abaco. Neges. Le siècle en images : Le bolchevisme. TSR

20.40 L'Année du zapping. Canal +

20.50 De l'actualité à l'Histoire. La social-démocratie. Invités : Hans Stark, John Crowley, Didier Marchand. Histoire

21.35 Robe d'un jour. Planète

21.45 La Magie Mille. (2/2). Odyssée

22.30 Musicals Great Musicals. L'unité de production d'Arthur Freed à la MGM. Arte

22.30 Euro Petrar. Le rêve de Raffaele. Planète

22.45 L'Homme. mon père ennemi. Odyssée

23.00 Lido. 50 ans de bravo. RTBF 1

23.15 Les Tribus indiennes. (1/2). Histoire des Amérindiens. Planète

23.50 Bourvil de tous les temps. Festival

0.45 Crazy Horse. Made in France. TF 1

SPORTS EN DIRECT

17.30 Patinage artistique. Gala exhibition. Eurosport

MUSIQUE

18.00 Jazz at The Maintenance Shop. Jazz 79. Muzik

19.00 Noël russe. Chants de Noël orthodoxes. Par le Chœur de chambre de Moscou, le Chœur des enfants de l'église de la Sainte-Vierge de Kazan in Ouzbék et les Chœurs du monastère de la Trinité Saint-Serge. Mezzo

20.10 La Vie parisienne. Opéra de l'Opéra. Mise en scène. Alain Marcel. Dir. Jean-Pierre Haeck. RTBF 1

20.35 Messe en sol majeur. de Schubert. Par l'Orchestre symphonique et le Chœur de l'Opéra, le Chœur de l'église de Lichtenthal, dir. Franz Rosenbauer. Muzik

21.00 Huelgas Ensemble. Dir. Paul Van Nevel. Muzik

22.05 Nuits dans les jardins d'Espagne. de De Falla. Par l'Orchestre symphonique de Montréal, dir. Charles Dutoit. Mezzo

22.45 Concert du Nouvel An. En simulcast sur France-Musique. Avec Minella Freni, soprano ; Christine Schuler, soprano ; José Carr, ténor ; Simon Keenlyside, baryton. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Mezzo

23.45 Le Chevalier à la rose. Opéra de Strauss. Mise en scène. Rudolf Harman. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, le Mozarteum Orchestra et les Chœurs de l'Opéra de Vienne, dir. Herbert von Karajan. Muzik

23.45 These Are Special Times. Avec Céline Dion ; Rosie O'Donnell ; Phil Kaulman (États-Unis, 1987, v.o., 170 min.)
Cinestar 1

0.00 Barbara Hendricks
chanté Gershwin. Arte

THÉÂTRE

21.00 Nuit d'été. Josiane Balasko. Mise en scène. Josiane Balasko et Michel Blanc. Paris Première

1.00 On purge Bébé. Georges Feytaud. Mise en scène. Raymond Gérôme. Paris Première

TELEFILMS

18.35 Les Misérables. Robert Hossein (2/2). Festival

20.30 Le Diable au corps. Gérard Vergez. Festival

20.40 Power 96. Jaime Hellman. 13ème Rue

20.55 Fantôme sur l'oreiller. Pierre Mondy. M 6

22.40 Sans dessus dessous. Alan Metter. M 6

23.00 Le Masque de Satan. Lamberto Bava. 13ème Rue

0.50 Bonheur d'occasion. Claude Fournier. Festival

SERIES

17.20 Seconde B. Attention grand-frère. TMC

18.30 Magnun. La dernière page. 13ème Rue

19.20 Force de frappe. Le disparu de San Pedro. 13ème Rue

20.00 Quel de neuf docteur ? TMC

20.10 Happy Days. Le feu chez Arnold. Série Club

20.15 Zorro. Un procès impartial. M 6

20.40 Buffy contre les vampires. Ataque à Sunnydale. Série Club

22.15 Highlander. La patiente disparue. Série Club

23.20 3e planète après le Soleil. Gully as Dick (v.o.). Série Club

NOTRE CHOIX

● **22.30 Arte**
Musicals Great Musicals
Arthur Freed, producteur de l'âge d'or

POUR DOMINER la comédie musicale américaine comme l'a fait Arthur Freed (1894-1973) dans les années 40 et 50, il fallait un talent miraculeux. Ce célèbre producteur de la Metro Goldwyn Mayer, qui avait été l'assistant de Mervyn LeRoy sur *Le Magicien d'Oz* (1939), n'avait pourtant rien d'un apprenti-sorcier. Certes, il envoya les dirigeants de la MGM au point de diriger au sein de la firme sa propre unité de production, « The Arthur Freed Unit », surnommée au fait de sa gloire « la famille royale ». Mais c'est au vu des succès populaires que remportèrent *Place au rythme* (1939), *Ziegfeld Follies* (1946), *Un jour à New York* (1949), *Minnie Royal* (1951), *Un Américain à Paris* (1951), *Charmes sous la pluie* (1952), *Gigi* (1958), parmi d'autres, qu'il obtint cette liberté totale.

Au moment où la comédie musicale privilégiait un esthétisme quasi abstrait, Arthur Freed renouvela le genre en intégrant mélodies et danses au scénario. Il rassembla autour de lui les plus grands talents, repéra Vincente Minnelli, alors simple décorateur à New York, engagea des arrangeurs et chorégraphes de Broadway. Dans ce très bon documentaire de David Thomson, sous-titré *L'Unité de production d'Arthur Freed* à la MGM, le bras droit du producteur, Roger Edens, des réalisateurs (Vincente Minnelli et Stanley Donen), des acteurs (Leslie Caron, Mickey Rooney, Gene Kelly notamment) revient sur la formation de l'« unité » Freed, sur la naissance des joyaux de la comédie musicale. Ils racontent en particulier la préparation minutieuse des scènes les plus célèbres. Sans pour autant passer sous silence les faillites d'Arthur Freed dans le travail d'adaptation des comédies originales ou les tentatives de plagiat. Et les images dérisoires d'une Judy Garland sur le déclin, tentant sa chance dans *Annie, la reine du cirque* peu de temps avant son renvoi par la MGM, témoignent assez des revers du métier. Mais ces échecs assombrissent à peine le parcours de cet ancien parolier qui sut imposer ses goûts aux studios hollywoodiens — la musique de George Gershwin en tête.

Fabienne Dumontel

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.50 Les Feux de l'amour.

14.35 Arabesque.

15.20 La loi est la loi.

16.10 L'Homme qui tombe à pic.

17.05 Sunset Beach.

17.50 Beverly Hills.

18.35 Photo Dingo.

19.10 Le Bigdill.

19.57 Journal. Météo.

20.50 La Fureur du 31.

0.45 La Nuit en fête. Crazy Horse. Made in France.

1.45 Une clé pour deux. Pièce de John Chapman et Dave Freeman.

FRANCE 2

13.50 Derrick.

14.35 Seko.

15.40 Tiercé.

16.00 La Chance aux chansons. (2/2).

16.50 Un livre, un jour.

16.55 Aux sources du Nil ■■
Film. Bob Fosse.

19.20 1000 enfants vers l'an 2000.

19.25 L'Odyssée bleue.

19.50 L'Euro. Le pire Noël est arrivé.

20.00 Les Vœux du président de la République.

20.15 Le Journal. Météo.

20.50 Tapis rouge. Spécial his.

0.25 Souvenirs.

1.45 Le Comte Ory. Opéra de Rossini.

FRANCE 3

13.30 L'Enfant perdu. Téléfilm. Arthur Allan Seidelman.

15.00 Congo. (4/7).

15.35 Blake et Mortimer.

16.50 Chroniques de l'Afrique sauvage. (10/12).

17.45 Le Kado.

18.20 Questions pour un champion.

18.50 Un livre, un jour.

18.52 L'Euro. mode d'emploi.

18.55 19-20 de l'information.

20.00 Les Vœux du président de la République. Météo.

20.20 Le Kouji de 20 heures.

20.50 Tout le sport.

20.55 Le Journal du Dakar.

21.00 Denis la Malice. Film. Nick Castle.

22.40 Portes en dérive. Spécial Girls.

23.50 Météo. Soir 3.

0.10 Rendez-vous magique au Paradis latyn.

1.10 Text Avery.

CANAL +

13.40 Pour l'amour de Rosanna. Film. Paul Weiland.

15.15 Dans la nature. avec Stéphane Peyron.

17.00 Space Jam. Film. Joe Pytko.

► En clair jusqu'à 20.40

18.30 Best of Nulle part ailleurs.

20.40 L'Année du zapping.

22.40 Terry Maguire ■■
Film. Cameron Crowe.

0.55 Kama Sutra. une histoire d'amour ■■
Film. Mira Nair (v.o.).

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Avalanches.

14.30 L'Égypte. (1/5).

15.20 Terres de légendes.

15.45 Les Lumières du music-hall.

ARTE

16.20 Les Mises du roi Salomon ■■
Film. Compton Bennett et Andrew Marton.

18.00 100 % question.

18.25 Météo.

18.30 Le Monde des animaux.

19.00 Voyages, voyages. Camilla's Tour.

19.35 La vie est trop courte pour ne pas en profiter.

19.45 Météo. Arte Info.

20.10 La Vie en feuilleton. (4/5).

20.35 Soirée thématique. George Gershwin et la comédie musicale.

20.40 Un Américain à Paris ■■
Film. Vincente Minnelli (v.o.).

22.30 Musicals Great Musicals. L'unité de production d'Arthur Freed à la MGM.

0.50 La Blonde et Moi ■■
Film. Frank Tashlin (v.o.).

2.25 La Maison démontable. Court métrage muet. Buster Keaton et Eddio Cline.

M 6

13.35 Le Voyage au centre de la Terre. Téléfilm. William Dear.

15.15 Maudit.

16.15 Les Faux Frères. Film. Alexander Mackendrick.

19.54 Le Six Minutes. Météo.

20.00 Les Vœux du président de la République.

20.15 Zorro.

20.40 Météo des neiges.

20.45 Politiquement rock.

20.55 Fantôme sur l'oreiller. Téléfilm. Pierre Mondy.

22.40 Sans dessus dessous. Téléfilm. Alan Metter.

0.35 Le Hit machine. des robes de l'année 1948.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Vœux du président de la République.

20.10 Les Chemins de la musique. (4/5).

20.30 Agora.

21.00 Soirée spéciale. Un soir en compagnie de Paolo Conte.

23.00 Nuits magnétiques. Fin de siècle à Nantes.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Le Calendrier des autres. Comment vit-on le passage à la nouvelle année dans des contrées lointaines, dans d'autres cultures ? En intermédiaire, à 20.00, Les Vœux du président de la République.

21.00 Demandez le programme.

22.45 Concert du Nouvel An. Donne à la Philharmonie de Berlin et émis simultanément sur la chaîne Mezzo, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Œuvres de Mozart, Beethoven, Verdi, Donizetti, Berlioz et Puccini.

0.15 Les Papillons de l'an neuf.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Vœux et poèmes de J. Strauss fils, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. C. Kleiber ; *Dances hongroises*

Le Conseil constitutionnel annule deux dispositions fiscales mineures de la loi de finances pour 1999

L'interconnexion des fichiers sociaux et fiscaux est validée

APRÈS L'ANNULATION par le Conseil constitutionnel de deux dispositions clés du projet de financement de la Sécurité sociale pour 1999, portant sur la maîtrise des dépenses de santé (Le Monde des 20 et 21 décembre), le gouvernement craignait que sa politique budgétaire ne fût à son tour censurée. Finalement, il n'en sera rien. Après une délibération beaucoup plus longue que prévu, mardi 29 décembre, le Conseil constitutionnel a validé l'essentiel des dispositions de deux textes du gouvernement, la loi de finances rectificative pour 1998 et surtout la loi de finances pour 1999.

Pour le « collectif » budgétaire de fin d'année, ce n'est pas une surprise. De portée d'abord technique, comme c'est d'usage en fin d'exercice budgétaire, la loi votée par le Parlement se bornait à prendre en compte les recettes nouvelles générées par une croissance plus forte que prévu et les dépenses supplémentaires engagées en cours d'année, comme la majoration de l'allocation de rentrée scolaire, et ne comprenait aucune disposition fiscale spectaculaire, un dehors de mesures de simplification. Comme c'était prévisible, le Conseil n'a donc annulé aucun article de ce premier texte.

Dans le second cas, celui de la loi de finances pour 1999, le gouvernement avait de bonnes raisons d'être plus inquiet. C'est, en effet, à travers ce texte qu'il a donné le coup d'envoi de la réforme fiscale qui doit progressivement être appliquée sur la durée de la législature. Il comprend tout à la fois les premières dispositions de la réforme de la fiscalité écologique (répartition de l'écart entre la taxation

du gazole et celle des autres carburants, etc.), la réforme de la taxe professionnelle ou encore celle de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), avec en particulier, la création d'un nouveau taux de 1,8 % pour les quelque huit cents plus gros contribuables disposant d'un patrimoine dépassant 100 millions de francs.

TOUR DE PASSE-PASSE

De surcroît, le gouvernement avait inséré dans son projet de loi de nombreuses autres dispositions très controversées, comme l'interconnexion des fichiers sociaux et fiscaux, ou encore la réforme du quotient familial, avec l'abaissement du plafond décidé en contrepartie de la suppression de la mise sous condition de ressources des allocations familiales.

Or, le Conseil constitutionnel n'a émis de remarques sur aucune de ces réformes importantes. Même l'utilisation du numéro de Sécurité sociale pour améliorer la lutte contre la fraude fiscale – un projet qu'Alain Juppé avait envisagé de mettre en œuvre et qui avait fait l'objet de nombreuses critiques, notamment de la part de la

Commission nationale informatique et libertés (CNIL) – n'a pas été censurée. Après avoir été rejetée par le Sénat, au motif qu'elle portait atteinte aux libertés individuelles, cette disposition avait été réintroduite – et mieux encadrée – par l'Assemblée nationale (Le Monde du 23 décembre).

En fait, deux mesures mineures de cette loi de finances ont été annulées. Dans le premier cas, il s'agit d'une disposition qui prévoyait la création d'une taxe sur les activités saisonnières ou ambulantes. Pour certaines de ses activités liées aux flux touristiques (« baraques à frites », etc.), les collectivités locales ont, en effet, des difficultés à percevoir les impôts locaux traditionnels. Cette taxe devait permettre de remédier au problème.

La seconde disposition annulée pourrait, de prime abord, sembler plus embarrassante pour le gouvernement puisqu'elle est liée à l'ISF. Mais le Conseil constitutionnel n'a censuré que l'une des mesures soulevées par Bercy. Dans un but d'évasion fiscale, il arrive que certains contribuables assujettis à l'impôt sur la fortune décident de procéder au démembrement de

leur fortune, et qu'ils en donnent l'usufruit à des membres de leur famille non assujettis. Pour empêcher ce tour de passe-passe fiscal, qui permet de minorer fortement la contribution d'impôt, le gouvernement avait donc fait figurer dans le projet de loi une disposition prévoyant que la totalité de la charge fiscale incombait, même en cas de démembrement, au nu-propriétaire. C'est cette mesure qui a été annulée par le Conseil.

Pour la forme, bien sûr, le gouvernement déplorera de ne pas pouvoir mettre son projet en œuvre. Mais la correction apportée par le Conseil constitutionnel est, à dire vrai, à la dimension de la réforme de l'ISF : modeste. Si la mesure censurée devait rapporter quelques dizaines de millions de francs au budget de l'État, celle qui ne l'a pas été – la création d'un nouveau taux de 1,8 % – ne devait guère générer plus de rentrées supplémentaires : tout juste 200 millions de francs. Bref, l'ambition de la réforme était faible, et, du même coup, la censure du Conseil sera sans réelle conséquence.

Laurent Mauduit

L'économie de la Martinique repart timidement

FORT-DE-FRANCE

de notre correspondant

L'activité reprend peu à peu sur le port de commerce de Fort-de-France paralysé depuis le 24 novembre par des ouvriers des exploitations bananières en grève, soutenus par les dockers. A deux reprises, les forces de l'ordre ont libéré les accès à la plate-forme,

lundi 28 et mardi 29 décembre. Les grévistes n'ont opposé aucune résistance à ces interventions décidées par le préfet, contraint désormais de tenir compte des appels angoissés des milieux socioprofessionnels.

La Chambre de commerce et d'industrie, l'Union régionale des PME, l'Association des petites et

moyennes industries, les propriétaires de magasins d'alimentation et d'équipement n'ont eu de cesse de réclamer l'intervention de l'État, coupable à leurs yeux d'un non-interventionnisme dangereux. Il s'agissait pour les chefs d'entreprise de mettre fin à la pénurie de certains produits alimentaires, de matériaux de construction, de biens d'équipement et surtout d'ingrédients indispensables aux entreprises industrielles qui ne trouvent pas toujours à s'approvisionner sur le marché intérieur.

A quelques jours de la fin de l'année, cette reprise partielle de l'activité économique est de nature à estomper quelque peu la morosité perceptible avant les fêtes de Noël. Il faudra toutefois deux bonnes semaines avant que les quais soient totalement dégorgés et que les navires porte-conteneurs reprennent leurs rotations normales.

REPRISE DES NÉGOCIATIONS

Le résultat le plus tangible de la levée des barrières sur le port est la reprise des discussions entre l'intersyndicale des salariés de la banane et la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, mercredi 30 décembre, après une interruption d'une semaine. Les employeurs proposent une augmentation des rémunérations équivalente à la hausse prévisionnelle du coût de la vie, soit 1,5 %. Ils préconisent une pause salariale après l'alignement, en 1995, du SMIC servi dans les départements d'outre-mer sur celui de la France métropolitaine, suivi d'un accord salarial dans la banane en octobre 1997.

Les syndicats exigent un bonus de 3 francs de l'heure, soit 7,32 % par an, en étant prêts à moduler cette somme selon les possibilités des exploitations. S'y ajoutent l'instauration d'un treizième mois et d'une prime d'ancienneté ainsi que le paiement des jours de fêtes locales.

Le patronat estime le surcoût entraîné par ces revendications à 30 000 francs par salarié sur une année, alors que la plupart des exploitations ont une trésorerie négative ou proche de zéro. Pour leur part, les ouvriers mettent en évidence le volume des subventions dont bénéficie la filière depuis la mise en place, par la Commission européenne, du mécanisme de l'organisation commune de marché en juillet 1993. Cette grève se déroule au moment même où les multinationales américaines menacent les positions des producteurs européens au travers de l'Organisation mondiale du commerce.

Jean-Marc Party

Les hausses des prestations sociales au 1^{er} janvier

A COMPTER du 1^{er} janvier, les allocations familiales sont revalorisées de 0,7 % (683,57 francs pour deux enfants à charge, 875,60 francs par enfant supplémentaire à charge). Le revenu minimum d'insertion augmente de 3 %, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1998 (2 502,20 francs par mois pour une personne seule ; 3 753,45 francs pour une personne seule avec un enfant, ou pour un couple). En hausse de 3 %, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1998, l'allocation de solidarité spécifique passe à 82,42 francs par jour, soit 2 473,03 francs net par mois (3 531,46 francs pour les personnes âgées de plus de 55 ans). Le montant journalier de l'allocation d'insertion, en hausse de 3 %, est fixé à 59,06 francs (1 741,83 francs par mois).

Les retraites de base augmentent de 1,2 %, le minimum vieillesse de 2 % (42 485 francs par an pour une personne seule, 76 215 francs pour un couple). Les retraites complémentaires des cadres sont revalorisées de 0,4 %. Les pensions d'invalidité et les rentes d'accidents du travail augmentent de 1,2 %, les allocations aux adultes handicapés de 2 %.

DÉPÊCHES

■ ISRAËL : David Lévy, ancien ministre et dissident de la droite israélienne et le chef de l'opposition travailliste Ehud Barak ont décidé de constituer un front commun contre le Likoud aux élections générales de mai, a-t-on appris mercredi 30 décembre. L'accord de principe prévoit que M. Lévy, ancien ministre des affaires étrangères et chef du petit parti Guesher, soutiendra la candidature de M. Barak au poste de premier ministre, en échange d'une place de premier plan sur la liste des candidats à la Knesset du front électoral que les travaillistes veulent constituer. – (AFP)

■ MACÉDOINE : le Parlement macédonien a adopté, mardi 29 décembre, une loi sur l'amnistie dont devraient bénéficier environ huit cents personnes qui purgent actuellement leurs peines en prison. Des membres de la minorité albanaise de souche, considérés comme des prisonniers politiques, seront remis en liberté. Parmi eux figurent notamment les maires de Tetovo, Aljadin Demiri, et de Gostivar, Rudi Osmanli, condamnés respectivement à deux et treize ans de prison en automne 1997 pour avoir refusé d'enlever un drapeau de l'État albanais des bâtiments de leurs maires. – (AFP)

■ SONDAGE : 56 % des Français se disent pessimistes en ce qui concerne l'avenir, tandis que 42 % affichent leur optimisme, selon un sondage IFOP publié cette semaine dans L'Express. Réalisée les 17 et 18 décembre auprès d'un échantillon de 1 003 personnes âgées de 18 ans et plus, cette étude assure que 30 % des Français croient à une baisse du chômage en 1999 alors que 69 % pensent qu'il ne va pas diminuer. Dans le domaine politique, 70 % des personnes interrogées ne souhaitent pas et ne croient pas que Jacques Chirac provoquera une élection présidentielle dans l'année qui vient. 22 % seulement sont d'un avis contraire et 27 % souhaitent une présidentielle anticipée.

■ SÉCURITÉ : la préfecture de police de Paris a annoncé un renforcement des mesures de sécurité prévues dans la capitale pour la nuit de la Saint-Sylvestre, en particulier dans le quartier des Champs-Élysées. La préfecture redoute la présence de casseurs et les débordements dus à l'excès d'alcool. D'où, explique-t-elle dans un communiqué diffusé mardi 29 décembre, « la mise en place d'un service d'ordre important et d'un dispositif de secours adaptés à l'événement ».

■ NOUVELLE-CALÉDONIE : le congrès du territoire a voté, mercredi 30 décembre, le budget 1999, d'un montant de 3,9 milliards de francs. Ce document, présenté pour la dernière fois par le préfet, sera préparé l'année prochaine par le gouvernement local, dans le cadre des nouvelles institutions issues de l'accord de Nouméa.

■ EXPLOSION : un démineur a été tué et un autre grièvement blessé, mardi 29 décembre, à Viny (Pas-de-Calais), lors d'une explosion dans un dépôt de munitions des première et seconde guerres mondiales. L'accident s'est produit alors que les démineurs déchargeaient des engins ramassés dans la journée dans plusieurs communes du département.

■ FUSILLADE : un lycéen de dix-neuf ans, suspecté d'être l'auteur d'un coup de feu qui avait blessé une adolescente au cours d'une fusillade entre bandes rivales devant un cinéma de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 11 décembre, a été interpellé, mardi 29 décembre, dans une cité de la ville. Lors de perquisitions dans plusieurs logements, les policiers ont saisi un fusil à pompe, une réplique de M16, deux pistolets automatiques, dix doses d'héroïne, deux pains de résine de cannabis et 7 000 francs.

■ AGRESSION : un homme de quarante et un ans, qui avait été blessé d'un coup de couteau, le 23 décembre, à Paris, est décédé des suites de ses blessures, samedi 26 décembre. Selon les premiers éléments de l'enquête, il aurait été frappé par quatre jeunes, rue du Faubourg-Saint-Antoine (12^e arrondissement), pour avoir refusé de donner une cigarette à l'un d'eux.

■ RADIO : l'émission de France-Inter « Philo... Faimé », présentée par Jean-Marie Cavada, nouveau PDG de Radio-France, est arrêtée. Elle sera remplacée en janvier 1999 par une nouvelle émission consacrée aux thèmes de troisième cycle, en partenariat avec Le Monde de l'éducation. Ce nouveau programme du samedi matin a été confié à Laurence Luret, fille du nouveau PDG de Radio-France, et qui était l'assistante de « Philo... Faimé ». Cette nomination suscite des commentaires au sein de la « maison ronde », car il s'agit du premier changement depuis l'arrivée de M. Cavada.

Tirage du Monde daté mercredi 30 décembre : 465 103 exemplaires

LA VOGUE

PRESENTE SES MEILLEURS VOEUX
A SES FIDÈLES CLIENTS
ET LES CONVIE A SES

SOLDES HOMMES

LES SAMEDI 2, DIMANCHE 3,
LUNDI 4 JANVIER 1999
DE 10h à 19h

PRET-A-PORTER - CHEMISERIE - SPORTWEAR

38, Bd des Italiens - 75009 PARIS
et Centre Commercial VÉLIZY 2

Du 1^{er} décembre 98 au 15 janvier 99,
l'accès à ce service vous est offert.

**Vous n'avez pas d'ami
hôtelier,
vous avez passé l'âge de dormir
à la belle étoile**

Tapez **RESA** (soit le 7372)*

sur votre portable pour **trouver**
une **chambre d'hôtel,**
même en **dernière minute.**

Avec **NESTOR NELSON**

SFR est une marque de **cegetel**

SFR. LE MONDE DES SERVICES EST À VOUS.